



JEUDI 8 JUILLET 2021

ÉCONOMISTES : si les gens suivent des études aussi longues pour devenir économistes c'est pour rendre leurs mensonges (ou leurs ignorances) plus crédibles.

- ▶ **L'aveugle guidant l'ignorant** (Jeff Thomas) p.1
- ▶ **2030 : dictature sanitaire et reset ou grand effondrement occidental ?** (Nicolas Bonnal) p.4
- ▶ **Une évaluation étonnamment honnête** (Tim Watkins) p.6
- ▶ **Soupe narrative** (James Howard Kunstler) p.7
- ▶ **Le poids de l'histoire** (Didier Mermin) p.9
- ▶ **À mesure que le pétrole décline, il deviendra moins cher mais moins abordable** p.9
- ▶ **Vaccination obligatoire et acceptation sociale** (Biosphere) p.28
- ▶ **ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME** (Patrick Reymond) p.30
- ▶ **Hausse des prix du pétrole. Désaccord au sein de l'OPEP.** (Charles Sannat) p.32

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Panique au FMI. « Une inflation plus élevée fait partie des risques auxquels est confrontée la reprise économique »** (Charles Sannat) p.34
- ▶ **Variant Delta, Véran d'Etat, la vaccination obligatoire sera une Bérézina** (Charles Sannat) p.41
- ▶ **Inflation à 10 %, ce n'est plus de la science-fiction. Ce que je n'ai pas dit pendant l'émission** (Charles Sannat) p.45
- ▶ **L'argent ne sait plus où aller** (Bruno Bertez) p.48
- ▶ **L'histoire oubliée des banques** (Tuomas Malinen) p.51
- ▶ **David Stockman sur les politiques monétaires socialistes de la Fed et ce qui va suivre** p.54
- ▶ **Le cul entre deux chaises** (Olivier Delamarche) p.56
- ▶ **Quand investir ne rapporte plus assez** (Bruno Bertez) p.59
- ▶ **C'est l'économie réelle qui va trinquer** (Olivier Delamarche) p.60
- ▶ **Le pouvoir, la cupidité et le statut corrompent l'élite américaine** (Bill Bonner) p.63
- ▶ **Les conditions sont réunies pour une répétition de la stagflation des années 1970 et de la crise de la dette de 2008** (Nouriel Roubini) p.66
- ▶ **Semi-conducteurs : un enjeu de souveraineté technologique** (Ray Blanco) p.68
- ▶ **Inflation : votre fille est muette parce qu'elle ne parle pas !** (Bruno Bertez) p.70
- ▶ **La Chine : Géant fragile** (Jim Rickards) p.73
- ▶ **Se préparer à un monde qui n'existera jamais** (Bill Bonner) p.76

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

L'aveugle guidant l'ignorant

par Jeff Thomas juillet 2021



(Gregory Mankiw, professeur d'économie à Harvard, interviewe Janet Yellen).

La plupart d'entre nous regardent la télévision. Nous cherchons en partie à nous divertir, mais aussi à être éclairés sur "ce qui se passe". Dans une époque difficile comme celle que nous vivons actuellement, où certains des pays les plus en vue connaissent un début de crise économique, où des personnages de dessins animés virtuels s'affrontent dans des concours politiques, où les gouvernements deviennent de plus en plus rapaces et où un État policier se développe rapidement, il n'est pas surprenant que la personne moyenne se demande : "Mais à quoi pensent-ils donc ?"

Eh bien, ce n'est pas l'exposition médiatique qui manque pour répondre à cette question. Aujourd'hui, il existe une multitude de chaînes proposant des "informations" 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à partir desquelles nous pouvons espérer glaner quelques informations sur ce que pensent les dirigeants du monde. Pourtant, malgré l'interminable folderol offert, la vision des dirigeants reste aussi claire que la boue.

Ils ne veulent pas de guerre, mais envahissent plus de pays que jamais dans l'histoire. Les candidats politiques sont pour le moins vagues quant à leurs propositions de programmes d'action, mais ils s'attaquent les uns aux autres comme s'ils étaient des journalistes de la presse à scandale. Les gouvernements parlent continuellement de leur souhait d'alléger la charge de l'homme ordinaire, tout en l'accablant de lois, de réglementations, d'amendes et de taxes comme jamais auparavant, et tout en versant des milliards de dollars d'impôts à leurs copains de l'industrie financière. Ils prétendent rechercher une plus grande sécurité pour tous, mais au lieu de cela, ils créent un flux sans fin d'agences qui ont le pouvoir d'ignorer les droits fondamentaux et se comportent davantage comme des opérateurs de racket de la mafia que comme des agents chargés de faire respecter la loi. Les gouvernements prétendent poursuivre une économie plus saine, mais ont créé un niveau d'endettement sans précédent, qui promet d'écraser les économies de plusieurs des pays les plus importants du monde dans un avenir très proche.

Ainsi, de nombreuses personnes se tournent vers les médias pour trouver des réponses. En général, un programme d'information présente un "panel d'experts" qui débat des dernières questions. Ils parviennent rarement à une conclusion, mais réussissent à créer l'impression générale qu'un parti politique est en train de détruire le pays et que l'autre (qu'ils représentent) est en train de le sauver.

Outre les panels, les médias vont souvent directement à la source, en interrogeant les dirigeants politiques et financiers. La liste des questions est invariablement préparée longtemps à l'avance et la personne interrogée n'est jamais prise au dépourvu. Ses manipulateurs ont préparé ses réponses pour lui et, à chaque fois, un plat complet de rhétorique prévisible et réchauffée est servi au téléspectateur pour sa consommation.

Dans ces réparties, l'intervieweur est censé paraître sympathique tout en étant indiscret, mais les questions posées sont invariablement assez fades pour que l'interviewé puisse les écarter ou fournir une réponse facile.

L'interviewé doit donner l'impression d'informer le public de politiques et de procédures qui, bien que trop compliquées pour que le téléspectateur les saisisse pleinement, sont bien en place et apporteront des solutions dans un avenir pas trop lointain. Soyez patient.

Le fait que ces solutions ne semblent jamais arriver semble être moins important que le fait qu'une nouvelle solution est en cours. De cette manière, le téléspectateur, quel que soit l'impact de sa vie, continue à rester assis et à garder espoir, car des jours meilleurs sont sûrement à portée de main.

Incroyablement, le téléspectateur moyen semble être capable de consommer des quantités infinies de cette propagande, année après année, sans jamais se dire : "*Quelque chose ne tourne pas rond ici*".

S'il éteignait réellement la télévision pendant une semaine environ, prenait du recul et évaluait la propagande dans son ensemble, il pourrait conclure qu'en fait, les médias agissent sur ordre des dirigeants économiques et politiques, pour propager leur message. Les "débats" et les "questions urgentes" sont au mieux mous et ne conduisent jamais à un changement ou à une amélioration significative. Et ce n'est pas leur but. Ils ne sont que des sucettes.

Pire encore, les dirigeants eux-mêmes continuent non seulement à décevoir le public, mais aussi à faire évoluer les systèmes gouvernementaux, économiques et sociaux dans une direction **qui mènera inévitablement à une mauvaise fin.**

Il est vrai, bien sûr, que les citoyens de ces grandes nations deviennent de plus en plus cyniques à l'égard de leurs dirigeants et de leur propre avenir, mais leur réaction à ce pablum, après avoir bien râlé, tend à être "d'espérer que la prochaine administration sera meilleure". C'est vraiment très imprudent. (Une fois que la pomme est complètement pourrie, attendez-vous à ne voir que des vers l'habiter).

Mais ceux qui sentent qu'ils sont lésés doivent se défouler d'une manière ou d'une autre. Et, pour cela, nous avons les partis politiques. Que notre pays ait des démocrates et des républicains, des conservateurs et des travaillistes, ou tout autre groupement de ce type, ceux qui sont élus n'ont pas l'illusion qu'ils existent pour servir ceux qui les ont élus ; ils existent pour servir les grands donateurs qui paient les élections. Et les grands donateurs contribuent aux deux partis, afin de s'assurer que leurs objectifs sont réalisés par les candidats qui réussissent, quel que soit leur parti. Le plan d'ensemble se poursuivra, à toute vapeur, peu importe qui est au pouvoir.

Mais les partis fournissent à l'électorat des cibles sur lesquelles il peut diriger ses flèches à pointe en caoutchouc. Quel que soit le parti au pouvoir, les électeurs libéraux se plaindront que l'on ne fait pas assez pour leurs causes et les électeurs conservateurs feront de même.

L'un d'eux finira-t-il par l'emporter sur l'autre ? Incontestablement non. Le système est conçu pour rester tel quel - avec des chamailleries sans fin encouragées, mais aucun progrès réel prévu.

Les pays les plus importants du monde sont à l'aube d'une crise économique majeure. Elle s'accompagnera de crises politiques et sociales et, très certainement, d'une guerre. Le téléspectateur, s'il l'accepte, dira : "Cela leur apprendra. Ils devront alors admettre que notre camp avait raison."

Malheureusement, non. Après les inévitables crashes économiques, après des années de guerre inutile, après la montée du totalitarisme chez nous, il y aura une fin éventuelle à la lutte. Lorsque la poussière commencera à retomber, le citoyen moyen allumera sa télévision, espérant voir que des réponses ont été apportées.

Au lieu de cela, ce qu'il verra, s'il allume une chaîne libérale, ce seront des experts déclarant que, si seulement il y avait eu plus d'assouplissement quantitatif et plus de droits, tout aurait pu s'arranger, mais qu'au lieu de cela, il y a eu un désastre, à cause des conservateurs.

De même, les experts de la station conservatrice expliqueront que toutes les souffrances auraient pu être évitées si les droits avaient été contrôlés et si les bombes avaient pu être lâchées sur l'ennemi plus tôt. Les libéraux et les conservateurs retourneront dans leur coin pour panser leurs plaies et se préparer au prochain cycle de polarisation les uns contre les autres.

Alors, qui devons-nous blâmer pour les débâcles de l'humanité ? Nous avons certainement été trompés par les dirigeants - les politiciens, les banquiers centraux, les dirigeants des grandes industries, etc. Ou est-ce les médias qui ont fait un tel travail de propagande que nous n'avons pas su voir la forêt cachée par les arbres ?

Peu importe, car rien ne sera appris et nous recommencerons le jeu. Mais si c'est une véritable solution que nous recherchons, oui, c'est possible. Mais cette solution dépend de notre volonté de ne plus permettre aux médias de raisonner à notre place. Nous devons être prêts à étudier les actions de nos dirigeants, à être prêts à être contrariants et, surtout, à tout remettre en question. Sinon, nous faisons partie des aveugles et des désemparés et nous pouvons nous attendre à un cycle sans fin du même spectacle de chiens et de poneys.

2030 : dictature sanitaire et reset ou grand effondrement occidental ?

Par Nicolas Bonnal – Juillet 2020 – Source nicolasbonnal.wordpress.com



C'est le grand et dernier débat du moment. On nous prépare des horreurs ; mais est-ce pour obéir aux caprices des oligarques qui tiennent la planète (ou plus exactement le petit occident si timide au G7) ou parce que quelque chose de plus grave se prépare ? Mon lecteur et ami Alexandre l'a écrit ici : **le Grand Reset c'est la pénurie et internet. C'est avant tout la pénurie.** Sur son blog déjà ancien, **Patrick Reymond** martèle notre épuisement des ressources et des énergies, un peu comme **Ugo Bardi** et sa falaise de Sénèque régulièrement traduit par le **lesakerfrancophone.fr**. **La pénurie sera terrible et frappera le monde entier.** Voyez le déclin de vie américain expliqué depuis quinze ans par des observateurs alertes comme **Michel Snyder** (doublement du prix du logement et des voitures d'occasion en deux ans) et **James Howard Kunstler**, qui recommande de vivre dans de petites villes (cela dépend lesquelles...).

Cela ne nous empêche pas d'être dirigé par des idiots de village médiatique. On laisse **Guy Millière** résumer les vaticinations et décisions du G7 :

Le document entérine la mise en place de passeports vaccinaux et de moyens de contrôle numériques pour tous les voyageurs du monde (si vous habitez l'un des pays concernés ou si vous y passez, attendez-vous à être infiniment plus surveillés et à ce que votre liberté de voyager soit entravée). Le document prévoit aussi la fin des véhicules à moteur fonctionnant aux carburants fossiles et la transition vers les énergies vertes et vers un objectif zéro carbone (si vous habitez l'un des pays concernés, attendez-vous à être plus pauvre car cela va coûter très cher, et c'est vous qui paierez, attendez-vous aussi à un chômage élevé, à une croissance en chute libre, et apprenez à faire du vélo). Le document prévoit la fin des réfrigérateurs, des congélateurs et de l'air conditionné pour 2030, au nom d'un machin appelé le SEAD, Super-Efficient Equipment et Appliances Deployment (attendez-vous à un retour aux années 1950, ou l'absence de réfrigération et de congélation conduisait à des intoxications alimentaires, et attendez-vous si vous vivez dans des régions chaudes à transpirer).

Le niais occident prétend par ce modèle misérable contrer la Chine :

Comme tout cela implique des réglementations et des bureaucrates, le document prévoit aussi des embauches de bureaucrates par milliers et des dépenses par dizaines de milliards. En supplément, les signataires entérinent la mise en place d'un impôt minimal de 15 % pour toutes les entreprises dans les pays concernés, et ils prévoient de dépenser des milliards pour équiper les pays en voie de développement en moyens d'utilisation d'énergies renouvelables, aux fins de contrer la Belt and Road Initiative chinoise, qui ne repose sur aucune de ces lubies.

Sauf que la Chine, certainement mieux dirigée par son élite de bureaucrates, sera aussi victime de cette crise de l'énergie ; mais on lui fait plus confiance qu'à Macron et à ses éoliennes...

Je laisse ici **Patrick Raymond** prendre le relais. Il évoque la Russie puissance autarcique la plus riche du monde (et qui devrait le rester) :

Intoxication médiatique grave de Jean Quatremer : Il dit que la Russie n'est plus une superpuissance. Bon, une puissance nucléaire capable de détruire la totalité de la flotte US en une journée, l'armée ukrainienne en une heure, l'OTAN en trois jours (optimisme débridé), qui est excédentaire pour toutes les matières énergétiques, ce qui en fait le caïd de la cours de récré et de la planète, ouvre une usine par jour depuis 20 ans, parce que le bredin n'a pas compris que sans énergie, il n'y a tout simplement pas d'économie. Simplement en remontant les manettes du gaz et du pétrole, la Russie est capable de détruire l'économie mondiale en un claquement de doigts...

L'abrutissement du journaliste moyen français est total : Quin et ses copains nous annonçaient un lâcher de croc par le sénile Biden : on a vu le résultat ; car **on n'est qu'au début du prochain et rapide effondrement final des États désunis d'Amérique.**

Puis Patrick évoque un article de Sannat sur l'effondrement du logement neuf en France. Rappelons qu'EDF produit 20% de moins d'énergie qu'en l'an 2000. Et ça donne :

Sannat n'a pas compris... Quand on a moins d'énergie, on fait moins de tout, y compris des logements, gros consommateurs pour la construction. Et comme je l'ai dit, au bas mot, c'est la remontée du nombre de têtes par logement qui est à l'œuvre. 5 au lieu de 2.5, ce n'est pas encore beaucoup. Pour la « demande forte », on verra si elle est plus forte avec le resserrement bancaire.

Tout cela est à rapprocher de l'explosion des prix du logement (doublement dans les Rocheuses) et des voitures d'occasion (+20% en six mois !) aux USA. Rappelons qu'en France l'âge médian de l'acheteur de voiture neuve est de soixante ans. En vérité, on est déjà pauvre et on est déjà en pénurie. Comme je l'ai déjà écrit, nous sommes en mode Reset depuis cinquante ans. La France produit beaucoup moins de voitures qu'en 1970. Et les trottinettes électriques pour bobos usagés ont remplacé partout ou presque le chopper d'*Easy Rider*.

Et je ne crois plus que cela se terminera en dictature. Ils vont essayer mais on aura l'effondrement avant. Notre **Lucien Cerise** écrivait/répondait dans Rivarol :

Le monde va donc sombrer dans l'inintelligence artificielle et le stade terminal de l'idiocratie. L'automatisation complète du globe terrestre, objectif poursuivi par le Great Reset, sera en fait le grand dysfonctionnement généralisé et la grande désorganisation méthodique de la vie sur Terre. Nous allons entrer dans le royaume de la déglingue définitive et de l'effondrement systémique dans l'abrutissement technophile.

Autrement dit ce sera : déglingue par pénurie ou déglingue par tyrannie ; ou déglingue par les deux. On comprend pourquoi l'Assemblée nationale se met à persécuter les survivalistes !

La situation est catastrophique ; et on comprend pourquoi Biden ne la ramène plus face à Poutine, qui est dix fois mieux armé. **On risque d'assister à un effondrement énergétique, économique et social de plusieurs pays occidentaux.** Certains nonagénaires génocidaires comme Schwab ou la Reine de pique britannique essaieront de nous parler du Reset et de transition énergétique, reprenant à leur manière torve le mot de Cocteau : « *de ce mystère feignons d'être les organisateurs* ».

▲ RETOUR ▲

.Une évaluation étonnamment honnête

Tim Watkins 7 juillet 2021



Ces dernières années, nous avons assisté à la conversion de Damas du parti conservateur, qui est passé du parti du pétrole au parti de tout ce qui est vert et merveilleux. Boris Johnson considère désormais que la révolution de l'énergie verte proposée est le moyen de mener le monde sur le climat et de "niveler par le haut" les anciennes régions industrielles appauvries, les régions côtières délabrées et les petites villes rurales de Grande-Bretagne. Le gouvernement s'étant engagé à intervenir dans l'économie d'une manière inédite depuis les années 1970, l'énergie verte et le PIB peuvent, apparemment, aller de pair.

Mais c'est ce que dirait un politicien en exercice, n'est-ce pas ? **La moitié de l'art de la politique consiste à persuader l'électorat que toutes les conneries imprimées dans le manifeste <plan électoral> peuvent réellement être réalisées (l'autre moitié consiste à convaincre les gens cinq ans plus tard que vous avez réussi même s'il est évident que vous n'avez rien fait de tel).** Ainsi, dans une tentative de générer une croissance post-Brexit et post-pandémie, le gouvernement britannique s'est engagé dans une relance économique verte <qui ne peut être que déficitaire, sans rendement ou sans retour sur investissement>.

Il incombe aux politiciens retraités qui n'ont plus la peau du jeu, mais qui comprennent comment le gouvernement fonctionne derrière le rideau, de souligner les failles de la proposition. C'est le cas de David Gauke, secrétaire d'État à la justice et Lord Chancelier sous Theresa May, qui n'est pas la première personne à laquelle on pense dans une discussion sur les énergies renouvelables. Néanmoins, dans un article pour le New Statesman, Gauke pointe du doigt une faille dans le raisonnement du gouvernement qui touche aux questions sur lesquelles j'écris régulièrement ici :

"Si vous écoutez nos politiciens, il y a un fort consensus sur le changement climatique. Il se compose de quatre parties. Premièrement, les émissions de carbone provoquent des changements importants dans notre climat. Deuxièmement, nous devons prendre des mesures urgentes pour réduire ces émissions, y compris pour atteindre un niveau net zéro d'ici 2050. Troisièmement, nous avons déjà fait de bons progrès dans la réduction des émissions du Royaume-Uni. Et quatrièmement, les mesures que nous devons prendre pour réduire davantage les émissions apporteront également de nombreux avantages à la société.

"Beaucoup se réjouiront de ce consensus, mais le problème est que toutes les parties de celui-ci ne sont pas entièrement vraies..."

"Quant à la quatrième partie - à savoir que les mesures que nous devons prendre pour réduire les émissions constituent un avantage pour la société - elle ne résiste pas à l'examen et risque de saper la confiance dans tout ce qui est affirmé..."

"Il est certainement vrai que de nouvelles industries et de nouveaux emplois seront créés par les mesures que nous prenons pour réduire les émissions. Ce sera une bonne nouvelle pour certaines entreprises et pour certaines personnes mais, en termes d'économie au sens large, les nouveaux emplois créés représentent un coût, et non un avantage <investissement>, et devront être payés par les contribuables ou les consommateurs."

Cela met en évidence l'un des mécanismes du monde réel par lequel une partie de l'énergie excédentaire alimentant l'économie au sens large est détournée vers le secteur de l'énergie - dans ce cas, à la suite de choix politiques plutôt que pour des raisons de coût énergétique. M. Gauke a raison de noter que pour forcer cette réorientation, les consommateurs d'énergie doivent payer des prix plus élevés ou les taxes doivent augmenter. Mais ce ne sont pas les seules options. Il pourrait également ajouter que les dépenses publiques peuvent être détournées des bénéficiaires existants ou qu'un gouvernement souverain peut utiliser la taxe furtive de l'inflation en imprimant simplement de la nouvelle monnaie pour financer la nouvelle infrastructure. **Quoi qu'il en soit, les politiciens accumulent les problèmes pour l'avenir en prétendant qu'une transition sans heurts vers les énergies renouvelables est possible.** Comme l'explique Gauke :

"Si nous voulons sérieusement parvenir à un taux net zéro d'ici 2050, nous devons mener des politiques qui entraîneront des coûts pour les contribuables et les consommateurs. Il n'est pas surprenant que les politiciens ne veuillent pas confronter le public aux conséquences de la poursuite d'objectifs audacieux - il est préférable de conserver le soutien en soulignant les opportunités et en minimisant les difficultés."

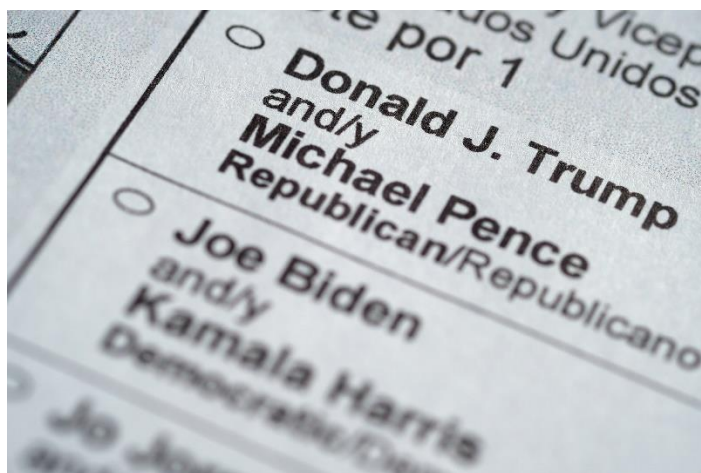
*"Ce n'est cependant pas une approche qui survivra au contact avec la réalité. Soit les gouvernements éviteront les choix difficiles, auquel cas nous n'atteindrons tout simplement pas l'objectif de zéro émission nette, soit un public peu méfiant se révoltera lorsqu'il sera confronté aux coûts. **Le consensus politique actuel ne tiendra pas s'il est basé sur la dissimulation.**"*

Tant que nos politiciens agissaient comme une façade pour les entreprises de combustibles fossiles, nous pouvions nous bercer d'illusions et croire que nous pouvions troquer les combustibles fossiles contre des technologies d'exploitation d'énergies renouvelables non renouvelables sans perdre un instant. Tout ce qu'il fallait, apparemment, c'était un changement de gouvernement. Mais maintenant que les gouvernements de gauche et de droite - du moins en dehors des États-Unis - ont souscrit à l'une ou l'autre variante d'une nouvelle donne verte, les failles de la narration ne tarderont pas à être exposées.

Comme tant d'hommes politiques, M. Gauke ne comprend évidemment pas le concept de retour sur investissement de l'énergie et ne voit donc pas qu'il n'existe aucun moyen de continuer à vivre dans notre économie consumériste avec une fraction seulement de l'énergie que nous tirons actuellement des combustibles fossiles. Néanmoins, les émissions de carbone peuvent parfois servir d'indicateur des coûts énergétiques. Et son point de vue reste le même : **lorsque le coût réel de l'abandon des combustibles fossiles deviendra apparent, une révolte publique sera inévitable.**

▲ RETOUR ▲

.Soupe narrative



L'une des principales prémisses de mon livre de 2005, « *The Long Emergency* », était que le gouvernement au plus haut niveau deviendrait de plus en plus inefficace et impuissant à mesure que le mélodrame de l'effondrement national se déroulerait. Ce n'est donc pas sans ironie que les élites politiques en perdition ont choisi la figure pathétique de « Joe Biden » pour diriger symboliquement un gouvernement en perdition. Ils ont choisi l'incarnation même de l'effondrement pour inaugurer l'effondrement, et c'est pourquoi « Joe Biden » semble n'être rien de plus qu'un huissier, quelqu'un dont le seul devoir, disons lors d'un enterrement, est de montrer aux participants les plus importants leur place devant le sinistre cercueil.

Personne ne croit qu'il est responsable de l'exécutif, ni même qu'il est responsable de lui-même, alors qu'il se traîne raide jusqu'à l'estrade, les yeux tout fendus, pour faire la seule chose que ses mentors lui ont appris à faire : lire un téléprompteur. Les dirigeants européens ont certainement été déconcertés par sa récente apparition parmi eux, comme si les États-Unis avaient envoyé un fantôme du XXe siècle révolu pour effrayer nos alliés et leur faire prendre conscience de l'importance de l'auto-préservation – message : la grande puissance qui vous a sauvés lors des deux guerres mondiales est partie, et vous êtes seuls maintenant.

L'effondrement est universel, cependant, et se joue à l'échelle mondiale dans différentes saveurs de la culture et de l'économie, mais il est bien engagé, pour l'Europe aussi, et finalement même pour la Chine. C'est l'effondrement de la modernité et du cheval techno-industriel qu'elle a enfourché. Les narcissistes politiques extrêmes du moment, enivrés de fantasmes messianiques, voudraient vendre au détail un « *Grand Reset* » dans un effort désespéré pour empêcher la modernité de devenir le demain d'hier. Mais cela ne semble se résumer qu'à un désir obsessionnel-compulsif de bousculer tout le monde et de rassembler les populations dans des corrals contrôlables qui, selon certains, ne sont que le prélude à un *Auschwitz mondial pas si lointain*. « Vous ne posséderez rien et vous serez heureux » est à peu près aussi rassurant que « le travail vous rendra libre ».

Les États-Unis, dont l'éthique est plus anarchique, ne peuvent offrir que des justifications risibles pour leurs échecs sur le chemin désordonné de la faillite et de l'effondrement. Naturellement, les responsables sont terrifiés par toute contestation de leurs règles peu convaincantes. L'audit des élections en cours en Arizona les pousse à bout. La dernière manœuvre désespérée est la décision du système judiciaire de l'État de New York de suspendre la licence d'avocat de Rudy Giuliani, comme une sorte d'avertissement à toute personne qui tenterait de mettre en doute la rectitude inébranlable des récentes élections.

Le comité de doléances des avocats de la cour de New York déclare :

... Il existe des preuves irréfutables que le défendeur [Giuliani] a communiqué des déclarations manifestement fausses et trompeuses aux tribunaux, aux législateurs et au grand public en sa qualité d'avocat de l'ancien

président Donald J. Trump et de la campagne Trump, en rapport avec la tentative ratée de réélection de Trump en 2020. Ces fausses déclarations ont été faites pour soutenir de manière inappropriée le récit du défendeur selon lequel, en raison d'une fraude électorale généralisée, la victoire à l'élection présidentielle de 2020 a été volée à son client.

Remarquez l'affirmation que la contestation du vote est nécessairement proscrite, et que tout argument en ce sens est au service d'un faux » *récit* », nécessairement irrecevable. Depuis quand est-il contraire aux règles d'avoir un point de vue ? Surtout un point de vue juridique sur des questions juridiques, dans les tribunaux et dans l'arène publique ? Il se trouve qu'un certain nombre de tribunaux d'État ont rejeté les affaires portées par M. Giuliani, sans prendre la peine d'examiner les preuves, en particulier les déclarations sous serment que M. Giuliani a présentées et qui détaillent les irrégularités du scrutin. Les tribunaux n'ont pas voulu les entendre. Si cela est une preuve de quelque chose, ce n'est peut-être que de la corruption des tribunaux de l'État. Quelqu'un a-t-il remarqué que le comité de réclamation fabrique son propre récit, très probablement faux ?

En fait, il existe un examen juridique du scrutin de 2020 actuellement en cours en Arizona, sur ordre du Sénat de l'État de l'Arizona, comme il se doit puisque, selon la constitution américaine, les élections sont une prérogative des législatures des cinquante États. Ce n'est pas « *un récit* ». C'est aussi officiel que possible, et ils ont tout à fait le droit de le faire, et il y a une bonne chance que cela révèle à la fois la fraude des bulletins de vote et la fraude des machines à voter. Je suppose que tout cela semble « *sans fondement* » si vous refusez de regarder. De plus, cette semaine, un juge de Géorgie a approuvé un processus visant à desceller environ 145 000 bulletins de vote par correspondance dans le comté de Fulton (la région métropolitaine d'Atlanta) afin de les inspecter pour détecter toute fraude. Cette décision découle d'un procès intenté contre le comté qui allègue la preuve de bulletins frauduleux et d'un comptage incorrect. « *Joe Biden* » a remporté l'État par seulement 12 000 voix.

D'autres États, notamment la Pennsylvanie, prennent des mesures en vue de leurs propres audits du vote de 2020, et ce par les voies législatives appropriées. La « *preuve irréfutable* » d'une élection juste et honnête est la fraude en question. Il n'y a que des affirmations selon lesquelles ce serait une erreur de la rechercher, et il est difficile d'imaginer un argument plus faible. Donc, le politburo derrière « *Joe Biden* » a peur. L'action du tribunal de New York contre M. Giuliani n'est qu'un acte de désespoir politique visant à mettre hors d'état de nuire un adversaire juridique. Cette action, ainsi que la menace du procureur général Merrick Garland d'interrompre l'audit de l'Arizona pour des raisons spécieuses de « *droits civils* », ne sont que des tentatives de distraction pour un régime qui commence à comprendre qu'il tourne en rond.

À mesure que « *Joe Biden* » disparaîtra de la scène, le pays devra s'attaquer aux vrais problèmes auxquels il est confronté, non pas aux zélotes du racisme, de la misogynie et de la suprématie blanche, mais à la manière de faire face à la diminution de l'approvisionnement énergétique et à la baisse du niveau de vie, et à la manière de rester civilisé. Nous faisons un bon travail de destruction des institutions qui rendent la civilisation possible, en particulier le droit et les tribunaux.

▲ RETOUR ▲

Le poids de l'histoire

Didier Mermin 8 juillet 2021



Quelques réflexions sur l'Histoire, la responsabilité et l'énergie.

Il est entendu que manger de la viande, rouler en SUV, prendre l'avion, « bétonniser », nier le réchauffement climatique, tout cela et tant d'autres choses sont déplorables, mais on n'y peut rien, « *c'est comme ça* ». Et c'est comme ça depuis trois siècles à en croire un documentaire d'Arte qui a fort bien résumé « [L'Histoire du monde ouvrier européen](#) ».

A partir des années 1700 et avant l'arrivée du charbon, les paysans ont été chassés de leurs terres « pour » alimenter en main-d'œuvre les usines textiles. L'histoire que déroule Arte permet de supposer que les propriétaires fonciers et ceux des usines, (les marchands mutés en industriels), auraient sciemment organisé un transfert de population des campagnes vers les villes, mais il n'en est rien : les premiers ont seulement compris qu'ils devaient réagir à la montée de l'industrie, sous peine de voir leurs capitaux se dévaloriser. Ils ont donc décidé de changer le mode d'exploitation de leurs terres, et pour cela n'ont pas hésité à les « nettoyer » de leurs habitants, avec force et cruauté puisqu'ils sont allés jusqu'à faire des massacres et détruire les maisons.

Le capitalisme se déploie par adaptation des uns aux innovations des autres, de sorte qu'il est incontrôlable et jamais en état d'« *équilibre* » contrairement à ce que prétend « *le marché* ». C'est au contraire l'équilibre pré-capitaliste qui a été rompu, celui où la production des petits paysans était achetée puis vendue par les marchands, mais sur un « *rythme tranquille* », conforme aux usages, et sans que cela posât ni question ni problème : « *c'était comme ça* ». Dans la mesure où l'ordre économique semblait impossible à remettre en cause, il faisait office de « *loi naturelle* » malgré les injustices sociales, mais les marchands, en devenant eux-mêmes producteurs, ont lancé une compétition infernale contre les paysans qui avaient été jusque-là leurs fournisseurs, et ont amorcé une révolution dont les effets sont toujours d'actualité.

Depuis lors, **la vie sociale est soumise aux calculs des capitalistes**, et la production est concentrée dans des usines au lieu d'être répartie « *à l'air libre* » dans la population. Les gens produisent en tant que salariés, (ou subordonnés aux capitalistes de multiples façons), et ne sont plus responsables de la production puisqu'ils sont contraints de s'adapter à un monde dont l'évolution leur échappe. Morale de l'Histoire : il y a toujours un « *c'est comme ça* » impossible à changer délibérément, alors qu'il est précisément ce qu'il faudrait changer (pour « *sauver la planète* »).

La question des responsabilités n'en finit pas de nous tracasser, d'abord parce qu'elle nous **culpabilise**, évidemment, puisque chaque consommateur participe malgré lui à la destruction planétaire, mais aussi parce qu'elle resurgit fréquemment à travers les propos des uns et des autres. Le site [les-crises](#) a par exemple publié

un article de *Reporterre* sur les événements climatiques extrêmes, et que trouve-t-on en premier commentaire ? La lancinante question des responsabilités :

« *Les boomers nieront toute responsabilité et meme la réalité de la chose jusque a la cuisson complète !! Dès lors a quoi bon, parlez nous plutot de foot !!* »

C'est bien sûr une [pensée réflexe](#) sans le moindre intérêt, (et qui va de pair avec son orthographe bâclée), mais elle montre bien que les responsabilités sont inséparables des responsables, et elle conduit à s'interroger : **qui est responsable du désastre planétaire écolo-climatique ?**

Dans sa [conférence à l'École Polytechnique](#), Aurélien Barrau explique :

[16'45] « (...) *je crois qu'il est temps de réfléchir sur les causes. Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Je crois que la cause principale, c'est notre **incompréhension** qui elle-même se fonde sur notre **déni de réalité** et notre **non-désir de compréhension**.* »

Un tel point de vue est pour nous inacceptable car :

- Dans cette conférence, il n'a pas avancé d'autres causes alors qu'il s'adresse aux Polytechniciens et à l'ensemble des élèves des grandes écoles, c'est-à-dire un public en droit d'attendre des explications plus fouillées.
- Le « *déni de réalité* » relève de la psychologie, et donc de l'individu, alors que les phénomènes sont systémiques et historiques, et qu'ils trouvent leur origine dans le pouvoir des capitalistes. Aujourd'hui, les GAFA dictent leur loi comme les [maîtres de forges](#) aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles.
- Cette réalité soit disant « *déniée* » a au contraire été soigneusement **construite** par ceux-là mêmes qui prétendaient la « *comprendre* » : philosophes, économistes, politiques, entrepreneurs et journalistes, « *tous unis* » pour « *célébrer le progrès* ».
- Selon Jean-Baptiste Fressoz, (et sans doute d'autres historiens), cette même réalité a toujours suscité des craintes quant à ses effets délétères à long terme, craintes qui ont été entendues mais sont **toujours** restées lettre morte. Les capitalistes leur ont toujours opposé des contre-discours pour rassurer le public et justifier des décisions politiques en leur faveur. La « *réflexivité* » de la société sur sa propre évolution ne date pas d'aujourd'hui, mais elle n'a pas pu nous éviter d'« *en arriver là* ». ¹

Les anathèmes, – qui tombent dru sur les consommateurs –, ne disent plus qu'il faut sauver son âme par la prière dans l'attente du Jugement Dernier, mais qu'il faut « *sauver la planète* » par sa tempérance consumériste. Ils ne disent plus que l'on se retrouvera au paradis, mais que nous sommes en train de compromettre la vie des générations futures. Ils ont pour eux la logique imparable des faits scientifiques, mais aussi tout ce que nous exécrons : la bonne conscience, l'arrogance et la prétention. (Ces deux qualités vont toujours de pair : la première relève de la forme et la seconde touche le fond...)

Les imprécateurs ont une conscience aiguë de tout ce qu'il convient, selon eux, d'avoir conscience aujourd'hui pour être un humain digne de ce nom. Ils disposent de solutions prêtes à l'emploi pour remédier aux malheurs du monde, et vous traitent de [sème-la-mort](#) quand on ne pense pas comme eux. A les entendre, votre serviteur se sent dans une geôle stalinienne avec un type qui lui crie dessus : « *Alors camarade ? Avoue que tu es un sale bourgeois qui complotte avec les forces réactionnaires !* » (Nous ferions un piètre dialoguiste, mais bon, on aura saisi l'idée.)

Il fut un temps pas si lointain où avoir « *mauvaise conscience* » était la marque des esprits lucides, et vous valait plus de respect que de mépris. Aujourd'hui, c'est devenu la « *dissonance cognitive* » et une infamie. La tristesse et la culpabilité d'avoir à vivre dans un monde **irrémédiablement mauvais** doivent céder la place à « *l'action* » et aux « *solutions* », le tout porté dans l'enthousiasme des avenir meilleurs. Et comme toujours avec les imprécateurs, la tiédeur, le doute et pire encore, le fatalisme, n'ont pas droit de cité, ils vous rangent dans la catégorie des ennemis du genre humain.

Désormais, manger de la viande est mauvais en soi, mais cela oblige à nier la valeur des traditions, comme si l'on mettait en pratique le principe révolutionnaire : « *du passé faisons table rase* ». Il est indéniable que la consommation de viande est **devenue** un fléau du fait que « *nous* » sommes des milliards à vouloir en manger, mais **l'acte individuel** est resté ce qu'il est depuis la nuit des temps : ce n'est qu'une manière agréable et efficace de se nourrir, ce n'est pas « *détruire la planète* ». Au demeurant, si les végans étaient logiques jusqu'au bout, ils devraient aussi s'interdire la cuisson, car cette pratique exige une consommation désastreuse de ressources quand il faut la multiplier par huit milliards. (Cela dit très sérieusement, nous pouvons le justifier.)

Voilà, nous sommes rendus à cette époque merveilleuse où **tous** les actes de la vie ordinaire ne peuvent plus être considérés pour ce qu'ils sont : la méga-perspective écolo-climatique impose de les réinterpréter tous, des plus récents aux plus anciens, des plus lourds aux plus anodins, comme de lire un article sur Internet. Le langage n'a pas changé, les mêmes mots désignent encore les mêmes choses, mais leur valeur éthique s'est effondrée à cause de leurs conséquences « *criminelles* ».

C'est assez drôlatique d'observer les débats entre les réalistes pour lesquels il n'y a pas de bonnes solutions, et les idéalistes qui en ont toujours une brillante sous la main. Ainsi il paraît que [42.000 tonnes de déchets hautement toxiques menacent la plus grande réserve d'eau douce d'Europe](#) et ses 35 milliards de mètres-cube : il s'agit du site de [StocaMine](#), une ancienne mine de sel à proximité de la nappe phréatique alsacienne, et dont les élus locaux exigent que le contenu soit évacué. Sous le [post Facebook](#) de Mr Mondialisation, une personne de la première catégorie écrit en commentaire :

« *Les décideurs doivent être confrontés à leurs malheureuses décisions. Admettons qu'une société sorte tous ces poisons et ensuite, cela devient quoi ?* »

Bonne question. Votre serviteur n'espère pas de réponse avant la [Saint-Glinglin](#), mais pour certains elle est déjà là :

« *Et bien tu les stocks dans de bonnes conditions et pas dans une ancienne mine sujette à des mouvements de sols et d'infiltration... Et pas proches d'une nappe phréatique qui dessert l'Europe.* »

Il suffisait d'y penser. La nature ayant été faite pour stocker nos déchets ultimes, il suffit de trouver les bons endroits : au fond du Sahara peut-être ? Là-bas il n'y a personne...

Depuis l'apparition du « *phénomène Jancovici* », une nouvelle ligne de fracture sépare réalistes et idéalistes, les seconds refusant d'admettre que « *tout dépend de l'énergie* ». Dans un [article remarquable](#), Clément Jeanneau nous explique pourquoi :

« *Mais les choses ne sont jamais aussi simples. En faisant de l'énergie le cœur de l'explication des grands phénomènes du monde, il présente une **vision étroite, très réductrice**, à rebours des travaux issus de multiples disciplines depuis des décennies. L'émergence d'un phénomène est rarement due aux seuls facteurs physiques ; ce serait oublier le rôle majeur des facteurs sociaux, politiques, économiques, etc. – et à leur enchevêtrement complexe et souvent indémêlable (rappelons qu'encore aujourd'hui aucune théorie ne fait consensus sur la*

chute de l'Empire romain). **Pour nombre d'économistes la physique est absente de leurs raisonnements ; il serait dommage de tomber dans le biais inverse, en considérant que tout est secondaire par rapport à la physique.** » (Les gras sont de l'auteur.)

C'est oublier que l'énergie c'est aussi le travail, et que l'essentiel de la vie politique d'un pays consiste à, devinez quoi... « gérer », « organiser » et « partager » le travail de la population selon les calculs des capitalistes (voir *supra*). En parlant de la « force de travail », Marx n'était pas loin de Jancovici, mais il est loin, Marx...

De « multiples disciplines » ont pris la relève, des « facteurs sociaux, politiques, économiques, etc. » ont joué un « rôle majeur », certes, mais pourquoi ? Précisément parce que personne n'a jamais rien expliqué en rapport avec l'énergie. Cela est vrai notamment de l'esclavage que l'on peut voir comme un « vol » ou un « pillage » d'énergie humaine, mais cet aspect est considéré comme « secondaire » par les idéalistes, alors qu'il est le seul motif des esclavagistes aux yeux desquels c'est au contraire la condition d'esclave qui est « secondaire ».²

Morale de l'Histoire : on a mis fin à l'esclavage, certes, mais seulement après avoir obligé les affranchis à s'épuiser dans l'univers concentrationnaire des capitalistes, lequel univers n'aurait pas fait long feu sans, devinez quoi...

Paris, le 8 juillet 2021

NOTES :

¹ Cf. podcast « [La fin du monde par la science : genèse d'une angoisse](#) », et les articles de Jean-Baptiste Fresoz dans ce dossier : « [Le sens des catastrophes](#) », en particulier : « [Le climat fragile de la modernité](#) » et « [Les leçons de la catastrophe](#) ».

² Aux esprits tordus qui pourraient tomber par hasard sur ce billet : merci de ne pas nous faire dire que nous sommes pour l'esclavage.

▲ RETOUR ▲

À mesure que le pétrole décline, il deviendra moins cher mais moins abordable

par Blair Fix 5 juillet 2021



C'était un pari entendu dans le monde entier. Bon, c'est un peu exagéré. Ce pari a surtout été entendu par des universitaires et des passionnés de durabilité. Mais c'était quand même un pari... et il était important.

Nous sommes en 1980. Les acteurs étaient le biologiste Paul Ehrlich et le professeur de commerce Julian Simon. Les deux hommes ont des idées contradictoires sur la direction que prend l'humanité. Ehrlich, l'auteur du livre *The Population Bomb* publié en 1968, pense que l'humanité se dirige vers une catastrophe malthusienne. Simon pensait le contraire. Selon lui, l'humanité est elle-même la ressource ultime. Parce que le génie de l'humanité ne connaît pas de limites, Simon a proclamé que nous pouvions nous sortir de n'importe quel problème par la pensée.

Le débat entre Ehrlich et Simon portait fondamentalement sur la rareté des ressources. Ce qui est intéressant, cependant, c'est que leur pari réel ne portait pas sur une quelconque mesure physique des réserves de ressources. Leur pari portait sur les prix.

Simon a mis Ehrlich au défi de parier sur le prix des matières premières. Choisissez n'importe quelle ressource "non contrôlée par le gouvernement", a dit Simon, et il pariera que le prix diminuera avec le temps. Ehrlich choisit cinq métaux — cuivre, chrome, nickel, étain et tungstène. Si leurs prix corrigés de l'inflation baissaient d'ici 1990, Ehrlich perdait. Si les prix des métaux augmentent, Ehrlich gagnait.

Ehrlich a perdu

En fait, Ehrlich a perdu le pari au moment où il l'a engagé. Ehrlich était concerné par l'épuisement physique des ressources. S'il avait parié avec Simon sur n'importe quelle mesure physique des réserves de ressources, Ehrlich aurait gagné. (La Terre ne produit pas plus de métal, donc nous avons commencé à épuiser nos réserves depuis le premier jour). Au lieu de cela, Ehrlich est tombé dans le piège. Il a laissé Simon formuler la rareté en termes de prix. C'était une erreur fatale.

Le passage de la rareté physique aux prix est l'une des astuces préférées des économistes pour dissiper les inquiétudes concernant la durabilité. Dans cet article, je vais vous montrer comment éviter de vous faire avoir. La clé est de réaliser que les ressources peuvent devenir moins chères en même temps qu'elles deviennent moins abordables. Et en ce qui concerne le prix du pétrole, je pense que c'est exactement ce qui se prépare.

La " loi " de Hotelling

On ne peut pas parler du prix des ressources non renouvelables sans évoquer [la loi de Hotelling](#). Comme toutes les " lois " en économie, il ne s'agit pas d'une véritable loi (c'est-à-dire une loi de la nature). Il s'agit simplement d'une hypothèse. Mais c'est une hypothèse qui domine la façon dont les économistes pensent la rareté des ressources en terme de prix. La " loi " de Hotelling a été exposée par [Harold Hotelling](#) dans un article de 1931 intitulé "[The Economics of Exhaustible Resources](#)". En résumé, Hotelling affirmait que le prix d'une ressource non renouvelable devait croître de manière exponentielle avec le temps. Voici son raisonnement.

Imaginons deux personnes, Alice et Bob. Elles possèdent toutes deux un stock de 100 barils de pétrole. Alice vend aujourd'hui son stock à 50 dollars le baril, ce qui lui rapporte 5000 dollars. En bonne capitaliste, Alice place l'argent à la banque et le fait fructifier. Supposons qu'elle obtienne un rendement annuel de 10 %. Au bout de 10 ans, son argent du pétrole a atteint environ 13 000 dollars.

Revenons à Bob. Contrairement à Alice, Bob a gardé son stock de pétrole, attendant le bon moment pour le vendre. Après 10 ans, il est enfin prêt. Il appelle Alice et apprend qu'elle a 13 000 dollars en banque grâce à ses 100 barils de pétrole. Bob fait quelques calculs et se rend compte que pour égaler les gains d'Alice, il doit vendre son pétrole 130 dollars le baril (presque trois fois le prix d'Alice). Ne voulant pas perdre d'argent par rapport à Alice, c'est le prix que Bob demande. Et qu'il soit maudit s'il ne l'obtient pas !

Si tout le monde se comporte comme Alice et Bob (en rationaliste maximisant son profit), le prix du pétrole augmentera de façon exponentielle au taux d'intérêt. C'est la "loi" (l'hypothèse) de Hotelling. Plus

généralement, la “loi” de Hotelling prédit que le prix de toute ressource non renouvelable devrait croître exponentiellement avec le temps.(1)

Publicité mensongère (The bait and switch)

En matière d'épuisement des ressources, la “loi” de Hotelling est l'appât (*the bait*) — une idée simple et plausible. Le problème se pose lorsque nous testons réellement la “loi” de Hotelling. Supposons que nous découvrions que le prix d'une ressource non renouvelable ne connaît pas de croissance exponentielle. Cela semblerait falsifier la “loi” de Hotelling. Mais ce n'est pas ainsi que les économistes voient les choses. Au contraire, ils affirment que puisque le prix ne croît pas de manière exponentielle, la ressource non renouvelable n'est en fait pas épuisée.

Pour illustrer cette logique, prenons le prix du pétrole corrigé de l'inflation. La figure 1 montre la tendance de ce prix au cours des 160 dernières années. En fait, “tendance” n'est pas le bon mot car... il n'y en a pas. Oui, les prix du pétrole ont oscillé de façon spectaculaire. Mais il n'y a aucun signe d'une tendance à long terme. Aujourd'hui, le prix du pétrole est proche de 40 dollars, ce qui correspond presque exactement à sa moyenne historique (en dollars US de 2020).(2)

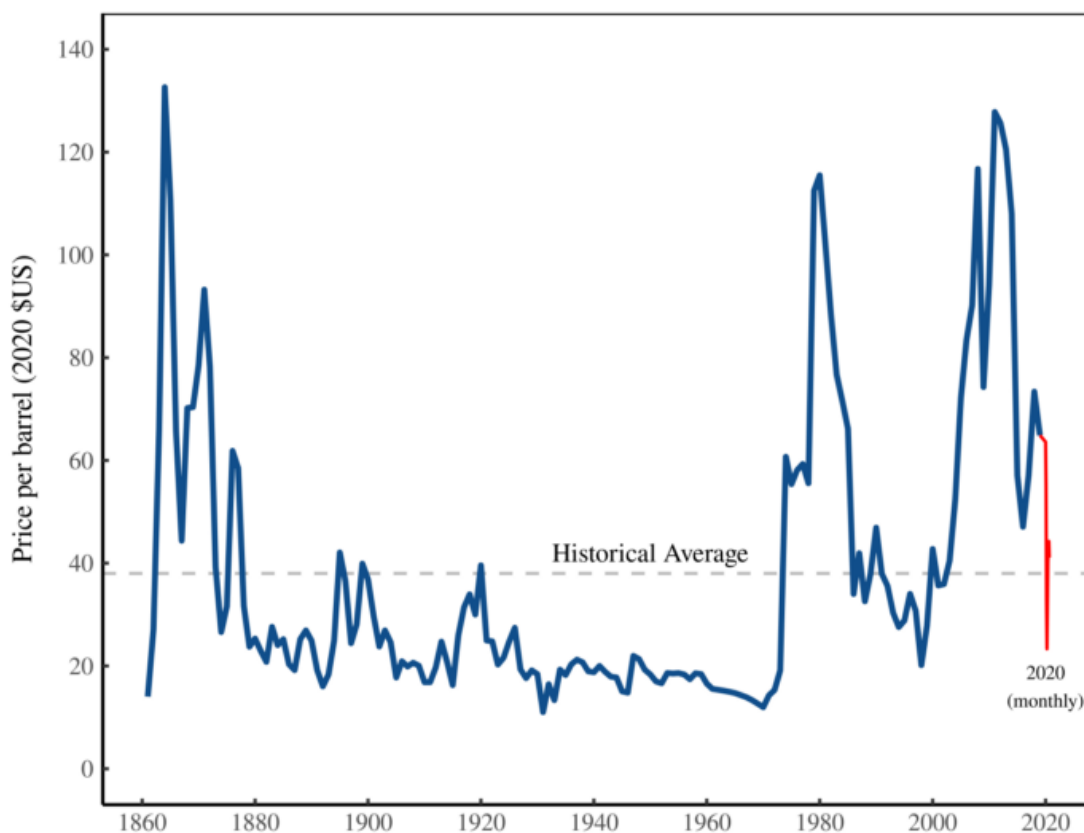


Figure 1 : Le prix du pétrole ajusté à l'inflation. La courbe bleue montre le prix annuel du pétrole en “ \$ US de 2020 “. La courbe rouge montre les données mensuelles en 2020. Au cours des 160 dernières années, le prix moyen corrigé de l'inflation était de 38 dollars par baril. C'est à peu près ce que coûte le pétrole aujourd'hui. [Sources & methods].

Étant donné que le prix du pétrole, corrigé de l'inflation, n'a pas connu une croissance exponentielle, il semble que la “loi” de Hotelling soit fausse. Il n'y a pas de honte à cela. Lorsqu'elles sont testées, la plupart des hypo-

thèses scientifiques se révèlent fausses. Mais voici la partie honteuse. Plutôt que d'admettre que la "loi" de Hotelling est fausse, certains économistes prétendent que ces données sur les prix du pétrole montrent quelque chose de complètement différent. Elles indiquent, selon eux, que nous n'épuisons pas nos réserves de pétrole.

C'est un tour de passe-passe qui trompe beaucoup de gens. Même Paul Ehrlich s'est fait avoir. Certes, Ehrlich n'a pas été dupé en pensant que les ressources non renouvelables ne sont pas épuisables. Mais il s'est laissé entraîner dans un pari où la rareté des ressources était mesurée à l'aide des prix. Heureusement, nous pouvons apprendre de l'erreur d'Ehrlich. Au fur et à mesure que nous épuisons les ressources non renouvelables, la "loi" de Hotelling veut que leur prix augmente de façon exponentielle. C'est une idée à la fois simple, plausible et fausse.

Le pouvoir de consommer

Si Ehrlich avait parié sur une mesure physique de la rareté des ressources, il aurait gagné son pari avec Simon. Mais au moins pour moi, cette rétrospective est une maigre consolation. Simon et Ehrlich ont parié sur les prix pour une bonne raison. Les prix dominent nos vies. Il est donc naturel de vouloir relier les prix à la rareté des ressources.

Après avoir réprimandé Ehrlich pour avoir parié sur les prix, je vais maintenant faire valoir que les prix sont liés à la façon dont nous exploitons les ressources ... mais pas de la façon dont Ehrlich le pensait. Ce qui manquait dans le pari de Simon-Ehrlich, c'était le revenu. Lorsqu'il s'agit de consommer une ressource, ce qui compte n'est pas le prix lui-même, mais la quantité de cette ressource que nous pouvons nous permettre d'acheter.

Attendez, dites-vous. Le "prix" et "l'accessibilité" ne sont-ils pas les deux faces d'une même pièce ? Si le prix du pétrole baisse, le pétrole ne devient-il pas aussi plus abordable ? La réponse est oui... à court terme. En effet, sur une courte période (quelques mois), votre revenu restera probablement le même. Donc, lorsque le prix du pétrole baisse, vous pouvez vous permettre d'acheter plus de pétrole.

Sur le long terme, cependant, vos revenus évoluent. Et cela signifie que les prix ne sont pas la même chose que l'accessibilité. Les prix peuvent augmenter en même temps que les ressources deviennent plus abordables. Et les prix peuvent baisser en même temps que les ressources deviennent moins abordables. Ce qui compte, ce ne sont pas les prix eux-mêmes, mais leur rapport avec les revenus.

Nous pouvons mesurer l'accessibilité financière en comparant votre revenu au prix d'une marchandise. J'appellerai ce rapport le "pouvoir d'achat" :

$$\text{purchasing power} = \frac{\text{your income}}{\text{commodity price}}$$

Pouvoir d'achat = votre revenu/prix des produits

Le pouvoir d'achat mesure votre capacité à consommer une marchandise. Plus votre pouvoir d'achat est élevé, plus vous pouvez consommer des marchandises. Ce qui est important, c'est que le pouvoir d'achat est affecté à la fois par le prix du produit et par votre revenu. Lorsque votre revenu change, le prix de la marchandise en soi n'est pas très révélateur de l'accessibilité financière.

Le pouvoir d'achat en main, revenons au prix du pétrole. Comme le montre la figure 1, il n'y a pas de tendance claire dans le prix du pétrole ajusté à l'inflation. Mais qu'en est-il du caractère abordable du pétrole ?

Pour mesurer le caractère abordable, nous devons comparer le prix du pétrole au revenu d'une personne. Prenons les Américains comme cobayes. Nous allons comparer le prix du pétrole au revenu moyen des Américains

(mesuré par le PIB par habitant). J'appelle le résultat "pouvoir d'achat du pétrole aux États-Unis". Il mesure la capacité de l'Américain moyen à acheter du pétrole :

$$\text{US oil purchasing power} = \frac{\text{US GDP per capita}}{\text{price of oil}}$$

Pouvoir d'achat américain de pétrole = PIB américain par habitant/prix du pétrole

La figure 2 montre l'historique du pouvoir d'achat du pétrole aux États-Unis. Contrairement aux prix du pétrole corrigés de l'inflation (qui ne présentent pas de tendance claire), le pouvoir d'achat de pétrole a suivi une tendance à la hausse. En fait, c'est un euphémisme. Des années 1860 aux années 1960, le pouvoir d'achat du pétrole américain a été multiplié par 40 (notez que dans la figure 2, l'axe vertical utilise une échelle logarithmique, de sorte que la croissance exponentielle apparaît comme une ligne droite).

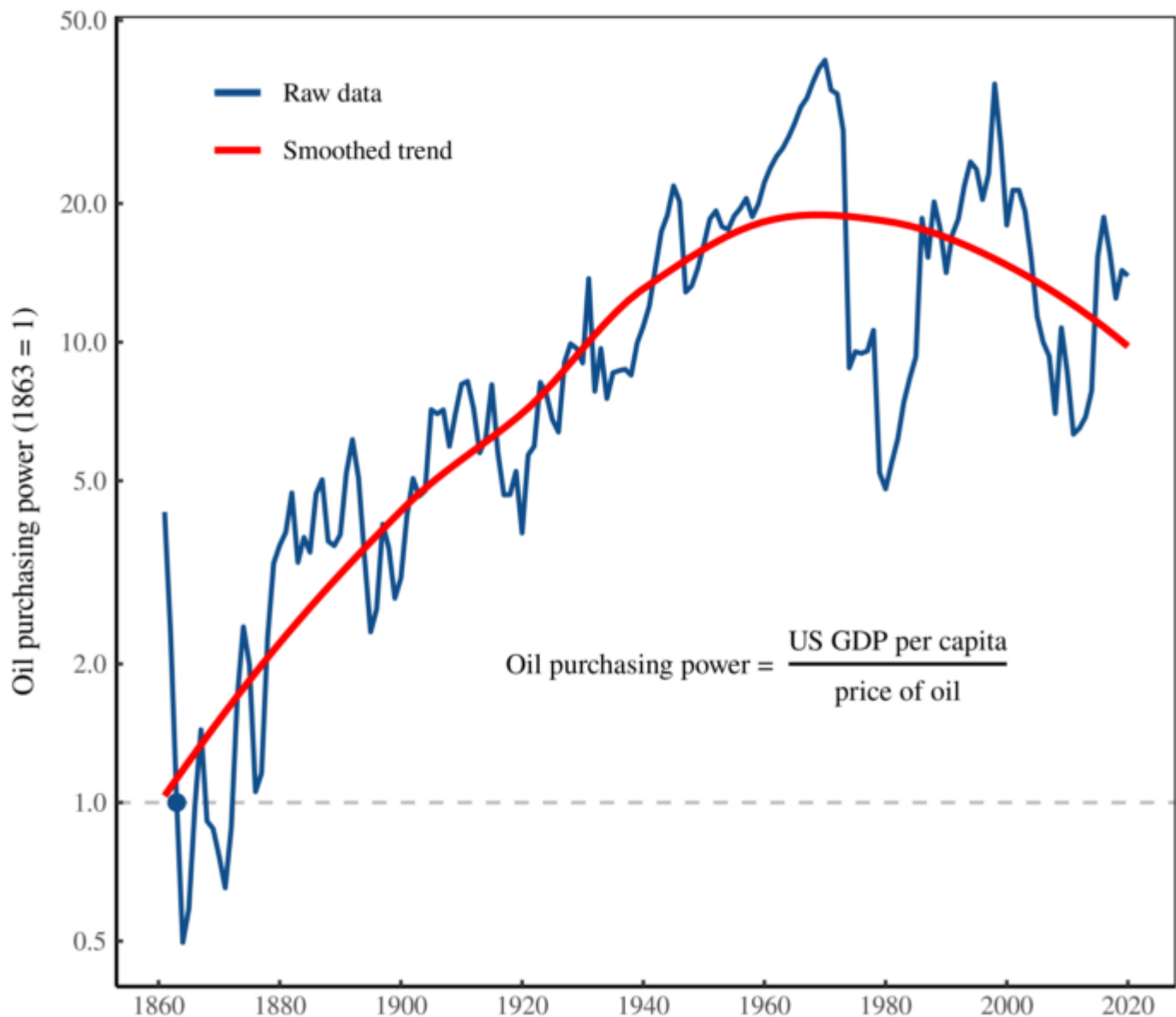


Figure 2 : Le pouvoir d'achat du pétrole de l'Américain moyen. J'ai indexé le pouvoir d'achat du pétrole pour qu'il soit égal à 1 en 1863. Notez que l'axe vertical utilise une échelle logarithmique, de sorte que la croissance exponentielle apparaît comme une ligne droite. [Sources & methods].

Ce qui est intéressant, dans la figure 2, c'est que la tendance du pouvoir d'achat n'est visible que sur de longues périodes. Cela s'explique par le fait qu'à court terme, les prix du pétrole fluctuent énormément, éclipsant les variations de revenus. Même sur une décennie (la durée du pari de Simon-Ehrlich), les variations du prix du pétrole l'emportent sur les variations de revenus. La tendance à long terme du pouvoir d'achat n'est visible qu'à l'échelle d'un siècle.

En parlant de tendances à l'échelle d'un siècle, regardons le tableau général de la figure 2. Il est clair que quelque chose a changé autour de 1970. Au cours du siècle précédant 1970, Pouvoir d'achat américain de pétrole a augmenté régulièrement. Mais au cours du demi-siècle suivant 1970, le pouvoir d'achat de pétrole a stagné. Et si l'on se fie à la tendance lissée de la figure 2, Pouvoir d'achat américain de pétrole est maintenant en déclin.

Comment expliquer cette tendance à long terme du pouvoir d'achat de pétrole ? Il s'avère que la réponse est simple. Le pouvoir d'achat de pétrole augmente parallèlement à la productivité du pétrole et du gaz.

Pouvoir d'achat et productivité

Lorsque le pouvoir d'achat du pétrole augmente, nous pouvons nous permettre de consommer davantage de pétrole. Mais comment faire pour que cela se produise ? Comment rendre le pétrole plus abordable ?

Pour poser la question, pensez-y de la manière suivante. Lorsque vous achetez du pétrole brut, votre argent ne va pas aux dinosaures morts qui l'ont produit. Non, votre argent va aux humains (vivants) qui ont récolté le pétrole. C'est une observation banale mais importante. Elle signifie qu'il n'y a que deux façons de rendre le pétrole moins cher :

1. diminuer le salaire relatif des personnes qui produisent le pétrole
2. diminuer le nombre de personnes nécessaires à la production pétrolière

Si les deux options sont importantes, la première a ses limites. Vous ne pouvez pas baisser les salaires relatifs avant que les gens ne se révoltent. Imaginez, par exemple, que l'on essaie de diviser par deux le salaire de tous les travailleurs du pétrole. J'ai grandi dans un pays pétrolier (l'Alberta), et je peux vous dire que cette politique ne passerait pas.

Imaginez maintenant la deuxième option : réduire de moitié le nombre de personnes nécessaires pour extraire un baril de pétrole. Au premier abord, cela semble tout aussi brutal que la réduction de moitié des salaires. Est-ce que 50 % des travailleurs du pétrole ne vont pas perdre leur emploi ? La réponse est oui... mais seulement si la consommation de pétrole reste constante. Le problème de la consommation, cependant, est qu'elle ne reste presque jamais constante face à une productivité croissante. Au contraire, lorsque la productivité augmente, la consommation augmente également. Imaginez donc qu'en divisant par deux le nombre de travailleurs nécessaires pour produire un baril de pétrole, nous doublions également notre consommation de pétrole. Dans ce scénario, chaque travailleur du pétrole conserverait son emploi. C'est un gain pour les travailleurs du pétrole et un gain pour la société. (C'est une perte pour le climat... mais nous allons l'ignorer).

Lorsqu'il s'agit de rendre le pétrole plus abordable, l'augmentation de la productivité du pétrole est la voie de moindre résistance. Dans cette optique, jetons un coup d'œil à la productivité pétrolière et gazière des États-Unis. La figure 3 montre son évolution au cours des 160 dernières années. J'ai représenté ici la production d'énergie par travailleur dans le secteur pétrolier et gazier américain. De 1860 à 1970, cette production a été multipliée par 50. En d'autres termes, il a fallu 50 fois moins de travailleurs pour produire la même quantité de pétrole. C'est un changement spectaculaire.

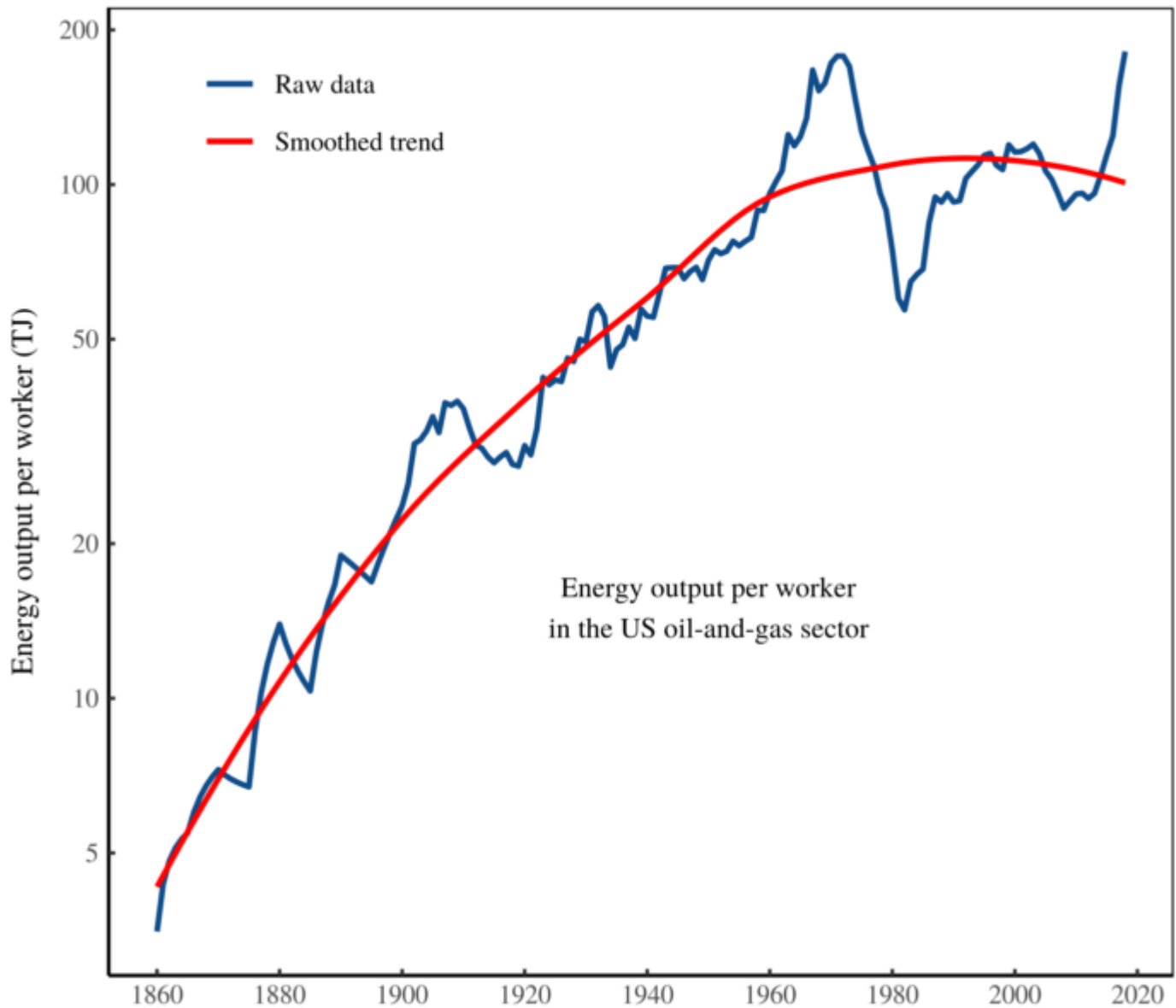


Figure 3 : *Production d'énergie par travailleur dans le secteur pétrolier et gazier américain. [Sources & methods].*

Aujourd'hui, les choses commencent à avoir du sens. Au cours du dernier siècle et demi, le pétrole est devenu de plus en plus abordable pour les Américains (figure 2). Dans le même temps, la productivité pétrolière et gazière des États-Unis n'a cessé d'augmenter (figure 3). Il n'est pas nécessaire d'être un génie pour relier ces tendances. Il semble que la productivité soit le principal moteur de l'accessibilité financière.

La figure 4 met tout cela en évidence. Je compare ici la croissance de la productivité pétrolière et gazière américaine à la croissance du pouvoir d'achat du pétrole aux États-Unis. J'ai reporté les deux séries sur la même échelle et les ai indexées pour qu'elles soient égales à 1 en 1863. Au fur et à mesure que la productivité du pétrole et du gaz augmente, le pouvoir d'achat de pétrole augmente en parallèle. En fait, c'est à peu près une relation biunivoque.

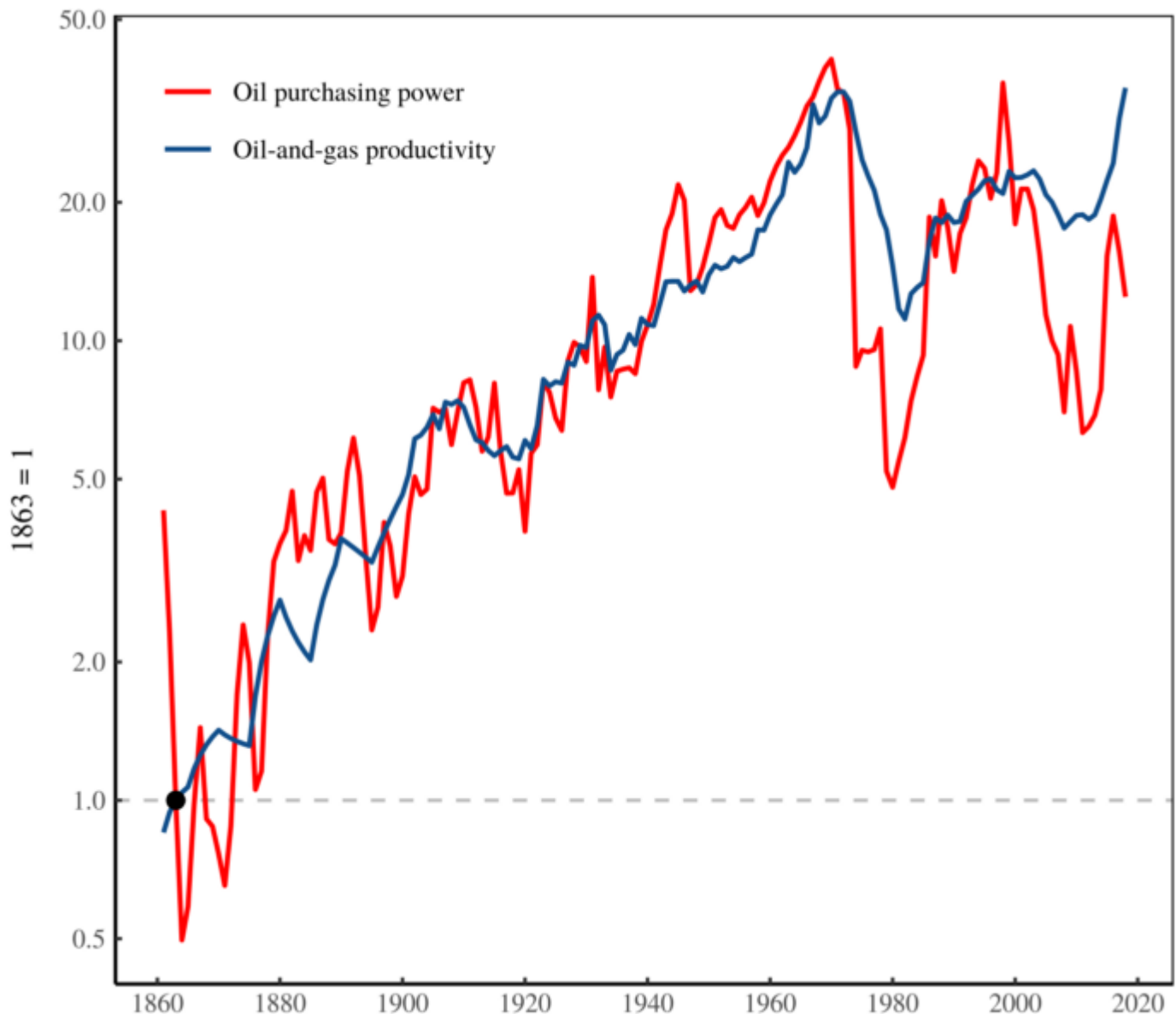


Figure 4 : Croissance du pouvoir d'achat américain de pétrole et de la productivité du secteur pétrolier et gazier. [Sources & methods].

Le lien entre le pouvoir d'achat de pétrole et la productivité du secteur pétrolier et gazier est facile à expliquer. Décortiquons-le. (Si vous n'aimez pas l'algèbre, passez votre chemin).

Nous allons commencer par le prix du pétrole. Ce prix est le revenu (brut) que les compagnies pétrolières gagnent par baril de pétrole :

$$\text{prix du pétrole} = \text{revenu (des compagnies pétrolières)} / \text{baril}$$

Nous supposons que ce revenu est versé aux travailleurs du secteur pétrolier et gazier. (Nous ne tiendrons pas compte des bénéfices.) Le prix du pétrole est donc égal au revenu par travailleur du secteur pétrolier et gazier multiplié par le nombre de travailleurs employés par baril de pétrole :

$$\text{prix du pétrole} = (\text{revenu} / \text{travailleur}) \times (\text{travailleur} / \text{baril})$$

Supposons maintenant que les travailleurs du secteur pétrolier et gazier gagnent à peu près le même revenu que tout le monde. Nous supposerons qu'ils gagnent le PIB par habitant. En remplaçant le revenu par travailleur par le PIB par habitant, nous obtenons :

$$\text{prix du pétrole} \approx (\text{PIB} / \text{habitant}) \times (\text{travailleur} / \text{baril})$$

Maintenant nous déplaçons le PIB par habitant vers le côté gauche de l'équation pour obtenir :

$$\text{prix du pétrole} / \text{PIB par habitant} \approx \text{travailleur} / \text{baril}$$

On y est presque. On prend l'inverse des deux côtés pour donner :

$$\text{PIB/habitant/prix du pétrole} \approx \text{baril} / \text{travailleur}$$

Et voilà. Le côté gauche de l'équation ci-dessus est le pouvoir d'achat du pétrole. Le côté droit est la productivité du pétrole. En mettant tout ça ensemble, nous avons :

$$\text{Pouvoir d'achat de pétrole} \approx \text{productivité du pétrole}$$

Maintenant, cette équation n'est pas exacte pour quelques raisons. Premièrement, les travailleurs du pétrole et du gaz ne gagnent pas exactement le PIB par habitant. Deuxièmement, nous n'avons pas pris en compte les bénéfices qui reviennent aux propriétaires des compagnies pétrolières. Et troisièmement, notre mesure empirique de la productivité mesure à la fois la production de pétrole et de gaz. Mais nous avons comparé cette productivité au prix du pétrole uniquement.(3)

Mises à part les mises en garde, la croissance de la productivité pétrolière explique la majeure partie de la croissance du pouvoir d'achat de pétrole. Et ce fait nous ramène à la rareté des ressources.

Introduire la rareté des ressources

Le jour où nous avons foré le premier puits, nous avons commencé à épuiser nos réserves de pétrole. Une prédiction naïve serait qu'à partir de ce jour, le pétrole deviendrait moins abordable. Cela ne s'est pas produit. Au contraire, le pétrole est devenu plus abordable (jusqu'à récemment). Pourquoi ?

Comme je viens de le montrer (dans la figure 4), le pétrole est devenu plus abordable parce que la productivité du pétrole a augmenté. Et la productivité a augmenté malgré le fait que nous ayons épuisé nos réserves de pétrole. Si l'on considère les ressources pétrolières de manière isolée, ce fait semble contre-indiqué. Mais ce qui manque, c'est que la production de pétrole dépend conjointement des ressources pétrolières et de notre technologie. Une meilleure technologie fait croître la productivité, même si nous épuisons nos réserves d'énergie.

La figure 5 montre un exemple de cette interaction. À gauche, on voit le puits Drake, le premier puits de pétrole productif des États-Unis. Foré en 1859, il a trouvé du pétrole à une profondeur de 70 pieds (un peu + de 21 mètre). Aujourd'hui, il est impossible de trouver un puits aussi peu profond. Les puits modernes ont souvent une profondeur de plusieurs milliers de pieds (1.000 p ≈ 300 m). Mais si le pétrole de Drake était facile à obtenir (selon les normes actuelles), la technologie de l'époque était rudimentaire. La plupart des travaux étaient effectués à la main. La productivité était donc faible.

Avançons rapidement jusqu'à aujourd'hui. Aujourd'hui, nous forons pour trouver du pétrole dans les endroits les plus improbables — à des milliers de pieds sous terre qui sont eux-mêmes à des milliers de pieds sous l'eau. Mais si ce pétrole est beaucoup plus difficile à extraire, des opérations comme la plate-forme Troll A (figure 5,

à droite) sont des ordres de grandeur plus productifs que le puits Drake. Cela s'explique par le fait qu'elles utilisent une bien meilleure technologie.



Figure 5 : Forage pour le pétrole et le gaz, hier et aujourd'hui. À gauche, le puits Drake, foré en 1859. Il s'agit du premier puits de pétrole productif aux États-Unis. [Source : AOGHS]. À droite, la structure Troll A (vers 1996), une plate-forme de gaz naturel au large de la Norvège. C'est la plus haute structure jamais déplacée par l'humanité. [Source : datis-inc.com].

En observant cette croissance de la technologie, Julian Simon a affirmé qu'elle l'emporterait sur la rareté des ressources. Et dans un certain sens, il avait raison. C'est comme ça que ça a fonctionné dans le passé. Mais ce n'est pas comme ça que ça va fonctionner pour toujours. Le problème se résume à la thermodynamique de base. La technologie n'est pas alimentée par l'ingéniosité humaine (comme le prétendait Simon). La technologie est alimentée par l'énergie. Considérez la technologie comme un outil permettant de créer une boucle de rétroaction positive. Elle nous permet d'utiliser l'énergie pour récolter de l'énergie. Nous récoltons des combustibles fossiles, puis nous alimentons avec ce combustible une technologie qui récolte encore plus de combustibles fossiles. Le résultat est que la productivité croît de manière exponentielle.

Malheureusement, cette rétroaction ne fonctionne que si nous pouvons perpétuellement alimenter notre technologie en énergie. Cela signifie que la technologie ne peut pas nous sauver de l'épuisement des ressources. La fin de la partie (pour le pétrole) survient lorsqu'il n'y a plus de pétrole à exploiter. À ce moment-là, le fait que nous disposions d'une merveilleuse technologie d'extraction du pétrole est discutable. Mais le problème commence bien avant que nous ne soyons à court de pétrole. Lorsque nous épuisons les réserves faciles à obtenir, nous passons aux plus difficiles. Oui, notre technologie s'améliore. Mais à un moment donné, le pétrole devient si difficile à trouver et à extraire que cette difficulté l'emporte sur la technologie. (Pensez au forage dans 2 km d'eau.) Lorsque ce tournant se produit, la productivité du pétrole cesse de croître et commence à décliner.

Si l'on observe la figure 3, on constate que ce pic de productivité a déjà eu lieu. Aux États-Unis, il a eu lieu en 1970. Depuis lors, la productivité pétrolière et gazière américaine a atteint un plateau. Bien sûr, il est possible que nous ne soyons qu'au milieu d'une accalmie et que la croissance exponentielle de la productivité du pétrole et du gaz se poursuive bientôt. Mais je ne parierai pas dessus.

Le problème est simple : nous avons déjà dépassé le pic de la production de pétrole conventionnel. À mesure que nous épuisons ce pétrole de haute qualité et que nous passons à des produits de moindre qualité, je pense que la productivité du pétrole et du gaz va diminuer. En conséquence, le pouvoir d'achat de pétrole va également diminuer.

En gros, je pense que la corrélation illustrée à la figure 6 va continuer à se maintenir. Dans le passé, la productivité du pétrole et le pouvoir d'achat de pétrole ont augmenté ensemble. À l'avenir, je prédis qu'ils vont décliner ensemble. Toutefois, personne ne sait à quelle vitesse cela se produira.

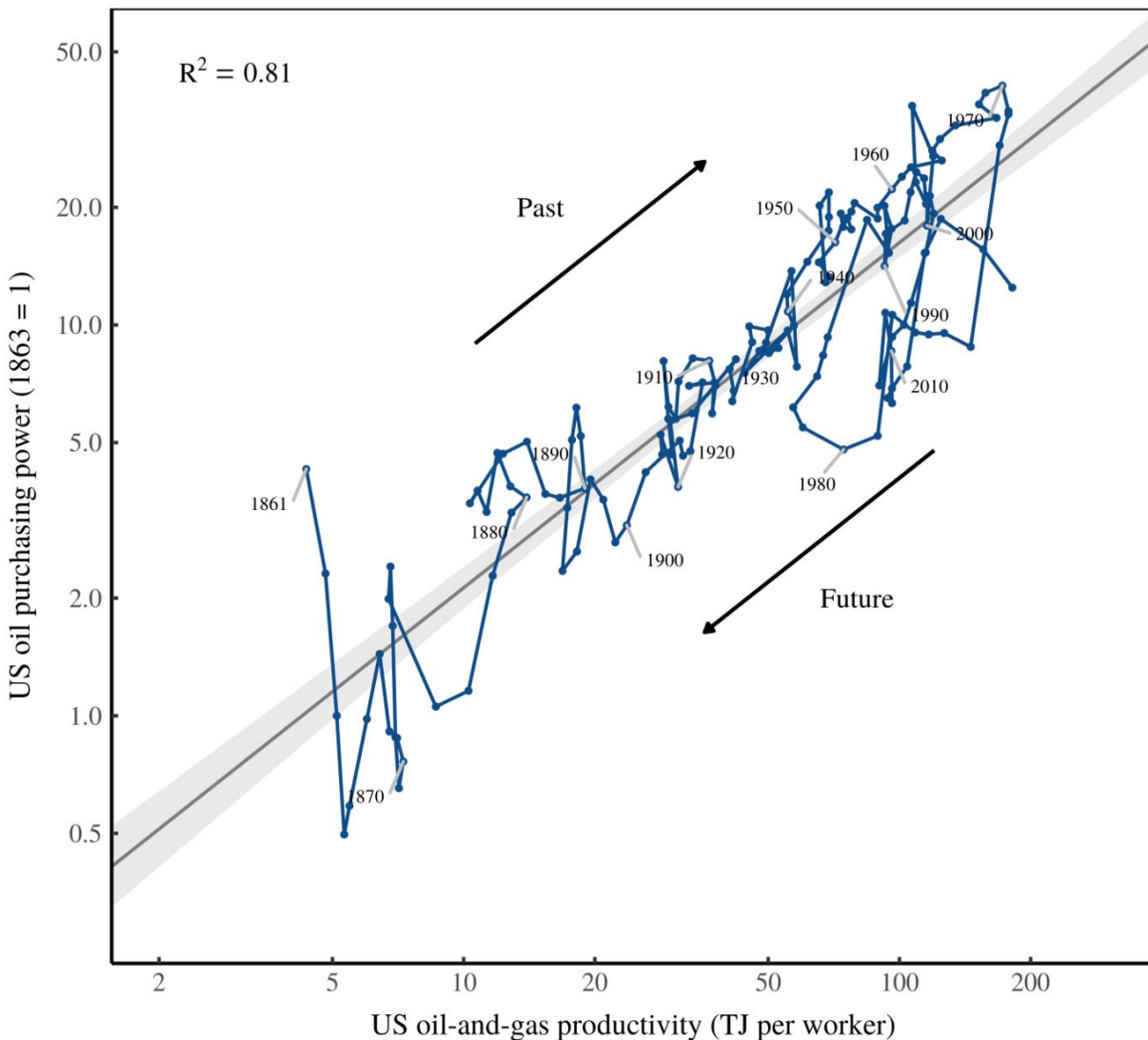


Figure 6 : *Pouvoir d'achat américain de pétrole par rapport à la productivité du pétrole et du gaz. [Sources & methods].*

Retour aux prix

Ce qui est intéressant, c'est que même si le pouvoir d'achat de pétrole diminue comme je l'ai prédit, cela ne dit rien sur les prix. Les prix du pétrole pourraient exploser (comme le prévoient de nombreux théoriciens du pic pétrolier). Mais les prix du pétrole pourraient aussi s'effondrer. Tout dépend de l'évolution des revenus. Examinons ces scénarios opposés.

SCÉNARIO 1 : EXPLOSION DU PRIX DU PÉTROLE

Dans un avenir marqué par la pénurie de pétrole, le prix du pétrole explose. C'est un avenir auquel s'attendent de nombreux théoriciens du pic pétrolier. C'est le futur auquel Paul Ehrlich s'attendait (pour les métaux) quand il a parié avec Julian Simon. Voici comment cela pourrait se produire.

La figure 7 montre un modèle de pouvoir d'achat de pétrole dans lequel le prix du pétrole explose. C'est un peu abstrait, alors examinons les éléments. J'ai tracé des taux de croissance hypothétiques pour le prix du pétrole et le PIB nominal américain par habitant. Une ligne horizontale indique une croissance exponentielle constante. Une ligne à pente positive indique que la croissance s'accélère. Dans notre modèle, le revenu (PIB nominal par habitant) croît à un taux constant. Le taux de croissance du prix du pétrole, cependant, s'accélère au fil du temps.

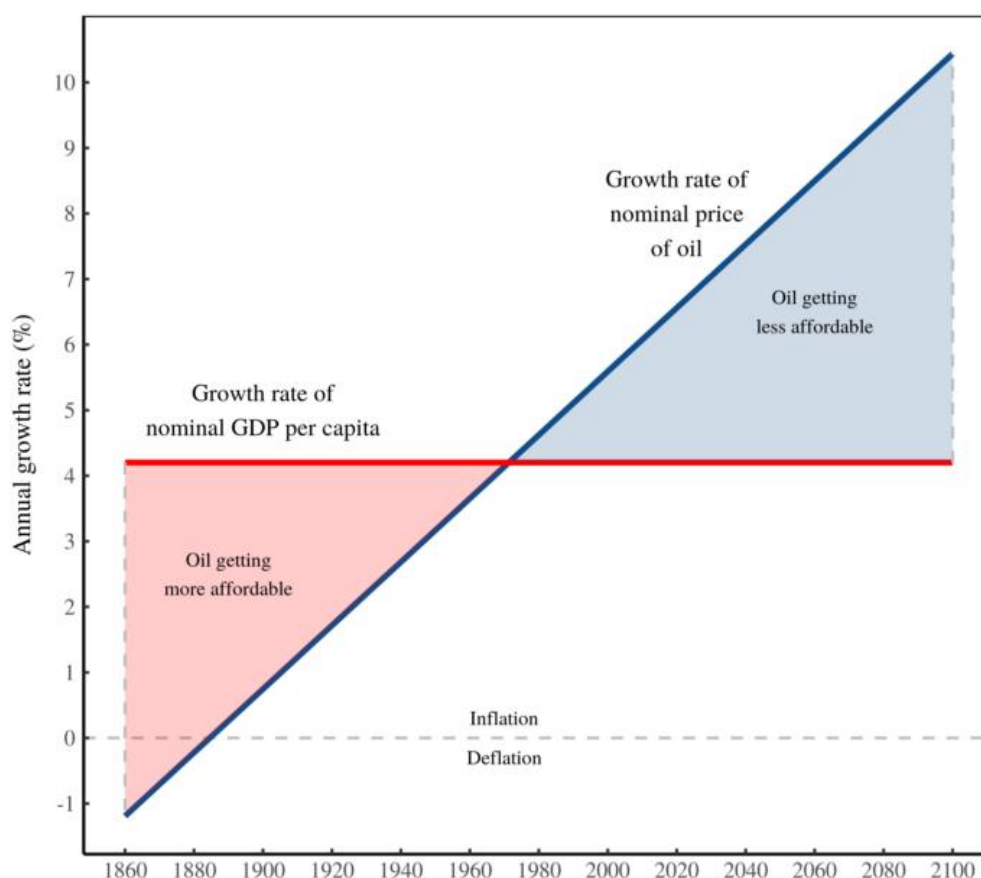


Figure 7 : *Un modèle de pouvoir d'achat de pétrole dans lequel le prix du pétrole explose. Je suppose ici que le PIB nominal par habitant croît constamment à un rythme d'environ 4 % par an (le taux de croissance moyen des États-Unis au cours des 160 dernières années). Le taux de croissance des prix du pétrole s'accélère avec le temps. Le résultat est qu'à l'avenir, les prix du pétrole explosent et le pétrole devient de plus en plus inabordable. [Sources & methods].*

Ce qui est le plus important, dans la figure 7, ce sont les régions ombrées. Elles nous indiquent si le pétrole devient plus abordable ou moins abordable. La région ombrée en rouge indique que le pétrole devient plus abordable. Cela s'explique par le fait que le revenu (PIB par habitant) augmente plus rapidement que le prix du pétrole. Le pouvoir d'achat de pétrole augmente donc. La région ombrée en bleu, en revanche, indique que le pétrole devient moins abordable. Cela s'explique par le fait que le revenu augmente plus lentement que le prix du pétrole. Le pouvoir d'achat de pétrole diminue donc.

Bien qu'idéalisé, ce modèle est basé en partie sur des faits réels. Depuis 1860, le PIB nominal américain par habitant a augmenté, en moyenne, d'environ 4 % par an. Et j'ai choisi la dynamique des prix du pétrole pour reproduire approximativement la croissance (et le plateau) du pouvoir d'achat du pétrole américain illustré à la figure 2. Cela dit, ce modèle est conçu comme un scénario pour l'avenir.

Rendons ce futur concret. Dans ce scénario, vos revenus augmentent d'année en année. Mais bien que vous ayez plus d'argent, le pétrole devient moins abordable. En effet, le prix du pétrole augmente plus vite que vos revenus. Votre pouvoir d'achat diminue donc continuellement.

Examinons maintenant le prix réel du pétrole. En supposant que notre modèle se maintienne, la figure 8 montre le prix du pétrole prévu. C'est une explosion digne de la "loi" de Hotelling. En 2100, un baril de pétrole coûtera plus de 10.000 dollars.



Figure 8 : *Un avenir où le prix du pétrole explose. Je prédis ici les prix futurs du pétrole en utilisant le modèle de la figure 7. [Sources & methods].*

J'avoue que cette explosion des prix est ce à quoi je m'attendais quand, en 2012, j'ai acheté des contrats à terme sur le pétrole. 'Nous nous dirigeons vers un avenir de pénurie de pétrole', ai-je pensé. 'Le prix du pétrole n'a pas d'autre issue que la hausse. C'est une chance de gagner de l'argent !

C'était mon moment Paul Ehrlich. Peu de temps après avoir acheté des contrats à terme sur le pétrole, le prix du pétrole a chuté. Heureusement, je n'avais pas beaucoup d'argent dans le jeu, donc j'avais perdu peu. Pourtant, le principe m'irrite. Comme Ehrlich, je pensais que le prix d'une ressource en voie d'épuisement allait augmenter. J'avais tort. Et maintenant je sais pourquoi. Si l'on en croit les tendances actuelles, le prix du pétrole ne va jamais exploser (comme dans la figure 8). Au contraire, le pétrole sera de moins en moins cher.

SCÉNARIO 2 : EFFONDREMENT DU PRIX DU PÉTROLE

Le scénario 1 imagine une explosion du prix du pétrole semblable à celle de Hotelling. En supposant que la production de pétrole diminue (comme le prévoient les théories du pic pétrolier), cette explosion des prix est intuitive. En effet, presque tout le monde associe l'accessibilité financière à des prix bas. Si une ressource devient moins abordable, nous supposons que c'est parce que son prix a augmenté. Presque personne ne pense à l'alternative, à savoir qu'une ressource pourrait devenir moins abordable parce que votre revenu diminue.

Nous ne pensons pas à cette alternative parce qu'elle implique quelque chose que peu de personnes vivantes ont connu : la contraction continue des revenus. Pensez-y de la manière suivante. La plupart des gens sont habitués au rituel annuel de la demande d'augmentation. Vous ne l'obtiendrez peut-être pas, mais personne (ni vous, ni votre patron) ne s'étonne que vous ayez demandé une augmentation. Cela s'explique par le fait que, depuis deux siècles, l'augmentation des revenus est la norme. Demander une augmentation annuelle est donc devenu une coutume.

Imaginez maintenant une réalité alternative. Dans celle-ci, demander une augmentation est impensable. Au lieu de cela, chaque année, vous suppliez votre patron de ne pas diminuer votre revenu. La plupart des années, vous n'y parvenez pas. Et ainsi, année après année, vos revenus diminuent. Le prix du pétrole baisse également, mais pas suffisamment pour compenser vos pertes de revenus. Ainsi, le pétrole devient moins cher, mais de plus en plus inabordable.

Cette réalité alternative ressemble à une fiction dystopique. Pourtant, si l'on en croit les tendances actuelles, c'est l'avenir qui nous attend. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder la figure 9. Comme la figure 7, la figure 9 représente les taux de croissance du revenu (PIB nominal par habitant) et du prix du pétrole. La différence, cependant, est que la figure 9 montre les tendances du monde réel. J'ai représenté ici les taux de croissance historiques lissés du PIB nominal américain par habitant et du prix du pétrole. (Les lignes en pointillés extrapolent la tendance récente vers l'avenir).

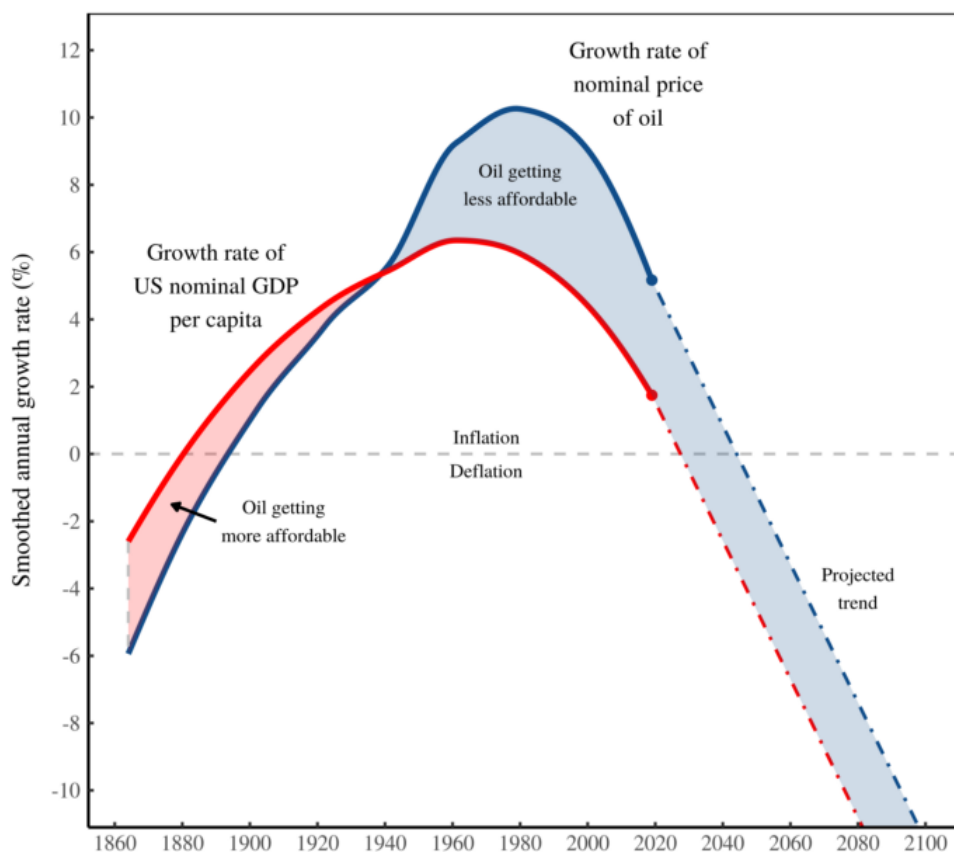


Figure 9 : Le pouvoir d'achat du pétrole dans le monde réel ... et dans le futur. Les lignes pleines représentent les tendances réelles de la croissance du PIB nominal américain par habitant et du prix nominal du pétrole. J'ai lissé les données pour faire apparaître plus clairement la tendance à long terme. Les lignes en pointillés poursuivent la tendance récente dans le futur. [Sources & methods].

Examinons d'abord la croissance des revenus (PIB nominal par habitant). Hormis une brève période dans les années 1860, le revenu moyen des Américains a augmenté de manière constante au cours des 150 dernières

années. Nous le savons car le taux de croissance du PIB nominal par habitant a été positif. Notez toutefois que ce taux de croissance n'a pas été constant. De 1860 à 1960, le taux de croissance du PIB nominal par habitant s'est accéléré. Mais à partir des années 1970, la tendance s'est inversée. Aujourd'hui, le taux de croissance des revenus est en baisse. Si la tendance se poursuit, les Américains se dirigent vers un avenir où les revenus s'effondrent. Chaque année, les gens demanderont à leur patron de ne pas baisser leur salaire. La plupart des années, ils échoueront. Et donc les revenus diminueront.

En gardant à l'esprit cet avenir morne, parlons des prix du pétrole (en regardant à nouveau la figure 9). Comme les revenus, le prix du pétrole n'a pas augmenté constamment. Au contraire, sa croissance a eu tendance à s'accélérer. Mais jusque dans les années 1960, les revenus ont augmenté plus rapidement que le prix du pétrole. Le pétrole est donc devenu plus abordable. La situation a changé lors des crises pétrolières des années 1970. Les prix du pétrole ont explosé, tandis que la croissance des revenus a ralenti. En conséquence, le pétrole est devenu moins abordable.

Aujourd'hui, le taux de croissance du prix du pétrole se dirige vers le bas. Si cette tendance se poursuit, le prix du pétrole ne va pas exploser, comme le prévoient de nombreux théoriciens du pic pétrolier. Il va s'effondrer. La figure 10 illustre cette prédiction. Dans ce futur, le prix du pétrole ne dépassera jamais 120 dollars. Et en 2100, le pétrole ne sera pas à 10 000 dollars le baril (comme dans le scénario 1). Au lieu de cela, le pétrole sera à 5 dollars le baril.

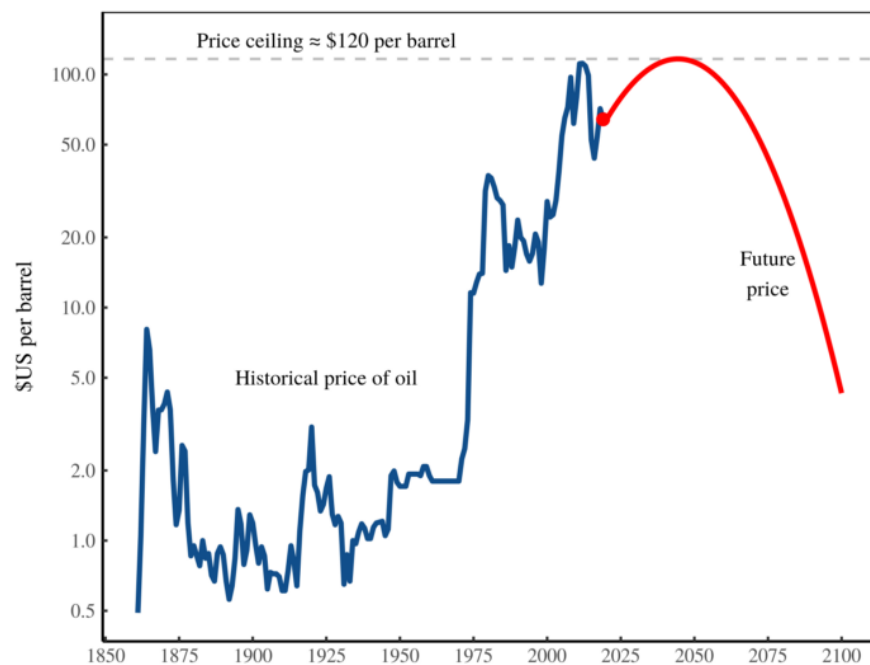


Figure 10 : *Un avenir où le prix du pétrole s'effondre. Je prédis ici les prix futurs du pétrole en utilisant le modèle de la figure 9.*

À première vue, cet avenir semble rose. Nous nous dirigeons vers un monde rempli de pétrole bon marché ! (Tant pis pour le changement climatique.) Mais en réalité, la figure 10 dépeint un avenir dystopique. Oui, le pétrole devient moins cher. Mais il devient également moins abordable. Pourquoi ? Parce que les revenus s'effondrent plus vite que le prix du pétrole. Chaque année, le pétrole est moins cher. Mais chaque année, vous gagnez moins. Et donc chaque année, vous pouvez vous payer moins de pétrole.

Ehrlich contre Tverberg

Je terminerai en revenant à mon point de départ : le pari Simon-Ehrlich. Ce qui est important dans ce pari, c'est qu'il est conforme à nos attentes en matière de prix. Ehrlich a parié sur l'idée que la rareté des ressources entraînerait une hausse des prix. C'est une idée que la plupart des gens trouvent intuitive. Simon a parié sur une idée tout aussi intuitive, à savoir que l'abondance des ressources entraînera une baisse des prix.

En regardant le pari, vous pouvez voir qu'il s'agit en fait de deux hypothèses distinctes. La première hypothèse est que nous sommes en train d'épuiser nos ressources naturelles. La seconde hypothèse est que les prix vont augmenter en conséquence. Ce qui est intéressant, c'est que la plupart des discussions sur le pari Simon-Ehrlich confondent les deux hypothèses. Comme Ehrlich a perdu le pari, les gens supposent que la rareté des ressources n'est pas un problème. Mais c'est une logique erronée. Ce qui est également possible (et ce vers quoi tendent toutes les preuves), c'est que l'hypothèse du prix est fausse. Lorsque nous épuisons les ressources naturelles, leur prix n'explose pas. Au contraire, il s'effondre.

Même si Ehrlich a perdu son pari, sa pensée reste très répandue. Il suffit de regarder la théorie du pic pétrolier. De nombreux théoriciens du pic pétrolier pensent qu'avec le déclin de la production pétrolière, le prix du pétrole va exploser. Mais tout le monde n'en est pas convaincu. L'exception notable est l'analyste [Gail Tverberg](#). Depuis des années, Tverberg soutient que nous nous dirigeons vers une baisse des prix du pétrole. ([Voici un extrait de ses écrits sur la déflation](#)). Mais elle ne pense pas que les prix vont baisser en raison de l'abondance des ressources. C'est une malthusienne, tout comme Paul Ehrlich. Au contraire, Tverberg pense que nous nous dirigeons vers un monde où le pétrole est rare mais bon marché.

Pour beaucoup de gens, un tel avenir n'a guère de sens. Mais c'est parce que nous ne pouvons pas imaginer un monde dans lequel les revenus s'effondrent. Mais Tverberg le peut. Et donc je propose un pari hypothétique pour le futur : Ehrlich contre Tverberg. Les deux scientifiques supposent que le pétrole va se raréfier. Mais dans le scénario Ehrlich, les prix du pétrole explosent. Dans le scénario Tverberg, les prix du pétrole s'effondrent.

Il fut un temps où je pensais que le scénario Ehrlich était pratiquement garanti. Mais aujourd'hui, je parie sur Tverberg. Dans le futur, le pétrole sera rare et inabordable. Mais je pense qu'il sera aussi bon marché.

▲ RETOUR ▲

.Vaccination obligatoire et acceptation sociale

7 juillet 2021 Par biosphere

Une nouvelle vague d'infections virales suscite des sueurs froides au sommet de l'État. Pour atteindre une forme d'immunité collective, les autorités répètent la nécessité de vacciner davantage. Reste à convaincre les personnes anti-vax de franchir le pas. Quitte à contraindre certaines catégories, par exemple les soignants ; en Italie la vaccination est obligatoire pour cette catégorie de personnes. Ou même rendre la vaccination obligatoire pour tous, c'est bien déjà le cas pour les enfants*. Alors, peut-on contraindre les adultes à se vacciner contre le SARS-Cov2 ? Sélection naturelle ou immunité collective vaccinale ? La question de l'acceptabilité sociale est cruciale dans un système démocratique. *Convaincre plutôt que contraindre ?*

Donnons la parole aux [commentaires sur lemonde.fr](#) :

Michel SOURROUILLE : La question de l'acceptabilité sociale est essentielle. Mais l'opinion publique se formate, on aurait pu lui faire accepter un taux de létalité de 1 % si on n'était pas rentré dans une société qui veut le risque zéro à tous les niveaux, y compris les guerres zéro-morts (pour nos propres soldats). Pour la pandémie, on aurait pu choisir politiquement l'immunité collective par acceptation d'une mortalité élevée avec périodes de quarantaines ponctuelles comme cela se faisait autrefois aux temps des épidémies. On respectait (sans en connaître le terme) le critère darwinien de sélection naturelle. On a choisi l'immunité collective par

confinement généralisé et vaccination qu'on veut rendre obligatoire. Mais au lieu de renforcer la résilience des populations, on provoque l'apparition de virus mutants qui veulent contourner (grâce d'ailleurs au mécanisme de sélection naturelle propre aux virus) l'obstacle vaccinal et qui se révèlent parfois plus dangereux et/ou contaminant.

Ankou : Schéma vaccinal complet pour aller en boîte et à l'université, fermeture des bars de nuit, réinstauration du couvre-feu à 23 h tant que 70 % de la pop n'est pas vacciné. Il fallait lier les ouvertures à la vaccination, pas à la situation épidémique. Autre solution : Macron parle à 20h demain et décrète l'obligation vaccinal. Pas besoin de contrôle. Le pouvoir prescriptif du président à lui seul suffira à pousser des millions de français (ces enfants-adultes) à se faire vacciner.

Pessicart : Comment veut-on tenir un pays si on se couche devant l'ignorance ? On fait un excès de vitesse de 3 km/heure et on peut être poursuivi sur ses biens personnels, mais on peut sciemment propager un virus et être l'objet de toutes les attentions. Ce cirque est à peine croyable, **50 % des soignants qui ne sont pas vaccinés**, on vit dans quel pays ?

LNCL : Et après, quoi ? Rendre le smartphone obligatoire pour que la prévention dite « tracer/isoler » soit efficace ? Rendre la QR-code de sa vaccination, de ses rappels, de ses tests, dans le smartphone obligatoire pour monter dans le bus ? Rendre le QR-code obligatoire pour accéder à ses comptes bancaires ? Pour prendre l'autoroute ? Pour travailler ? Pour aller voter ?

Simon M : Il est en effet absolument impensable de contraindre ceux qui se sont fait vacciner à observer un confinement pour le bénéfice des imbéciles qui refusent de le faire.

JMG : Une suggestion, pas très originale d'ailleurs, restreindre les activités sociales, à ceux qui sont vaccinés. vous voulez faire vos courses au supermarché, aller voir un spectacle quelconque, prendre les transports en commun, assister à une réunion de travail, aller au restaurant.....prouvez que vous êtes totalement vacciné.

Patrick Rosa : Non-remboursement des soins hospitaliers liés à la COVID pour les non-vaccinés. Le taux de vaccination bondira miraculeusement... La société prime sur l'individu. Surtout si ce dernier profite des largesses de celle-ci.

Pèlerin curieux : La société versus l'individu ! Est ce un choix ou un acte de faiblesse ?

Benjamin Franklin : Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux.

Gabriel Attal : attention à une possible *fracture vaccinale* en France, susceptible de provoquer *du ressentiment* chez les vaccinés. Lesquels ne digéreraient pas de se voir imposer de nouvelles restrictions de liberté, à cause d'un rebond du virus chez les personnes non vaccinées. A une nouvelle crise sanitaire viendrait alors s'ajouter un enjeu de cohésion sociale.

Mireille Delmas-Marty : « Le rêve du risque zéro, qu'il s'agisse de terrorisme ou de pandémie, entraîne inévitablement une surenchère, voire une sorte d'hystérie législative. Rappelons-nous le tournant sécuritaire post-11 septembre 2001. Après les discours musclés annonçant l'éradication du terrorisme, voici les discours savants sur le « Zéro Covid ». Et toujours la même obsession sécuritaire, le même rêve d'un monde sans risque, sans crime et sans maladie. Mais le rêve d'un monde parfait peut rapidement tourner au cauchemar des sociétés de la peur. D'autant plus que de nouvelles technologies ne cessent d'arriver sur le marché, offrant aux décideurs des moyens de surveillance hier inimaginables : reconnaissance faciale, géolocalisation, drones, algorithmes de reconnaissance des émotions et bientôt puçage généralisé. Je suggère d'explicitier politiquement les critères d'acceptabilité sociale des différents risques. »

* La loi rend obligatoires, depuis le 1er janvier 2018, onze vaccins pour les enfants de moins de 2 ans : contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite, la coqueluche, la rougeole, les oreillons, la rubéole, l'hépatite B, le méningocoque C, le pneumocoque et l'Haemophilus influenzae b. Cela signifie que pour les enfants nés à partir du 1er janvier 2018, ces vaccinations obligatoires conditionneront l'entrée ou le maintien dans toute école, garderie, colonie de vacances ou autre collectivité d'enfants. La preuve de leur réalisation est exigée pour l'admission ou le maintien en collectivité à compter du 1er Juin 2018.

Contre toute obligation vaccinale, Jean Rostand écrivait en 1940 : « Nos sociétés donnent la possibilité de survivre et de se reproduire à des milliers d'êtres qui eussent été autrefois implacablement éliminés dès le jeune âge. La diminution de la mortalité infantile, les vaccinations généralisées entraînent un affaiblissement de la résistance moyenne de l'espèce. Il s'ensuit un avilissement progressif de l'espèce. » tile, les vaccinations généralisées entraînent un affaiblissement de la résistance moyenne de l'espèce. Il s'ensuit un avilissement progressif de l'espèce.

▲ RETOUR ▲

.ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME

7 Juillet 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

La machinerie économique est coincée. Elle ne peut plus produire suffisamment pour maintenir les habitudes, et elle peut augmenter les prix, jusqu'à provoquer l'effondrement de la demande.

Même problème que celui décrit par **G. Tverberg** pour les prix pétroliers ; trop bas pour les producteurs, trop haut pour les consommateurs.

Les climatologues sont des andouilles. Ils pensent -ou plutôt ils ne pensent pas- à vérifier la question des ressources.

Si on vérifie cette question, on comprend vite que le réchauffement climatique est une couillonnade XXXXXXL.

Cette question du ciseau des prix est simplement l'application pure et simple de [la déplétion](#) et de ce que devient l'économie ou plutôt de ce qu'elle redevient, non plus le partage de la croissance, mais le **partage de la rareté**.

"la réaction à la pandémie de 2020 est principalement un effet du système économique sur le point de s'effondrer en raison de l'épuisement, même si le public ne s'en est pas encore rendu compte".

"À l'heure actuelle, il est difficile de trouver un secteur de l'économie si gravement endommagé par le réchauffement climatique qu'il pourrait provoquer l'effondrement du système. Ainsi, le krach de 2020 peut être attribué aux contraintes générées par l'augmentation progressive des coûts d'exploitation des ressources naturelles pour une [économie en croissance](#) et une population en augmentation".

"Par conséquent, nous assistons à une série de changements corrélés : moins de déplacements (surtout en avion), l'effondrement de l'industrie du tourisme, la contraction de l'industrie du divertissement, moins de déplacements, et la réduction ou la disparition d'autres activités inutiles que nous pouvons ' plus les moyens. Tout cela n'est officiellement que temporaire et les choses sont censées revenir bientôt à la "[normale](#)", c'est-à-dire dans le meilleur des mondes".

Pendant ce temps-là, les **débilo-journalistes** nous chantent le réchauffement climatique à toutes les sauces. Record de chaleur en Colombie Britannique ? En son temps, dans les années 1920, Eric Collier vit flamber la [Colombie Britannique](#). En cause ? L'extermination des castors. Qui avait transformé une contrée riante en province ravagée par la sécheresse. On peut sans doute aussi noter le même problème actuellement en

Californie, l'eau stockée est envoyée en aval pour sauver des saumons (aux alentours de 1000), alors qu'il aurait été plus indiqué d'en capturer 10 000 pour les faire passer en camion. Cela eût coûté moins cher...

Le canal de Panama manque d'eau : réponse toute trouvée, la plus débile possible, réchauffement climatique. Pas question de parler de la question qui fâche. Le canal, retaillé, a fait augmenter le gabarit du Panamax au néo-panamax avec un doublement du nombre de boîtes transportées, et le canal à écluse a besoin de beaucoup plus d'eau, plus que la lagune de Gatun n'est capable d'en fournir, même s'il tombe plus de 2 mètres d'eau au mètre carré.

Déjà, cet agrandissement était le résultat d'une inquiétude. En effet, on parlait d'un second canal, l'un au Mexique (Isthme de Tehuantepec), l'autre au Nicaragua, qui eurent raccourci le chemin pour les 2/3 du trafic.

La forêt flambe en Australie, toujours la même explication, même si, en réalité, elle est tout autre, l'Eucalyptus a besoin du cycle du feu, antibactérien, sa biomasse se dessèche et ne se décompose pas. Comme des lois écologiques idiotes ont interdit au public de brûler, c'est une administration qui s'en charge. Battant tous les records, elle doit faire 10 % de ce qui se faisait avant... Bien entendu, on nous dira qu'au temps des bons sauvages, les forêts ne flambaient pas, ce qui contredit tous les témoins de l'époque.

Je parlerais aussi des centrales thermiques chinoises, qui devaient détruire la planète. Manque de bol, elles manquent justement de charbon.

Par contre, le réchauffement climatique ne concerne pas les vols d'avions cargo, ni les jets privés. Ils seront dispensés de taxe sur le kérosène.

.SOLUTION...

"Et leur ancêtre il y a 150 ans ils demandaient des autorisations pour FAIRE creuser un puits ???

Ils le creusaient eux-mêmes !!

Il y a 55 ans de cela, j'ai vu et aidé mon père à creuser un puits, comme Jean de Florette de Marcel Pagnol, dans de la terre pas de la roche.

55 ans plus tard et 300 km plus à l'Est ma seule source d'eau est la pluie. La différence c'est tout ce qu'on trouve sur le boncoin pour se faciliter la vie. Les piscines pour gamin pour stocker l'eau par exemple et tous les trucs qu'on trouve chez emmaus pour une bouchée de pain. Avec toutes les incohérences qui vont avec ... ! Un carton avec une filtration de piscine avec ses tuyaux, ses filtres et toutes les broutilles qui vont avec pour 3 euros et plus loin le rayon BD d'occase où un Astérix et Obélix vaut 10 euros et une revue Historia vaut 15 centimes !!

Pour les US aussi y a un problème... faire 140 km toutes les semaines depuis 18 ans pour remplir des bidons ?? Et ne pas avoir acheté un filtre Berkey pour potabiliser son eau ?? Ne pas s'être bricolé un système de filtration d'eau de pluie ??

Ne pas s'être bricolé une remorque avec un cubi de 1000 litres dessus ???

Et cela depuis 18 ans ???????????????

Vous êtes sûr de l'honnêteté et de l'objectivité des " journalistes " qui ont pondus ce reportage ???".

Personnellement, je pense à un témoignage au contraire très véridique. Et révélateur. De gens habitués à un certain nombre de choses, mais incapable de réaliser et de penser quoi que ce soit de manuel. Faire 140 kilomètres, avec un prix de l'essence bas, pas de problème. L'émission "habitations en péril", révèle une chose. Ces gens ont totalement désappris à se débrouiller, encore moins tout seul.

Il faut voir l'état de délabrement et d'abandon des habitations, et ne pas oublier que certains états comme le Kentucky ont été largement et gravement pollués par l'extraction minière sur des surfaces parfois énormes.

Sans oublier ce que dit Snyder, **la plupart des USAméricains vivent de chèque de paie à chèque de paie et que même un projet de 200 \$ est en dehors de leurs moyens...**

Ils n'ont pas la mentalité de bien des européens, naissent endettés, vivent endettés et meurent ainsi. Quand leur dette s'éteint, c'est qu'ils ont fait banqueroute.

Il ne faut pas les voir avec des yeux d'européens.

En plus, ils ont une certaine tendance à déménager facilement, ce qui ne facilite pas une politique d'implantation cohérente.

Alors oui, dans un contexte d'effondrement, on creusera des puits, on fera des citernes et des toilettes sèches pour ne pas gaspiller l'eau, grand retour du seau hygiénique d'il n'y a pas si longtemps. Mais ne sous-estimons pas la résistance psychique à ces changements.

En un mot, **certains préfèrent souffrir et rester cons, plutôt que d'avoir une crise d'intelligence.**

.UNE VILLE D'AMOUR ET DE PAIX...

C'est toujours [la Saint Valentin à Chicago](#).

76 Blessés par balles hospitalisés, 16 morts, c'est tous les Week End la saint Valentin à Chicago, ville d'amour et de paix, surtout depuis qu'on a débudgété la police.

Comme disent les acteurs -noirs- dans la série "sur écoute", "ça a dégagé du négro". Apparemment, c'est le quartier afro américain d'Engelwood qui a trinqué, là où les BLM s'étaient fait virer par les habitants qui loin de demander la fin de la police, en voulait plus, et là où les habitants évitent de vivre dans les pièces donnant sur l'extérieur...

Bien sûr, on est incapable de dire le [nombre de fusillades](#) car celles qui n'ont entraîné aucune victime ne doivent même plus donner lieu au déplacement d'une police désormais surchargée.

La mairesse de Chicago va sûrement nous dire que c'était le 4 juillet, et qu'on a confondu : c'était des tirs de pétards, pour montrer la joie.

Une mairesse de Chicago qui, d'ailleurs, a l'air de sortir tout droit d'une série d'épouvante. C'est pour ça qu'elle trouve sa ville "tranquille".

▲ RETOUR ▲

.Hausse des prix du pétrole. Désaccord au sein de l'OPEP.

par [Charles Sannat](#) | 7 Jul 2021 Source agence de presse russe [Sputnik.com ici](#)



L'Opep ne semble pas vouloir augmenter la production ce qui pourrait faire baisser les prix. En effet, n'oublions pas que nous avons connu pour la première fois dans l'histoire économique mondiale des prix du pétrole négatifs lors du confinement 1. Il serait donc logique que ces prix négatifs qui correspondent à un excès baissier majeur trouvent une forme de corolaire avec un mouvement haussier pouvant également être excessif.

Autre élément de réflexion, **il se pourrait bien aussi que les membres de l'Opep ne croient pas que la reprise économique sera durable.** Donc il n'y a pas urgence à augmenter la production.

Charles SANNAT

Le pétrole Brent remonte à son niveau d'octobre 2018 sur fond de craintes quant à l'avenir de l'OPEP+

L'annulation de la rencontre de l'OPEP+ programmée pour le 5 juillet a fait grimper les prix du pétrole pour livraison en septembre. Le baril de Brent a ainsi dépassé le niveau d'octobre 2018.

Après avoir franchi la barre des 77 dollars le baril pour la première fois depuis octobre 2018, le pétrole Brent continue de grimper ce mardi 6 juillet sur fond d'incertitudes entourant l'éventuel sommet ministériel de l'OPEP+.

Le matin, le baril de Brent pour livraison en septembre s'est établi à 77,54 dollars sur la bourse londonienne ICE Futures, ce qui est de 0,49 % supérieur aux indices enregistrés à la clôture de la précédente séance.

Le pétrole brut américain WTI pour livraison en septembre s'est chiffré à 76,75 dollars le baril, soit +2,12 % par rapport aux chiffres de la veille.

Sommet annulé

Le sommet ministériel des pays membres de l'OPEP+, programmé pour lundi 5 juillet, a finalement été annulé «après des consultations avec le ministre saoudien de l'Énergie Abdoulaziz ben Salman et le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak», a annoncé le secrétariat de l'organisation.

Les pays, qui doivent se mettre d'accord quant à la hausse de leur production pétrolière en août, ne se sont d'ailleurs pas donné un nouveau rendez-vous. À l'origine de la situation, la position des Émirats arabes unis qui souhaitent une augmentation significative des volumes de production.

Les 23 pays de l'OPEP+ avaient l'intention d'augmenter la production globale de pétrole de 400.000 barils par jour entre août et décembre, soit deux millions de barils au total. Or, pour Abou Dhabi, le volume de son pays, fixé actuellement à 3,17 millions de barils par jour, devrait être relevé à 3,8 millions. L'Arabie saoudite rejette cette demande.

Désaccords au sein de l'alliance

Les pays producteurs auraient dû initialement boucler les négociations à la fin de la semaine dernière, mais leurs trois tentatives de trouver un consensus n'ont pas abouti. Dans ce contexte, plusieurs analystes expriment leurs craintes quant à l'avenir même de l'alliance qui fédère les principaux producteurs mondiaux de pétrole, hors États-Unis.

Toutes les décisions de l'OPEP+ doivent être approuvées à l'unanimité par ses membres. En 2020, un désaccord entre Moscou et Riyad au sein de l'OPEP+ avait débouché sur une courte mais intense guerre des prix.

▲ RETOUR ▲



« Panique au FMI. « Une inflation plus élevée fait partie des risques auxquels est confrontée la reprise économique » !! »

par Charles Sannat | 8 Juil 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Comme vous le savez, officiellement, l'histoire, le « story telling » comme disent les Anglais c'est que l'inflation sera temporaire et peu élevée, circulez, il n'y a rien à voir.

Sur Ecorama, il y a quelques jours j'émettais sobrement l'idée qu'il y avait des éléments qui nous permettaient de penser que cela ne pourrait pas être le cas, et que l'inflation pourrait rapidement devenir beaucoup plus forte et beaucoup plus durable que ce que l'on veut bien nous raconter.

C'est ainsi que l'on avançait (avec mes chats et mes poules du grenier) dans cette vidéo, qu'une inflation à 10 % n'est pas un scénario de science-fiction.

Nous n'y sommes pas encore, quoi que, dans la vie réelle, les augmentations de prix sont actuellement hallucinantes, je pense notamment aux matériaux de construction, sur les bobines de câbles électriques de 1.5 ou 2.5 ce sont des augmentations entre 50 et 100 % dans les 6 derniers mois.

Je vous remets ici, pour ceux qui ne les auraient pas vues, trois vidéos récentes qui se complètent les unes et les autres dans les arguments et les éléments de réflexion.

Mais surtout c'est du FMI que je voulais vous parler aujourd'hui ! Même le New York Times en parle et en fait ses gros titres !

The New York Times

Daily Business Briefing

July 7, 2021 Updated 5 hours ago

- **Higher inflation is among the risks facing the economic recovery, the I.M.F. warns.**

The U.S. economy is expected to grow 7 percent this year, the fastest pace since 1984, a speedy recovery that could raise the inflation rate, leading to other problems.

- European Commission sees the economy recovering faster than expected.
- USA Today will make readers pay for its website, joining other top news outlets.
- Glossier raises \$80 million to help rebuild its physical retail presence.



<https://www.youtube.com/watch?v=kyC--mX8KCI>



<https://www.youtube.com/watch?v=iCQ9Pj1psWw>

Une inflation plus élevée fait partie des risques auxquels est confrontée la reprise économique, prévient le FMI.

[Source ici](#)

« L'économie américaine devrait croître de 7 % cette année, le rythme le plus rapide depuis 1984, une reprise rapide qui pourrait augmenter le taux d'inflation, entraînant d'autres problèmes.

Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international, a averti que la hausse des taux d'intérêt pourrait conduire à un « durcissement brutal » des conditions financières mondiales.

La hausse de l'inflation, en particulier aux États-Unis, fait partie des risques auxquels l'économie mondiale est confrontée dans le cadre d'une « aggravation de la reprise à deux vitesses », a averti mercredi le Fonds monétaire international .

« Il existe un risque de hausse plus soutenue de l'inflation ou des anticipations d'inflation, ce qui pourrait nécessiter un resserrement plus tôt que prévu de la politique monétaire américaine », a écrit Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI, dans un article de blog.

Le FMI, basé à Washington, prévoit que l'économie des États-Unis connaîtra une croissance de 7 % cette année, le rythme le plus rapide depuis 1984, et a déclaré que même si cette reprise rapide pourrait profiter à de nombreux autres pays en augmentant le commerce, il existe un risque qu'elle augmente le taux d'inflation, ce qui entraîne d'autres problèmes.

Des taux d'intérêt plus élevés pourraient entraîner un « durcissement brutal » des conditions financières dans le monde et des « sorties de capitaux importantes » des économies émergentes, a-t-elle écrit. Cela pourrait entraîner des « défis majeurs » pour les pays fortement endettés.

Pour l'instant, cependant, les anticipations d'inflation sont stables, a écrit Mme Georgieva.

Les décideurs de la Réserve fédérale ont été aux prises avec des données montrant des augmentations de prix plus rapides que prévu et plusieurs mois de croissance des salaires . Mais leur mandat est de promouvoir la stabilité des prix, et la plupart des responsables s'attendent à ce que cette période de forte inflation ne soit que temporaire.

*Même en mettant en garde contre le risque d'inflation, Mme Georgieva a déclaré que des mesures de relance monétaire étaient également nécessaires pour favoriser la reprise économique. « Dans les pays où la reprise s'accélère, y compris aux États-Unis, **il sera essentiel d'éviter de réagir de manière excessive aux augmentations transitoires de l'inflation**», a-t-elle écrit.*

Les banques centrales devront communiquer soigneusement leurs futurs plans de politique monétaire pour éviter les accès de volatilité sur les marchés, a-t-elle ajouté.

Avant la réunion des ministres des Finances et des banques centrales du Groupe des 20 pays en Italie à la fin de cette semaine, Mme Georgieva a écrit que les dirigeants mondiaux devaient travailler ensemble pour assurer un accès plus large et plus rapide aux vaccins, afin d'économiser des centaines de milliers de personnes. de vies et de freiner l'émergence de nouvelles variantes qui menacent la sortie mondiale de la pandémie. La reprise inégale a été causée par le fossé dans l'accès aux vaccins, les taux d'infection divergents et les différences dans les capacités des gouvernements à fournir un soutien budgétaire.

Le mois dernier, le FMI a annoncé un plan de 650 milliards de dollars pour aider les pays les moins riches à acheter des vaccins, à financer les coûts des soins de santé et à rembourser la dette ».

Bon, je vous résume !

1/ Si l'inflation monte plus que prévu et que les taux montent plus que ce qui est supportable ce sera la catastrophe.

2/ Il faudra éviter de réagir de manière « excessive » aux augmentations des prix, car...

3/ Ce sera « transitoire » et « temporaire » ce que...

4/ La communication des banques centrales devra vous mettre dans la tête même si c'est faux...

Voilà, l'inflation c'est bien un énorme problème car les banques centrales dans un monde qui croule sous les dettes, ne peuvent pas augmenter les taux (significativement) sans créer l'insolvabilité généralisée et un krach d'anthologie. Ceux qui veulent en savoir plus et être accompagnés dans cette période compliquée peuvent s'abonner à [la Lettre STRATEGIES en cliquant ici](#) ou sur la photo ci-dessous !

Inflation is coming !!

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Mon oeil !! « La reprise sera forte, voire très forte au second semestre », Benoît Coeuré

« La reprise sera forte, voire très forte au second semestre », Benoît Coeuré qui est LE responsable du pôle innovation à la Banque des règlements internationaux (BRI) et ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne. C'est dire si c'est un type sérieux, pas un économiste de grenier rural avec poules et chats.

A la tête du comité d'évaluation du plan de relance en France, l'économiste Benoît Coeuré doit remettre à l'automne prochain un rapport au Premier ministre sur cinq mesures emblématiques : le dispositif « un jeune, une solution », MaPrimeRenov, la rénovation des bâtiments publics, le soutien aux investissements industriels et l'industrie du futur ».

Oulalalala c'est du lourd ça...

En attendant le Benoît voit une reprise très forte.

J'espère qu'il a raison.

Mais, entre les pénuries, le fait que le gouvernement pour pousser tout le monde à la piquouze sur-joue le climat de peur et le scénario de la 4ème vague en mettant un climat désastreux pour les affaires, sans oublier les jauges et autres restrictions qui handicapent nombres de secteurs, je ne vois pas, comment la croissance pourrait être trèèèèè forte.

Je connais beaucoup de concessionnaires qui vendent plein de voitures me disent-ils mais n'en livrent aucune... et ce n'est là qu'un exemple.

Enfin, faire 6 % de croissance quand on fait 10 % de dettes nouvelles ce n'est pas de la croissance, c'est une récession de 4 % !

Charles SANNAT Source [La Tribune.fr ici](#)

Liban. Pénurie de tout. Essence, électricité, médicaments, papier... Le Liban s'effondre

Si vous voulez savoir ce que donne un pays moderne, car le Liban est un pays moderne, lorsqu'il est confronté à un effondrement de la confiance dans sa monnaie alors vous avez avec nos amis libanais un bien triste cas d'école d'effondrement économique.

La seule différence entre le Liban et nous, c'est que nous sommes « plus gros » et plus « forts ».

Il y a deux grosses zones monétaires.

La zone dollar.

La zone euro ensuite.

L'euro donne donc une très trompeuse illusion de force et de stabilité, illusion, car contrairement aux Etats-Unis, nous sommes bien incapables de forcer le cours de notre monnaie à coup de porte-avions, de bombardements, de mesures extraterritoriales sans oublier l'export de la démocratie à coups de pieds dans le derrière de ceux qui n'obéissent pas.

Ne vous moquez pas des Libanais, d'une certaine manière, ils nous montrent notre futur.

Charles SANNAT

Pénurie d'essence, d'électricité, de médicaments, de papier... Le Liban au bord de la paralysie

« La gigantesque panne d'essence à laquelle est confronté le pays est l'une des multiples sous-crisis générées par la faillite de l'Etat, qui a fait défaut sur sa dette souveraine en mars 2020, sur fond de cataclysme économique. »

Le trafic à Beyrouth n'a jamais été aussi fluide, mais ce n'est pas une bonne nouvelle. Le Liban fait face depuis deux mois à la plus sévère pénurie de carburant de son histoire. Les seules rues à être encore embouteillées sont celles qui mènent à une station d'essence ouverte. Les automobilistes doivent passer des heures, pare-chocs contre pare-chocs, en pleine fournaise estivale, pour remplir leur réservoir de quelques gouttes de sans-plomb.

« Je me suis levée à 5 h 30 dans l'espoir d'être parmi les premiers servis, raconte Salam Nasreddine, une professeure d'université. J'ai fait une heure et demie de queue et puis soudain, on nous a annoncé que les cuves étaient vides. Ce pays est une catastrophe ! »

La gigantesque panne d'essence à laquelle est confronté le Liban est l'une des multiples sous-crisis générées par la faillite de l'Etat, qui a fait défaut sur sa dette souveraine en mars 2020, sur fond de cataclysme économique. A court d'argent, les autorités sont obligées de tailler dans les dépenses et notamment de rationaliser le très dispendieux système de subvention aux importations de produits stratégiques – comme les produits pétroliers –, mis en place quelques mois plus tôt.

Courant coupé la nuit

L'approvisionnement en fuel, qui fait tourner les centrales électriques et leur supplétif, les générateurs de quartier, est lui aussi rationné. A Beyrouth, le courant est coupé toute la nuit, plongeant la capitale dans une obscurité presque totale, ainsi que trois ou quatre heures dans l'après-midi. Même le papier commence à manquer dans les administrations publiques.

A cause de cela, le département des douanes de l'aéroport et le service des passeports de la Sécurité générale ont été contraints de suspendre leurs activités pendant plusieurs heures la semaine dernière. A l'Université libanaise, la seule publique du pays, le système D est désormais de mise. « Pour économiser le papier, on a rédigé les tests de fin d'année avec une police plus petite que d'habitude, sur deux colonnes au lieu d'une et en resserrant les espaces », confie Salam Nasreddine, qui enseigne la biologie dans cet établissement.

L'écoute de ce podcast est susceptible d'entraîner un dépôt de cookies de la part de l'opérateur de la plateforme de podcast. Compte tenu des choix que vous avez exprimé en matière de dépôts de cookies, nous sommes contraints de bloquer la lecture de ce podcast. Si vous souhaitez écouter ce podcast, vous devez nous donner votre accord pour ces cookies en cliquant sur « Accepter ».

Accepter

Avec un gouvernement démissionnaire depuis l'explosion du port de Beyrouth il y a onze mois et une classe politique incapable jusqu'à présent de former un cabinet de remplacement, le Liban approche de la paralysie. « J'espère qu'on évitera ce scénario mais, pour l'instant, tous les indicateurs pointent en direction d'un début d'effondrement de l'Etat », soupire Assem Abi Ali, haut fonctionnaire au ministère des affaires sociales, où le personnel manque « de thé, de café, de papier, de cartouches d'encre et même de détergent pour laver les sols ».

Lire la suite sur le site [Le Monde.fr](https://www.lemonde.fr) [ici](#)

Tensions dans le Golfe : les Émirats et l'Arabie saoudite, au bord de la rupture ?



A combien voulez-vous vendre les dernières gouttes de pétrole ?

Dans le Golfe, nous avons le pétrole le moins cher à extraire et l'un des plus faciles à raffiner. Alors quand vous arrivez au bout de vos stocks et de vos réserves, avez-vous envie de brader les prix ?

Surtout, si vous n'avez pas réussi (encore) à diversifier votre économie qui reste profondément dépendante de l'or noir.

Alors certains endosseront le rôle de méchant, mais cette hausse des prix du pétrole arrangera tous les pays producteurs et aura l'effet d'une ponction importante sur les économies dépendantes de l'or noir ce qui est le cas de toutes nos économies occidentales.

Charles SANNAT

Tensions dans le Golfe: les Émirats et l'Arabie saoudite, au bord de la rupture ?

Suite à un désaccord sur la production pétrolière au sein de l'OPEP+, l'Arabie saoudite a imposé des sanctions aux Émirats arabes unis. Les deux pays ainsi laisseraient éclater leurs divergences au grand jour. L'alliance entre Riyad et Abou Dhabi ne serait donc pas aussi solide qu'elle le paraissait, estime Pierre Berthelot, chercheur à l'IPSE.

Est-ce la fin de l'idylle entre Riyad et Abou Dhabi?

Lors d'une réunion de l'OPEP+ le dimanche 4 juillet, l'accord aurait été unanime si Émirats arabes unis (EAU) ne s'étaient pas montrés aussi têtus. Le ministre de l'Énergie des EAU, Suhail Al Mazrouei, a dénoncé le peu de justice et d'équité de la part du cartel, invoquant «tous les sacrifices» auxquels son pays avait consenti durant la pandémie. Cette conférence stipulait que les membres de l'organisation devaient augmenter leur production de seulement 400 000 barils par jour et ce, jusqu'en avril 2022. Inacceptable pour Abou Dhabi. Résultat des courses, en raison de ce litige, la réunion prévue le 5 juillet entre les pays producteurs a été annulée. En effet, pour que le cartel pétrolier fonctionne, il faut un consensus sur la production.

Une position émiratie «qui pourrait se comprendre au regard de sa situation énergétique», estime Pierre Berthelot, spécialiste du Moyen-Orient et chercheur associé à l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE) :

« Les Émirats sont plutôt dans une logique d'ouverture, d'augmenter leur production, de ne pas rester dans une position de quotas restreints. Ils sont assez dépendants de l'or noir, surtout Abou Dhabi, contrairement à Dubaï, qui a réussi à diversifier son économie. Cette dépendance expliquerait donc cette volonté d'augmentation ».

La réaction saoudienne ne s'est pas fait attendre. Au lendemain du désaccord pétrolier, Riyad a décidé de suspendre ses vols en direction des Émirats arabes unis. Officiellement, cette décision a été prise pour lutter contre l'épidémie de coronavirus, alors que les trajets vers Oman, le Koweït et le Qatar sont maintenus. Qui plus est, selon un décret ministériel, le pouvoir saoudien vient de modifier les règles d'importations en provenance d'autres pays du Conseil de coopération du Golfe. Il exclut en effet des tarifs préférentiels les produits fabriqués en zone franche et les marchandises utilisant des apports israéliens. Des mesures qui pourraient impacter les Émirats qui se rapprochent de plus en plus d'Israël.

Pourtant, « les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite formaient le noyau dur d'une alliance contre-révolutionnaire qui s'inscrivait dans la durée », fait remarquer le spécialiste du Moyen-Orient. Cette alliance s'est avérée solide pour contrer les différentes menaces régionales «surtout durant la période Trump», précise Pierre Berthelot. Dès le début des Printemps arabes en 2011, les deux monarchies avaient renforcé leurs liens avec l'Égypte pour contrer les Frères musulmans. Ils avaient également financé tour à tour des milices sunnites en Syrie pour renverser Bachar el-Assad. Abou Dhabi et Riyad s'étaient même lancés dans une escalade de tensions avec le géant iranien. Une politique qui s'était finalement avérée contre-productive pour les EAU :*

« L'Arabie saoudite a entraîné les Émirats dans des tensions avec l'Iran. Or, il faut savoir que derrière les discours guerriers, une minorité iranienne vit aux Émirats et les liens commerciaux entre les deux pays sont maintenus », nuance le chercheur.

Enfin, l'alliance saoudo-émiratienne paraît moins solide qu'elle en aurait l'air. Le désaccord au sein de l'OPEP+ a mis à nu les divergences entre les deux pétromonarchies.

Discorde : pétrole, mais pas que

Et elles sont nombreuses. « Cette brouille est plus que jamais révélatrice des rivalités entre les deux pays », précise à notre micro le chercheur. Depuis plusieurs mois, Riyad et Abou Dhabi ne partagent plus la même vision politique sur de nombreux sujets. Les EAU ont normalisé leurs relations avec Tel-Aviv en septembre dernier lors des accords d'Abraham. Yaïr Lapid, ministre des Affaires étrangères israélien, s'est même rendu

aux Émirats le 29 juin pour y ouvrir une ambassade. Cette normalisation n'est pas encore au goût du jour pour les Saoudiens. Même si le prince héritier Mohammed Ben Salmane se montre favorable à une normalisation avec l'État hébreu, ce n'est pas le cas de son père et de la société civile, attachés à la cause palestinienne.

Autre sujet de discorde et non des moindres, le Yémen. «C'est le point le plus sensible de l'alliance entre les deux pays, ils n'ont pas réussi à écraser les rebelles houthis, pire ce sont eux qui ont un ascendant sur le terrain», rappelle Pierre Berthelot. Craignant de s'embourber davantage au Yémen, les Émiratis se sont retirés de la coalition en 2019, laissant de fait les Saoudiens seuls face aux insurgés yéménites. Mais ceci s'expliquerait en partie par les intérêts parfois divergents des deux pays.

« Pour l'Arabie saoudite, le Yémen est une priorité. C'est un pays limitrophe qui ne peut être instable indéfiniment. Donc, Riyad aide le gouvernement central tandis que les Émirats ont des liens avec les indépendantistes du Sud et des visées sur l'île de Socotra pour des raisons de commerce maritime vers la mer Rouge », résume le chercheur associé à l'IPSE.

Finalement, les sujets de désaccord ne manquent pas entre les deux pays. Et c'est peu dire. Malgré les apparences, Riyad et Abou Dhabi n'ont pas la même politique à l'égard de la Syrie, où les EAU ont déjà rouvert leur ambassade en décembre 2018. Le réchauffement diplomatique avec le Qatar serait également problématique pour les relations bilatérales: « le blocus de Doha était surtout un souhait des Émirats, lorsque les Saoudiens ont décidé de revenir vers eux, cela s'est fait aux dépens des Émiratis », souligne le spécialiste du Moyen-Orient.

De là à s'attendre à une rupture inévitable? Les bonnes relations personnelles entre Mohammed Ben Salmane et Mohammed Ben Zayed rendraient cette hypothèse peu plausible. Pierre Berthelot en doute aussi:

«C'est plus un prétexte pour montrer les divergences entre les deux pays, qui jusque-là ne se sont pas montrées au grand jour. L'intérêt de l'alliance l'emporte tout de même sur les inconvénients. C'est passager, pour montrer qu'il y a des crispations, c'est une façon d'entendre que les Émirats ne sont pas dans une logique de dépendance totale à l'égard de Riyad, ils ont leurs propres politiques et leurs propres intérêts.»

Source agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

▲ RETOUR ▲

« Variant Delta, Véran d'Etat, la vaccination obligatoire sera une Bérézina ! »

par Charles Sannat | 7 Juil 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Comme vous le savez, à Bercy et au gouvernement ils ont tout plein de nexperts. Des nexperts financiers, des nexperts économiques, des nexperts monétaires mais aussi des nexperts sanitaires et scientifiques tous plus brillants les uns que les autres mais qui concrètement nous coûtent un pognon de dingue pour nous mettre collectivement tous dans la plus grande des panades.

Je vous fais grâce du bilan de ces presque deux ans de gestion pandémiques en tous points catastrophiques.

Si donc ils ont des nexperts et que les voyants eux, utilisent des boules de cristal, comme vous le savez, dans mon équipe je dispose d'atouts remarquables. Mes deux poules. La banche appelée Neige. La noire appelée Charbon par les enfants.

Bref, Neige et Charbon sont mes Poules de Cristal.

Je viens de les interroger.

Et je reviens du futur de la vaccination obligatoire.

Un bide énorme.

Que dis-je, une Bérézina médicale, vaccinale et politique d'anthologie.

J'ai vu le futur proche.

Nous sommes en Novembre 2021. Olivier Véran vient d'annoncer sa démission. En mars 2022, nous apprendrons qu'il rejoint une grande Université américaine pour faire de l'enseignement et de la recherche.

Bref, BFMTV tourne en boucle sur le nouveau remaniement annoncé par le Secrétaire Général de l'Elysée. Alors que le garde des sots (c'est de l'humour pas une faute) a été mis en examen et que les Français n'en pouvaient plus de voir la tête du Véran d'Etat à la télé, il devenait urgent de se débarrasser de ces deux poids lourds du gouvernement devenus de vrais boulets politiques à quelques mois de l'élection présidentielle.

Il faut dire que rien ne s'était passé comme prévu.

Lorsque la décision a été prise de rendre la vaccination obligatoire pour les soignants, les démissions ont été massives et les services complètement désorganisés.

La résistance passive de la population a été totale, intégrale. On se souvient peu de la Foire de Tours. Première alerte pourtant passée inaperçue. Une foire réunissant en plein mois de juillet des milliers de visiteurs. Personne. Rien. Aucun visiteur et des allées vides. Il fallait un pass sanitaire. Ils ne sont pas venus. Personne. Le désert. Les exposants furieux ont fait une bronca forçant la Préfecture à revenir sur le pass sanitaire... La résistance passive, pacifique est totale.

La liberté ne se négocie pas. Ce n'est plus une question sanitaire. C'était une question de démocratie, de liberté, d'égalité, de ne pas stigmatiser tel ou tel, encore moins ce personnel que nous applaudissions à 20 heures tous en cœur. Un personnel sans masque, sans blouse, sans vaccin, sans médicaments qui a soigné au péril de sa vie. Incroyable dérive.

Mais quand ça veut pas ça veut pas comme on dit sur les terrains de foot.

Après le variant Delta, il y en a eu une tripotée d'autres sur lesquels les vaccins n'étaient pas franchement efficaces. Et puis, surtout, progressivement, d'Angleterre comme d'Israël, des nouvelles sont arrivées montrant

que tout cela était assez relatif et pas si efficace. En Israël dès le mois de juin/juillet les autorités étaient très inquiètes des chaînes de contamination (massives) qui ne concernaient que des gens vaccinés qui s'infectaient entre eux. La Malaisie, elle, au même moment cessait la vaccination des adolescents.

Et puis en y regardant de plus près, aucun pays, aucun, n'avait rendu la vaccination obligatoire pour sa population à part le Tadjikistan très connu et reconnu dans le monde pour sa démocratie ouverte et tolérante et son respect rigoureux des droits de l'homme (pour ceux qui n'ont pas d'humour et ne savent pas lire entre les lignes c'est de l'humour).

A force de voir des vaccinés à l'hôpital faire des formes graves du genre mortel, et **face aux faits où il n'y avait pas de différence entre la mortalité des vaccinés et des non-vaccinés**, le problème étant plus l'âge du capitaine malade que le statut de vacciné ou pas, **il est apparu assez rapidement au cours de l'été 2021 et puis plus sensiblement à la rentrée que nos anciens continuaient à mourir même vaccinés** et que nos jeunes continuaient à faire des formes légères même non-vaccinés.

Après des mois de mensonges et de propagande contre-productive et face aux faits, c'est un Vérant totalement cramé politiquement et scientifiquement qui venait de remettre sa démission au président de la République.

C'est ainsi que Vérant et quelques directeurs d'ARS promettant l'apocalypse Covid, rejoignirent Agnès Buzyn au panthéon des ministres honnis par la population.

Voilà à peu près ce que j'ai vu dans mes Poules de Cristal.

J'ai vu aussi l'importance de se hâter lentement.

Que ceux qui veulent se vacciner se vaccinent car c'est un choix tellement personnel, presque intime. Chacun son rapport à la maladie, au virus, à la peur. Chacun son contexte de vie et ses craintes éminemment respectables.

Que ceux qui ne veulent pas se vacciner n'aient pas peur.

J'ai vu notre futur.

Cela ne durera pas.

Nous vivons un moment paroxystique de propagande étatique.

J'ai vu dans mes Poules de Cristal que tout ceci n'était qu'un bluff de la part d'un gouvernement qui avait reçu des rapports très inquiétants sur les violences qui seraient consécutives à une vaccination obligatoire notamment pour les enfants. On ne parlait pas de quelques tags sur un centre de vaccination.

Une obligation, entraînerait une insurrection massive.

L'idée du gouvernement était donc de mettre une pression terrible sur les gens en termes de communication avec un tel langage de peur que cela serait de nature, espérait-il, de pousser les gens vers la vaccination volontaire.

Cela ne fonctionna pas, et Vérant y laissa sa chemise, une si belle chemise qu'il avait baissée dans une pose étudiée pour sa première injection sous les caméras, son torse légèrement dénudé. L'épaule saillante. Le muscle luisant, presque... excitant.

Voilà ce que j'ai vu dans mes Poules de Cristal.

Gardez précieusement cet article. Nous en reparlerons dans quelques mois et vous voudrez vous aussi acheter mes Poules de Cristal.

Il faut que je me procure un coq pour pouvoir vendre des poussins des Poules de Cristal, car la demande sera forte dès la démission de Vérant annoncée en novembre 2021 !!!!

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

L'AMF a peur de la dette, très peur... et redoute un krach !



Voici un passage situé page 7 du dernier rapport de l'AMF « *Inédite par sa nature et son origine (choc économique d'origine sanitaire, entraînant une paralysie de la demande et de l'offre, en particulier dans les services), la crise de la COVID-19 l'est tout autant par sa gestion. La réponse rapide, massive et coordonnée au niveau mondial apportée par les pouvoirs publics marque aussi en effet le retour à un policy-mix plus équilibré, qui a rappelé, en Europe notamment, l'importance des politiques budgétaires et fiscales comme outil de stabilisation conjoncturelle aux côtés de la politique monétaire.*

Les politiques économiques expansionnistes, conjuguées à des campagnes massives de vaccination, ont conduit à un rebond de l'activité, inattendu par sa rapidité et son ampleur, mais très variable selon les zones géographiques et les secteurs d'activité, ainsi qu'à une amélioration toute aussi rapide de l'environnement financier, qui traduit l'anticipation par les marchés d'une sortie rapide et ordonnée de la crise. Ce scénario reste cependant soumis à de nombreux aléas.

En particulier, la gestion de la crise a conduit à un accroissement de l'endettement des entreprises et des États, dont la solvabilité va dépendre en partie de l'évolution des taux d'intérêt réels, qui, pour l'heure, se maintiennent à des niveaux très faibles.

Leur remontée trop forte et trop rapide pourraient compromettre la reprise en cours et conduire à de fortes corrections sur les marchés. Dans ce contexte et dans la perspective de l'arrêt des dispositifs de soutien aux entreprises, la priorité pour celles-ci reste le renforcement de leur structure financière, par la reconstitution de leurs fonds propres en remplacement de la dette accumulée, conférant ainsi aux marchés financiers un rôle crucial dans la sortie de crise ».

Et oui, l'AMF redoute les effets d'une remontée des taux sur des niveaux de dettes jamais atteints...

La conséquence serait de fortes corrections, comprendre un krach sur les marchés.

Vous ne serez pas surpris de cette thématique mais la lire dans un dossier de l'AMF montre bien l'ampleur du problème et démontre bien que ce n'est pas juste une lubie de ma part !

Charles SANNAT Source [Cartographies 2021 des Marchés et des Risques de l'AMF ici](#)

Cette pénurie de main-d'œuvre qui pèse sur la reprise !

C'est une dépêche de l'agence Reuters reprise par la Tribune qui s'inquiète à juste titre que la « pénurie de main-d'œuvre pèse sur la reprise des entreprises ».

« Alors qu'elles sortent tout juste la tête de l'eau, les entreprises se retrouvent désormais confrontées à une pénurie de main-d'œuvre. Un obstacle pour qu'elles redémarrent pleinement leur activité. De plus, le télétravail a enclenché une remise en question des salariés sur leur travail. Résultat, de nombreux acteurs économiques peinent à recruter même dans les métiers bien rémunérés ».

« Le directeur général d'un grand groupe industriel français a par exemple affirmé que son entreprise avait publié des annonces pour 150 postes vacants dans deux usines du pays, mais qu'aucun CV n'avait été reçu. « La crise a peut-être anesthésié la relation des gens avec le travail », a-t-il dit à Reuters en marge des Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence, ajoutant néanmoins que le problème était d'ordre mondial, avec des difficultés similaires rencontrées aux Etats-Unis ».

Hauts comme bas salaires sont concernés.

« Il est difficile pour de nombreuses entreprises d'embaucher de nouveaux travailleurs, en particulier des travailleurs à bas salaires horaires, des chauffeurs (...) et des commerciaux qualifiés. Le manque de candidats à l'emploi a empêché certaines entreprises d'augmenter leur production », les contraignant même parfois « à réduire leurs heures d'ouverture », a souligné la Fed dans son Livre beige, une étude réalisée auprès des entreprises ».

Logiquement, le manque de main-d'œuvre disponible freine la reprise américaine, et ce sera aussi le cas en Europe et en France où le sujet va devenir problématique.

Enfin cet article relève une « remise en question », vers la fin du salariat !

« Si les salariés ont dans un premier temps apprécié de travailler depuis chez eux, ils sont depuis lors entrés dans une seconde phase dans laquelle ils remettent en question leur rapport à leur entreprise et à leurs collègues, selon le patron de La Poste.

« Je pense qu'il y a une vraie question sur la fin du salariat », a dit Philippe Wahl lors de la conférence.

Près de la moitié des entreprises du bâtiment, 41 % des entreprises du secteur des services et un quart des firmes industrielles peinent à recruter des travailleurs, montre la dernière enquête de la Banque de France ».

Il y a aussi une forme de grève mondiale des salariés qui ont compris que l'on se fichait bien d'eux, que ce qui était impossible la veille l'était brutalement pendant la pandémie, que le télétravail marchait très bien, et que ne plus supporter les chausse-trappes des collègues ou les tensions de la vie de bureau sans oublier des temps de transport aussi élevés que des conditions inconfortables changeait totalement la vie. Les entreprises vont devoir s'adapter et les modes de collaborations aussi. Je pense notamment au CDI qui va évoluer car nous pourrions bien passer du tout salariat à l'auto-entrepreneuriat.

Charles SANNAT Source [La Tribune avec Reuters ici](#)

« Inflation à 10 %, ce n'est plus de la science-fiction. Ce que je n'ai pas dit pendant l'émission ! »

par [Charles Sannat](#) | 6 Juil 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Le sujet de l'inflation comme vous l'avez compris est fondamental pour comprendre et anticiper l'évolution de la situation dans les mois qui viennent.

Soyons clairs.

NOUS NE SOMMES PLUS DANS UN MONDE NORMAL.

Et cela fait longtemps que nous ne sommes plus dans un monde normal.

Nous sommes, je le rappelle, dans un monde où l'argent a un prix négatif, avec des taux négatifs et cela a une signification très particulière.

Les taux négatifs signifient qu'aujourd'hui est plus sûr que demain. Les taux c'est aussi le prix du temps et des incertitudes.

Les taux négatifs signifient donc qu'aujourd'hui est plus incertain que demain...

Les taux négatifs signifient aussi que votre argent n'a plus de valeur, parce que plus personne n'a besoin de votre argent et de votre épargne.

Dans un monde normal votre épargne et vos excédents financent les déficits ou les crédits des autres, et en fonction de l'offre et de la demande d'argent les taux montent ou baissent. Dans un monde normal aujourd'hui est plus sûr et plus certain que demain qui n'est pas connu, et encore plus le demain de dans 10 ans !

Alors quand David Jacquot d'Ecorama m'a demandé de parler de l'inflation je ne pouvais pas ne pas lui parler de ce que je pensais du « consensus » mou sur l'inflation qui sera « temporaire et peu élevée »... donc pas problématique.

Les facteurs inflationnistes l'emportent sur les facteurs déflationnistes !

Et ça c'est une première depuis plus de 30 ans !!

1/ Les Etats surendettés n'ont pas les moyens techniques d'augmenter les taux et donc ne pourront pas lutter contre l'inflation par les taux.

2/ Dans les années 70/80, l'inflation importée ne concernait « que » l'énergie. Aujourd'hui nous importons tout ou presque, donc l'inflation importée concernera l'énergie, comme tout le reste de tous

les produits que nous importons et c'est l'essentiel de nos rayons tant le made in France est réduit à peau de chagrin.

3/ Nous n'avons pas encore financé la « transition » énergétique c'est-à-dire le fait de passer à un monde sans pétrole et sans énergies fossiles. Les coûts induits sont monstrueux.

4/ Il y a le nouveau partage de la valeur ajoutée demandé par la Chine à juste titre d'ailleurs.

Ce que je n'ai pas dit pendant cette émission.

Je n'ai pas évoqué en détail la gravité des pénuries et le fait qu'elles deviennent profondément structurelles et qu'elles seront donc durables. Les pénuries se règlent en partie par le prix, plus la pénurie est forte et le produit utile plus les prix flambent. Ce que les gens appréhendent encore mal, c'est à quel point les pénuries vont entraîner des conséquences en chaîne y compris sur l'alimentation par exemple.

Je n'ai pas parlé non plus de **la raréfaction des ressources**.

Je n'ai pas non plus mis en perspective les différents éléments ce que j'ai essayé de faire dans cette vidéo du Grenier de l'éco que je vous proposais hier.

Pourquoi n'ai-je pas parlé de tout cela ?

Parce que l'immense majorité de nos concitoyens n'est pas prête à entendre de tels raisonnements et se pencher sur de telles hypothèses est effrayant pour beaucoup d'entre eux.

Ils pensent que l'État leur veut du bien. Ils pensent que les banques centrales sont là pour dire la vérité ce qui m'a beaucoup amusé de la part de David Jacquot, alors qu'elles sont là pour assurer la stabilité ce qui n'a strictement rien à voir.

Ils pensent que les institutions sont bien respectées et que les médias sont là pour les « informer » en leur disant la vérité.

En réalité le système ne veut et ne souhaite qu'une seule chose, en Chine, ici, comme ailleurs, c'est la stabilité.

Ils veulent que vous soyez sagement chez vous à gober leurs inepties.

Et le « télécran » branché chaque jour de manière volontaire ne sert qu'à fabriquer et obtenir votre consentement.

Alors soyez toujours bienveillant à l'égard de ceux qui ne savent pas ou ne veulent pas voir.

Si la vérité libère, la vérité est terriblement violente pour ceux qui vivent dans un mensonge rassurant.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Comment les écolos deviennent pro-nucléaires !!



Entendre Yann Arthus Bertrand dire qu'il est nettement moins sûr d'être anti-nucléaire aujourd'hui est une grande rupture.

Je ne le critique pas un seul instant car les faits sont les suivants.

1/ Le nucléaire est la SEULE énergie abondante et totalement décarbonée et n'entraînant aucune pollution directe quand... tout va bien !

2/ Le nucléaire est la source d'énergie la plus dangereuse au monde. Avec un accident majeur à Tchernobyl, à Fukushima et aux Etats-Unis à Three Miles Island, la « fiabilité » est statistiquement une catastrophe.

Or, le risque nucléaire est majeur, existentiel. Si un réacteur explose en France c'est potentiellement la moitié de notre pays qui peut devenir inhabitable.

Mais, sans nucléaire, de manière pragmatique, il n'y aura pas d'économie, de confort et de progrès. Nous ne ferons jamais une économie numérique avec voitures électriques pour tous en faisant tout fonctionner avec des éoliennes.

En termes de disponibilité énergétique, les éoliennes et les énergies renouvelables, c'est essentiellement du... vent !

Charles SANNAT

▲ RETOUR ▲

.L'argent ne sait plus où aller

rédigé par [Bruno Bertez](#) 6 juillet 2021

La situation est devenue purement ubuesque : les banques croulent sous les fonds... que la Fed emprunte... pour les réinjecter sur des marchés déjà saturés d'argent !



Le président de la Fed de New York, [John Williams](#), affirme que la Fed doit continuer à injecter 120 Mds\$ par mois car, apparemment, la croissance probable du PIB réel de 7% et l'inflation de 5% ce trimestre ne sont pas suffisantes pour la Fed.

Alors même que la Fed injecte 120 Mds\$ d'argent frais sur les marchés chaque mois, les marchés financiers sont tellement saturés d'argent que plus de 800 Mds\$ sont prêtés à la Fed via son RRP, [les reverse repos](#).

Le marché monétaire est tellement noyé de liquidités que le taux de pension GC, qui est le taux d'emprunt garanti au jour le jour par garantie générale sur le marché des pensions tripartites, était passé en dessous de 0,00%.

Il menaçait donc de pousser le taux cible de la Fed pour les fonds fédéraux en dehors de son corridor officiel de 0 à 10 points de base.

Le parking est plein

Les zozos ont imprimé tellement d'argent que même l'industrie financière n'arrive pas à trouver de parking pour le garer avec un rendement supérieur au niveau de 0,00% proposé à la fenêtre RRP de la Fed.

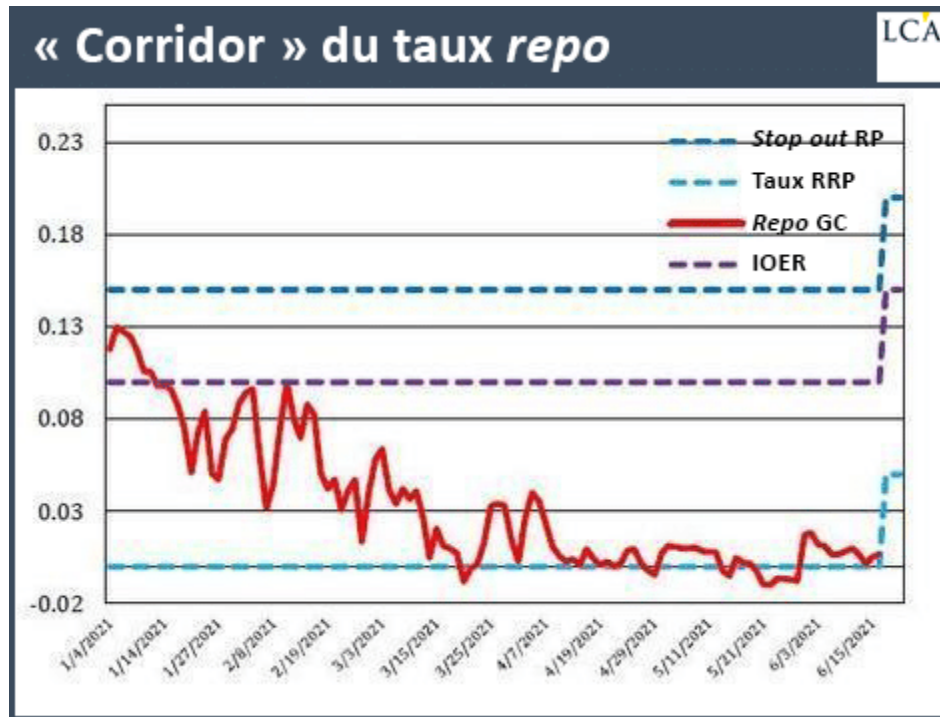


Ainsi, lors de sa récente réunion, la Fed – sous la direction du fameux Williams – a relevé les limites inférieure

et supérieure du corridor de contrôle de cinq points de base.

Pour empêcher les gros opérateurs financiers de garer des fonds pendant la nuit sur le marché des pensions GC en dessous de 0,00% au bas du couloir, notre Williams a augmenté son taux d'offre de RRP à 0,05%.

Les banques croulent sous 3 800 Mds\$ de réserves excédentaires. Pour les empêcher d'utiliser ces réserves à des taux inférieurs au corridor supérieur de son objectif politique, la Fed a relevé son taux IOER (intérêts payés sur les réserves excédentaires) de 10 points de base, à 15 points de base (ligne pointillée violette sur le graphique ci-dessous).



La Fed paie les marchés

Le taux *reverse repo* de cinq points de base signifie une chose : assise sur un bilan de 8 000 Mds\$ de dette souveraine sans risque, la Fed empruntera néanmoins désormais des montants illimités à cinq points de base auprès des fonds du marché monétaire et d'autres institutions gorgés de liquidités.

La Fed paie les marchés monétaires pour lui prêter de l'argent... alors qu'elle n'en a que faire.

Si elle voulait vraiment drainer les liquidités excédentaires des marchés monétaires – ce à quoi équivalait le récent emprunt de 800 Mds\$ de facilité RRP –, il suffirait simplement de vendre une petite partie de son immense trésor de 8 000 Mds\$ de valeurs du Trésor, billets ou titres des agences GSE.

Mais non, cela équivaldrait à admettre que la Fed change sa « position politique » en faveur d'un resserrement – un changement que les marchés bien sûr désapprouveraient. Par peur de ce que peuvent penser les marchés, la Fed construit donc des usines à gaz.

Elle est non seulement concrètement otage, dominée par les besoins des marchés, mais elle est paralysée dans ses réflexions. [Elle doit obéir](#), se conformer aux attentes de marchés !

Emprunter de l'argent à l'industrie financière d'une main pendant qu'on pompe de nouvelles quantités massives de l'autre main, n'est-ce pas le comble de l'absurde ? Et payer 15 points de base aux banques pour parquer les réserves excédentaires l'est encore plus.

▲ RETOUR ▲

L'histoire oubliée des banques

par Tuomas Malinen 2021-06-24



Le secteur bancaire est au cœur des systèmes économiques modernes. L'histoire de la banque est également très longue. Les premières banques sont apparues il y a environ 2 500 ans, selon les dernières recherches historiques.

Comme nous l'avons expliqué précédemment, les banques génèrent la majeure partie de l'argent frais en circulation. Elles ont également permis de grands bouleversements économiques et sociétaux, dont la révolution industrielle. Aujourd'hui, les banques sont au cœur du changement, ou de la "bataille", qui s'annonce au sein de nos systèmes économiques.

Dans ce deuxième blog de notre série sur l'histoire financière, nous examinons le développement du secteur bancaire, depuis les premiers échangeurs de monnaie jusqu'à l'émergence du secteur bancaire parallèle, et nous expliquons le fonctionnement du système bancaire moderne.

Les origines

Comme nous l'avons expliqué dans le blog précédent, les pratiques bancaires se sont développées dans la Grèce antique, plus précisément dans la ville portuaire du Pirée, où les banquiers locaux, ou trapezitai, prenaient des dépôts et accordaient des prêts à la fin du Ve siècle avant notre ère.

Cependant, les premières banques connues qui ressemblent vraiment aux banques modernes opéraient dans la Rome impériale. Les argentarii, qui apparaissent dans l'histoire romaine au milieu du quatrième siècle avant J.-C., prenaient des dépôts, avançaient de l'argent aux clients, prêtaient aux enchérisseurs lors de ventes aux enchères et transféraient de l'argent par le biais de lettres de change. En raison de la sophistication de ce système bancaire, il n'est pas surprenant que Rome ait également connu les premières crises bancaires. Nous y reviendrons plus tard.

De simples banques marchandes, généralement au service des souverains, sont apparues en Europe au 14e siècle. Elles se concentraient sur le financement de la production et du commerce des marchandises. Alors que les Chinois avaient inventé la comptabilité, celle-ci n'est apparue au cœur du développement et de la civilisation occidentaux que grâce aux banques italiennes et aux travaux de scolastique de Lucques Pacioli en 1494. Les premières banques et les premiers systèmes de paiement modernes sont nés des foires commerciales où se

réglait les échanges de marchandises.

Lors des foires commerciales de Lyon, au milieu des années 1500, les marchands se sont rendu compte que la fiabilité des marchands internationaux connus permettait de transmettre leurs billets à ordre (une promesse de remboursement à une date ultérieure) à des marchands locaux moins connus afin de créer un système de crédit, dans lequel les promesses bilatérales entre marchands locaux et internationaux étaient payées sous forme de passif liquide. Celles-ci pouvaient ensuite être facilement cédées de créancier à créancier et, en substance, créer de la monnaie et du crédit.

C'est ainsi qu'est né le système bancaire à réserves fractionnaires.

Le système bancaire à réserves fractionnaires

Dans un système bancaire à réserves fractionnaires, seule une petite partie - ou "fraction" - des engagements, comme les dépôts, et des actifs, comme les prêts, est couverte par les réserves ou le capital d'une banque.

Une banque est une entité exceptionnelle dans le sens où, alors que, par exemple, la production d'une entreprise de tracteurs est constituée de tracteurs, la production d'une banque est constituée de dettes. Cette dette est émise sous la forme d'une reconnaissance de dette ou, plus précisément, d'un dépôt bancaire. En gros, la banque promet que quelle que soit la somme que vous y déposez, vous pourrez la récupérer quand vous le voudrez ; une sorte de garantie contractuelle.

Le problème du système bancaire à réserves fractionnaires est que seule une part fractionnaire de cette dette bancaire est couverte à un moment donné. Ainsi, une crise bancaire se développera lorsque les détenteurs de la dette bancaire - également appelés "déposants" - demanderont à convertir leurs créances en espèces ou en d'autres formes d'actifs liquides en excès des réserves de la banque. Outre les dépôts, cette dette bancaire peut être constituée d'obligations, de produits dérivés ou de financements obtenus sur les marchés interbancaires.

Réserves et banques centrales

Avant la création de la Réserve fédérale en 1914, les banques américaines constituaient elles-mêmes des réserves par l'intermédiaire de chambres de compensation. Comme les banques souhaitaient percevoir des intérêts sur leurs réserves, elles les prêtaient à d'autres banques. Les réserves étaient re-louées et re-louées entre les banques jusqu'à ce qu'elles finissent par être prêtées afin de gagner suffisamment pour couvrir l'intérêt promis sur les réserves. Ces réserves étaient connues sous le nom de "réserves fictives". La loi bancaire de 1933 a interdit le paiement d'intérêts sur tous les dépôts à vue aux États-Unis.

Les données utilisées pour créer la dette bancaire comprennent le capital de la banque, les actifs et l'environnement réglementaire, qui dicte, par exemple, le "ratio de réserve" que les banques doivent respecter. En raison des innovations technologiques et financières, la proportion de capital bancaire requise comme facteur de détermination du niveau d'endettement des banques a diminué, en gros, depuis la création des banques modernes. Ainsi, le capital que les banques doivent détenir en contrepartie de leurs engagements a diminué de manière similaire tout au long du développement des banques modernes.

Comme les responsables bancaires considèrent souvent que des niveaux de capital élevés sont une source de stabilité, renforçant la fiabilité d'une banque, ils sont réglementés depuis les années 1980. Cependant, étant donné que les crises bancaires sont essentiellement des fuites de capitaux - sous forme physique ou numérique - contre le passif des banques, elles ne peuvent être arrêtées par des exigences élevées en matière de capital ou de réserves. L'histoire le montre très clairement.

Le "shadow banking" (banque de l'ombre)

Depuis la naissance de la banque, les banques ont été à l'avant-garde de la répartition des risques par la diversification et la couverture. Aux États-Unis, les banques ont commencé à vendre des titres de créance adossés à des hypothèques aux investisseurs dans les années 1960. L'idée était de répartir le risque en dehors du bilan des banques, ce qui rendrait plus de fonds disponibles pour les prêts. C'est essentiellement à ce moment-là que le "shadow banking" est né.

Dans les années 1990, la diversification et la couverture ont fait un grand bond en avant lorsque le contrat d'échange sur défaut de crédit, CDS, a été développé. Dans ce système, le risque d'un prêt est compensé par un tiers auquel la banque - ou, plus généralement, l'émetteur d'un prêt - verse une commission pour l'assurance.

Ce nouveau système de répartition des risques par la diversification et la couverture a été élevé à un nouveau niveau après que l'équipe chargée des produits dérivés chez J.P. Morgan a inventé une sorte de société écran, ou SPV ("Special Purpose Vehicle"), pour porter certains prêts bancaires hors du bilan de la banque. Un SPV regroupait les prêts à risque et les revendait aux investisseurs selon des tranches de risque calculées, les investisseurs recevant alors des revenus d'intérêts en fonction du degré de risque de chaque tranche en leur possession. Cette construction était appelée Bistro ("Broad index secured trust offering").

Parmi les autres innovations, citons le titre synthétique de créance collatéralisée, ou CDO. Il s'agissait d'une version standardisée et plus générale du Bistro, qui pouvait être construite non seulement à partir de CDS et d'autres produits dérivés, mais aussi à partir de différents titres de créance, tels que des hypothèques.

On peut dire que le secteur bancaire parallèle est constitué de toutes les entités financières qui accordent des prêts, mais qui ne sont pas réglementées par le cadre réglementaire bancaire standard. Il s'agit notamment des banques d'investissement, des SPV, des véhicules d'investissement structurés (SIV), des fonds spéculatifs, des conduits et des fonds du marché monétaire.

La crise financière mondiale de 2008 a été provoquée par les défaillances en cascade des "banques fantômes".

Banques et liberté

Les banques et le système bancaire existent depuis les premiers jours de la civilisation humaine.

Les banques athéniennes découplaient la finance des autres entreprises, ce qui facilitait le soutien au commerce maritime lointain. L'Égypte a créé des banques d'État dès le troisième siècle avant Jésus-Christ, sous la domination macédonienne. L'Empire romain a développé les principes de la banque moderne, qui ont été finalisés en Europe au Moyen-Âge.

Les banques centrales, créations assez récentes, ont commencé à dominer le système bancaire dans les années 1920. Depuis lors, leur emprise sur les systèmes bancaires et financiers s'est intensifiée. Grâce à l'émission de monnaies numériques de banques centrales, les CBDC, elles pourraient s'élever au rang de maîtres du système bancaire et donc de l'économie. Hélas, les CBDC sont susceptibles de devenir la plus grande menace pour le secteur bancaire depuis sa création.

Ceux qui défendent le contrôle centralisé de l'économie applaudissent naturellement l'idée des CBDC. Ils peuvent même considérer le secteur bancaire comme "diabolique" et se réjouir du "soulagement" apporté par ce contrôle centralisé. Toutefois, ils devraient également reconnaître que les banques commerciales modernes, et leurs ancêtres, ont joué un rôle crucial dans l'établissement de notre niveau de vie actuel. Ils devraient également se rappeler les leçons de l'histoire, les horreurs et la pauvreté des systèmes économiques contrôlés de manière centralisée, comme sous le communisme.

Ainsi, chacun devrait également se demander à quoi ressemblerait le monde si une entité gouvernementale,

comme une banque centrale, dictait qui obtient le financement de tel ou tel projet ? C'est la voie vers laquelle nous nous dirigeons avec l'émission de CBDCs - et nous craignons la réponse.

Les comptes historiques sont basés sur : William Goetzmann : Money Changes Everything : How Finance Made Civilization Possible ; Gary B. Gorton : Misunderstanding Financial Crises : Why We Don't See Them Coming ; et Felix Martin : Money : The Unauthorized Biography. Gillian Tett : Fool's Gold.

▲ RETOUR ▲

.David Stockman sur les politiques monétaires socialistes de la Fed et ce qui va suivre

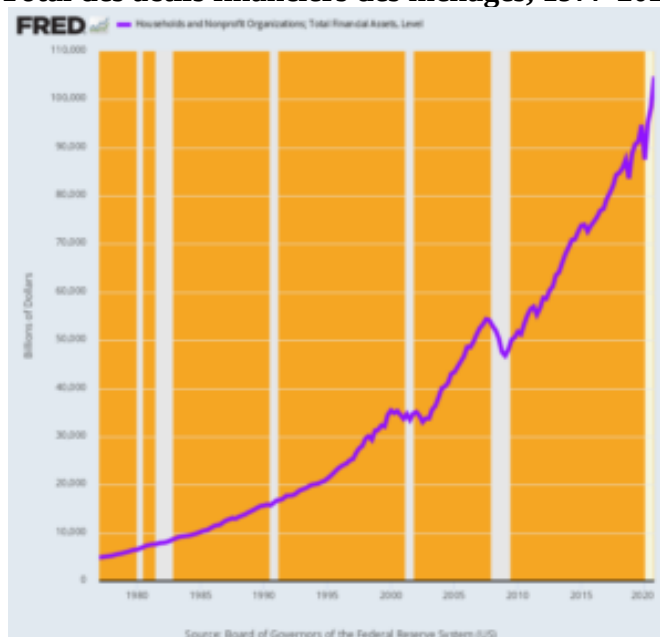
par David Stockman Juillet 2021

La planification centrale socialiste a été élevée à une nouvelle forme d'art basée sur le contrôle de l'économie depuis les hauteurs de la finance.

Autrefois, les banques centrales s'occupaient de l'argent, dans le sens où elles en garantissaient la disponibilité, la liquidité et la stabilité. Mais la Fed d'aujourd'hui ne dit jamais un mot sur l'endroit où l'argent naît et réside - les marchés financiers - alors qu'elle ne cesse de parler de l'économie de la rue principale, de l'état des composantes et des éléments constitutifs du PIB et de ses objectifs en la matière.

Au cours des 43 dernières années, le total des actifs financiers détenus par le secteur des ménages a augmenté d'un montant stupéfiant de 100 000 milliards de dollars. Et il ne s'agit là que d'une approximation des niveaux massifs de dépôts bancaires, de fonds du marché monétaire, d'obligations, d'actions cotées en bourse et d'actions privées qui alimentent la chaîne et la trame du PIB national de 21 000 milliards de dollars.

Total des actifs financiers des ménages, 1977-2020



La Fed a passé les 13 dernières années à plafonner et à étouffer le taux du marché monétaire.

C'est du socialisme sous un autre nom.

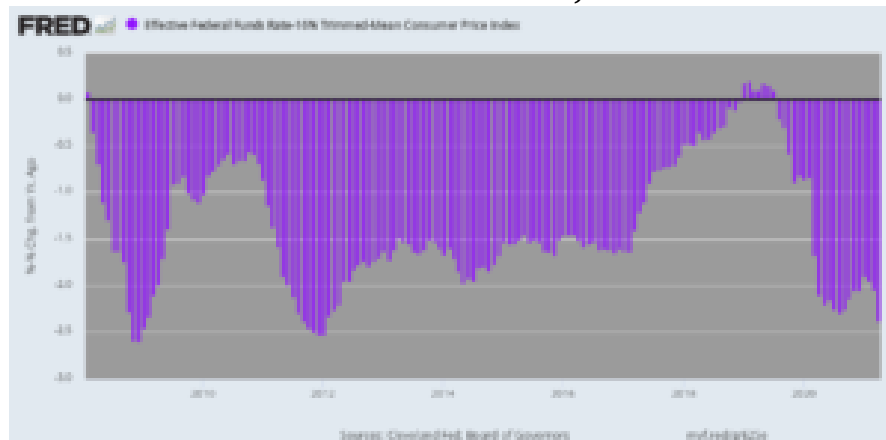
Ironiquement, cela conduit au même résultat que dans l'ancienne Union soviétique : une économie défailante

pour les masses et une concentration de la richesse et des privilèges parmi les quelques élites qui sont proches des leviers de contrôle.

Le graphique ci-dessous montre le taux réel des fonds fédéraux, calculé en soustrayant l'augmentation moyenne de l'IPC d'une année sur l'autre du taux cible de la Fed. Au cours des 169 derniers mois (depuis mars 2008), le taux a été profondément négatif pendant 96 % du temps et juste un peu positif pendant un grand total de 7 mois, tous en 2019. Et maintenant, après l'orgie d'impression monétaire de l'année dernière, le taux réel des fonds fédéraux s'établit à -2,37 %, soit presque le niveau le plus profond jamais atteint.

Jamais, en un million d'années, les participants à un échange volontaire sur le marché libre ne prêteraient de l'argent - même du jour au lendemain - à un taux réel négatif. Cela défie la logique économique et le bon sens même.

Taux réel des fonds fédéraux, 2008-2021



Mais ces nouveaux mécanismes de contrôle socialiste - tout comme dans l'ancienne Union soviétique - n'étaient pas du tout à la hauteur de la tâche. Parmi les nombreux échecs et maux de cette dernière, il y avait le fait que la planification centrale avait tendance à produire d'énormes effets maléfiques involontaires en raison d'incitations et de signaux de prix erronés.

Par exemple, les directeurs des usines de clous soviétiques étaient évalués et récompensés en fonction du tonnage produit. L'histoire raconte qu'un type entreprenant a massivement dépassé son quota en produisant des clous de dix tonnes seulement !

En fait, c'est ce qui se passe aujourd'hui sur les marchés financiers. Les banquiers centraux visent le déflateur des dépenses de consommation personnelle et le taux de chômage U-3, mais les énormes injections de liquidités destinées à maintenir le cadran de contrôle des taux d'intérêt sur la cible ne quittent jamais vraiment les canyons de Wall Street.

Au lieu de cela, elles gonflent radicalement le prix des actifs financiers et dégonflent le coût de portage de la dette, amenant ainsi les acteurs économiques à copier le gestionnaire de l'usine à clous soviétique.

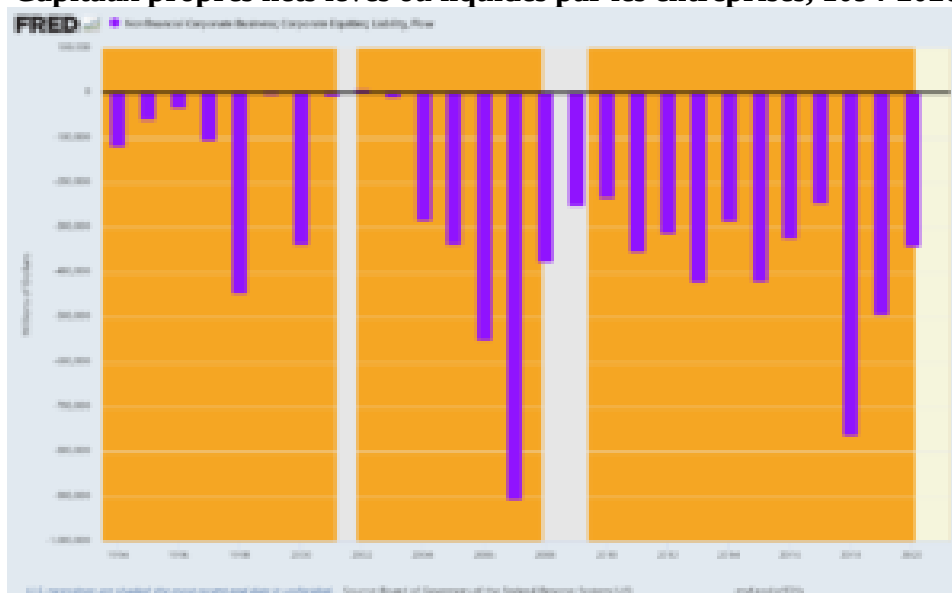
Par exemple, les dirigeants d'entreprise paralysent bêtement leurs bilans en allouant des milliers de milliards à des manœuvres d'ingénierie financière telles que des rachats d'actions et des fusions-acquisitions non rentables.

Le graphique ci-dessous montre le flux net d'actions dans l'économie américaine depuis 1994, tel que suivi par la Réserve fédérale. Au cours de cette période de 26 ans, il n'y a eu qu'une seule année (2002) où les sociétés non financières ont levé un montant positif de capitaux propres nets, tout en liquidant un total de 8000 milliards de dollars de capitaux propres comptables sur la période.

En d'autres termes, pendant la majeure partie des trois dernières décennies, les dirigeants des entreprises américaines ont liquidé en moyenne 310 milliards de dollars de capitaux propres par an.

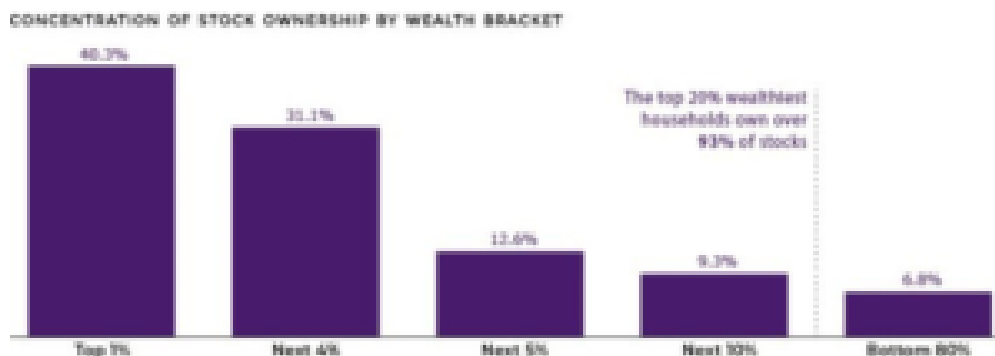
En fait, ils dirigent des fonds spéculatifs glorifiés, et non des entreprises de la rue principale.

Capitaux propres nets levés ou liquidés par les entreprises, 1094-2020



Il n'y a pas de mystère quant à la destination de toutes les liquidités des entreprises utilisées pour racheter des actions et racheter d'autres sociétés : les 1% et 10% supérieurs, qui possèdent respectivement 40% et 71% des actions, et les 20% supérieurs, qui possèdent 93% du total.

Lorsqu'il s'agit de la tâche pour laquelle le marché libre, et non la branche bancaire centrale de l'État, est adapté - générer des niveaux de vie croissants et une richesse réelle et durable - la Fed - comme les planificateurs soviétiques - produit beaucoup de clous inutiles de 10 tonnes.



▲ RETOUR ▲

.Le cul entre deux chaises

rédigé par [Olivier Delamarche](#) 6 juillet 2021

Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, selon le consensus – et les banques centrales. Mais si c'est bien le cas... pourquoi ne pas normaliser la politique monétaire et commencer à résorber l'océan de dettes actuel ?



Ce n'est jamais agréable d'avoir le cul entre deux chaises. Mais, dans le cas présent, c'est un cas d'école, et elles s'y sont mises toutes seules !! Je parle des fesses des banquiers centraux, bien sûr.

Les banques centrales sont coincées entre un relèvement des taux – pour répondre à des anticipations justifiées ou pas d'inflation – et un *statu quo* pour ne pas casser le modèle économique basé sur la dette... et surtout, le plus important, cette ambiance de foliiiiie où tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, tout le monde est un génie, tout le monde tweet quand il faut, fait exploser des trucs qui ne valent rien.

Moins cela a de valeur, plus le prix est élevé, tout le monde peut s'installer devant un écran, utiliser l'argent que distribue l'État, mettre un levier maximum et devenir rapidement ultra riche sans effort !! Enfin ça, c'est sur le papier. La réalité étant parfois plus cruelle...

Mais revenons à nos moutons...

Certains, prenant l'air inspiré, parlent de *tapering*, d'autres scrutent le langage corporel des banquiers centraux, d'autres encore lisent dans les entrailles du poulet dominical pour augurer la date à laquelle les banques centrales réduiraient l'impression monétaire et même renverseraient totalement la vapeur en montant les taux.

Posons les bonnes questions

La question ne serait-elle pas plutôt de savoir si les Etats-Unis seront en mesure de soutenir une croissance positive de leur PIB en l'absence de nouveaux stimulants chaque année ?

Ou, plus inquiétant : que se passera-t-il si la Fed était contrainte de réduire les taux maintenant, alors que les anticipations inflationnistes sont au plus haut ?

Quelles seront les conséquences sur les monnaies (je dis les monnaies, car la Fed n'est pas la seule banque centrale à être dans cette situation) ? Comment les marchés vont-ils réagir lorsqu'ils se rendront compte que la Fed n'a aucun moyen de sortir de l'impasse dans laquelle elle s'est fourrée ?

Ce sont les questions inconfortables auxquelles les dirigeants politiques et économiques comme les marchés devront répondre dans les mois à venir.

A chaque fois que la Fed a eu un choix à effectuer, elle a pris la mauvaise décision. Déjà en 1937, lorsque, croyant l'économie repartie, elle avait commencé à remonter les taux, remettant aussitôt l'économie à genoux. Seule la Deuxième Guerre mondiale sauvera la situation.

Ou, plus récemment, en 1998, avec la garantie des banques engagées dans la faillite de LTCM.

Puis, à partir de 2000, lorsqu'elle a ouvert en grand les vannes de la planche à billets (avec un grand coup

d'accélérateur en 2008) pour ne jamais les refermer, ce qui a fait enfler la dette pour un résultat artificiel en apparence positif, mais en réalité nul voire négatif sur la croissance économique.

En mars 2019, j'écrivais :

« M. Powell marche dans les traces de Mme Yellen et alors qu'il s'interrogeait sur le niveau considéré comme neutre à 3,5%, il restera finalement à 2,5%. Il a même donné l'assurance aux investisseurs, tout comme son collègue européen, que s'il se passait quelque chose sur les marchés – autrement dit si les principaux indices chutaient –, la Fed serait là pour les soutenir. »

Que fait la police ?

Personne ne se pose les bonnes questions et, rassérénés par ces informations, les robots-algorithmes achètent à tours de bras.

Si l'économie des Etats-Unis est en surchauffe (comme l'ont écrit certains que je ne nommerai pas par charité chrétienne)... s'ils sont au plein-emploi, si la croissance est forte et solide... si un taux neutre est à 3,5%... si les revenus grimpent plus vite que l'inflation... si les tensions inflationnistes sont inquiétantes... alors... que fait la POLICE ???

Pourquoi une telle réticence à la normalisation ? Pourquoi rappeler qu'on est là en cas de pépin, alors que tout va si bien ? Nous aurait-on induit en erreur ? Aurait-on abusé du maquillage d'une situation en réalité beaucoup moins glorieuse que publiée ?

En outre, comme la prévision n'a jamais été le fort de ces institutions, toujours en retard de plusieurs trains, il est plus que probable que M. Powell réagisse à des données actuelles plutôt que sur la base d'indicateurs avancés.

J'ai décrit de multiples fois la situation américaine réelle : les chiffres du chômage n'ont rien à voir ceux publiés officiellement, les revenus réels sont en baisse, la réindustrialisation n'existe pas, le marché de l'emploi se précarise et se caractérise par un basculement vers des emplois à temps partiel – pour la classe d'âge des plus de 60 ans, ce sont des emplois de service (barmen, serveurs) avec des salaires très faibles et peu de protection.

La classe moyenne américaine a été liquidée par Obama.

Les ménages américains ne fonctionnent qu'à la dette depuis 30 ans, mais avec une nette accélération depuis 2007, uniquement pour maintenir leur niveau de vie.

La Fed, toujours à côté de la plaque

C'est dans ce contexte qu'après neuf hausses de taux, Powell s'est rendu compte qu'un taux de 2,50% n'était pas viable pour l'économie américaine.

Il réduira d'abord les taux trois fois au cours de la crise des pensions de l'été 2019 – déversant des centaines de milliards dans une sorte de QE qui ne voulait pas dire son nom – pour ensuite réduire à nouveau les taux directeurs de 1,75% à zéro en quelques jours, après l'apparition du Covid sur la scène mondiale, conduisant à un arrêt du jour au lendemain de l'économie américaine et mondiale.

La Fed ainsi que les autres banques centrales nationalisent les marchés et injectent des milliers de milliards de liquidités sur le marché. Elles se japonisent.

De son côté, la Chine a entre ses mains à peine 4% de la dette publique américaine, contre 8,5% en 2011. On constate en outre que ce sont les pays alliés des Etats-Unis qui restent les créanciers les plus importants (en particulier le Japon).

En fait, les trois quarts de la dette sont désormais localisés aux Etats-Unis et répartis de la façon suivante : 49% sont détenus par des investisseurs privés et des collectivités locales, 28% par des agences publiques, et 23% font partie des actifs de la Réserve fédérale.

Lorsque l'on voit la manière dont se sont passées certaines des dernières adjudications – qui ont fait un flop – le pourcentage détenu par la Réserve fédérale va prendre une part de plus en plus prépondérante dans la détention de la dette.

Ce dernier point mérite qu'on s'y attarde, car le bilan de la banque centrale ne cesse de gonfler, grim pant de 870 milliards au début de la grande crise financière en août 2007 à 7 700 milliards en mars 2021.

A suivre...

▲ RETOUR ▲

.Quand investir ne rapporte plus assez

rédigé par [Bruno Bertez](#) 7 juillet 2021

Le système est noyé sous un tel excès de « capital » qu'il ne sait plus comment l'investir. La spéculation effrénée et l'endettement malsain règnent – et la situation ne peut se résoudre que d'une seule façon : par la crise.



Nous analysons [un texte de l'économiste Nouriel Roubini](#). Le point de fuite des analyses de Nouriel Roubini n'est pas, comme chez moi, le taux de profitabilité et la suraccumulation de capital, mais il recouvre la même chose par le biais de l'excès de dettes et la référence à Minsky.

L'excès de crédit du [moment d'instabilité de Minsky](#) est une sous-partie de l'excès de capital fictif auquel je fais souvent allusion.

Disons que Minsky voit le moment spéculatif de la phase finale comme une sorte de résultat de l'esprit de jeu et de spéculation – alors que pour ma part, je considère que cette phase spéculative est objectivement déterminée. On ne peut y échapper et elle est produite par l'érosion de la profitabilité des investissements économiques productifs.

On spéculer car investir ne rapporte plus assez (racheter ses propres actions rentre bien sûr dans la catégorie de la spéculation).

L'insuffisante rentabilité du capital oblige à produire toujours plus de dettes, et l'accumulation des dettes rend le système :

- d'abord fragile...
- ensuite insolvable...
- enfin spéculatif...

... tout en piégeant les banques centrales.

Insurmontable contradiction

Nous sommes dans un moment Minsky étalé par les actions de dilution monétaire des banques centrales.

Le schéma est en apparence différent car c'est de l'économie grand public idéologique, mais le sous-jacent, le cristal des articulations dialectiques qui sous-tend le texte de Roubini est le même : le système est pris dans une contradiction insurmontable, dans un dilemme.

Et encore !

On n'a même pas le choix entre la peste et le choléra, il n'y a aucune solution qui permette d'éviter la révolution du système.

Là où cela doit advenir, cela adviendra. Les hommes ne sont pas des magiciens ni des dieux – ce ne sont que des illusionnistes.

Le bon sens et la sagesse des nations disent : on est toujours puni par où l'on pêche. Si on a péché par la dette, on sera puni par la dette. On a voulu mettre de l'infini sur du fini – et on périra de cette prétention.

▲ RETOUR ▲

.C'est l'économie réelle qui va trinquer

rédigé par [Olivier Delamarche](#) 7 juillet 2021

A tous les niveaux, les risques s'accumulent. Croissance, inflation, dette, démographie... La crise pourrait être sans précédent – et ce seront les classes moyennes qui en paieront les pots cassés. Il est temps de vous préparer.



Les dettes continuent de s'accumuler, le bilan des banques centrales augmente et la croissance laisse à désirer, [disions-nous hier](#).

A cela vient s'ajouter un autre point important aux États-Unis et en Europe : la démographie. C'est l'un des moteurs de la croissance déterminant pour la croissance potentielle... et elle est en chute libre avec la crise sanitaire.

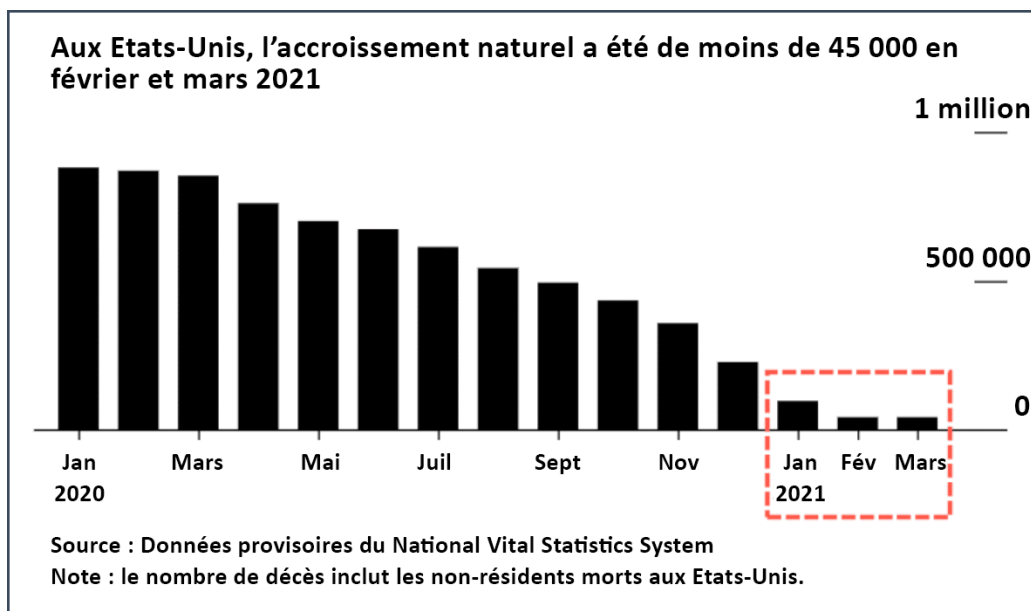
Je rappelle les niveaux de fécondité d'avant crise : 1,87 en France, 1,29 en Italie, 1,26 en Espagne.

Or cette crise sanitaire a provoqué un nouvel effondrement de la natalité. En Espagne, en décembre et janvier, le nombre de naissances a encore chuté de 22,6% par rapport à décembre 2019 et janvier 2020.

Des baisses similaires, écrit le journal *El País*, ont été enregistrées en Italie (-21,6%) ou même en France (-13%). « Mais », estime le quotidien, « la chute est particulièrement préoccupante en Espagne, qui connaît déjà l'un des plus bas taux de fécondité au monde. »

Il n'y a pas que l'Europe...

Le phénomène se retrouve aussi aux États-Unis (voir graphique ci-dessous), où la différence entre naissances et morts, en temps normal de plusieurs centaines de milliers par mois, est tombée à 45 000 en février en mars 2021. Il n'y a pas que les banques centrales qui se japonisent, les utérus aussi.

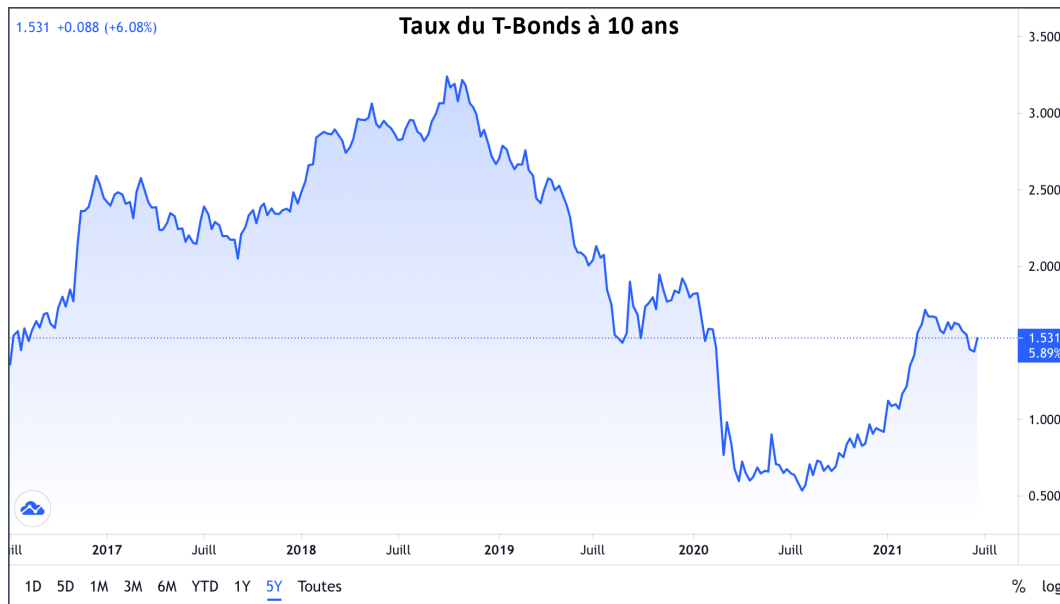


Cela va peser de façon importante sur le vieillissement de la population à l'avenir, donc sur l'épargne des ménages, la dépendance, la vente de leurs actifs par les retraités pour maintenir leur niveau de vie. Il n'y aura guère plus que la Fed pour acheter les énormes déficits budgétaires et autres par la planche à billets.

Il n'y a plus de marché

Peut-être que le marché va se rendre à l'évidence qu'un cycle de resserrement de la Fed est impossible ?

Vous pouvez constater que même si les taux à 10 ans (graphique ci-dessous) ont remonté depuis leurs plus bas, nous ne sommes revenus qu'au niveau d'avant la crise du Covid, et que cela a nécessité un martèlement continu de déclarations optimistes d'une croissance explosive à l'avenir. Alors les taux vont-ils continuer à monter ?



Pour cela, il faudrait qu'il y ait un marché. Ce n'est pas le cas.

Je vous rappelle que nous sommes dans un régime de prix administrés : les prix de marchés n'existent plus, ce sont les banques centrales – par leurs achats massifs – qui fixent les prix.

De plus, l'activité, très faible, ne génère pas d'inflation classique, celle qui vient d'un décalage entre l'offre et la demande. Dans le cas présent, le risque d'inflation vient de la perte de confiance dans la monnaie car, pour le reste, la situation est plutôt déflationniste sur le long terme même si ici et là quelques tensions peuvent survenir.

Donc, les banques centrales vont-elles continuer de monter les taux directeurs ? La réponse est non.

Vont-elles laisser les taux de marchés continuer à monter ? Encore non.

Vont-elles réduire le rythme de l'imprimante ? Toujours non.

Vont-elles financer de plus en plus les énormes déficits des États ? Cette fois : oui !

Quel est le risque ?

Le dernier banquier central indépendant – et probablement le seul – fut Paul Volcker, à la tête de la Fed – et ça remonte à 40 ans. N'attendez donc pas que les banquiers d'aujourd'hui aillent à l'encontre des politiques.

En revanche, en Europe, les problèmes ne viendront pas de la banque centrale, mais plutôt de certains États dits frugaux qui manifestent régulièrement leur énervement vis-à-vis des pays du club Med – dont nous faisons partie – qui dépensent sans compter et surtout sans faire le moindre effort pour contrôler la dépense publique tandis qu'eux se serrent la ceinture.

Si les marchés sont sous contrôle de la Fed, quel est le risque ? La dépendance envers les marchés des banques centrales limite en effet la casse possible. Comme celles-ci ne sont pas limitées dans leur volume d'achat, elles iront jusqu'au bout.

Vous remarquerez qu'à chaque fois qu'il y a eu un recul significatif, les banques centrales sont intervenues fort opportunément, au moment critique, pour remonter les marchés. Je serais très surpris qu'elles changent de stratégie maintenant.

C'est l'économie réelle qui va trinquer : ce qu'il reste des classes moyennes, la société dans son ensemble.

C'est ce qu'on vit depuis 2008 : les banques centrales se fichent totalement de l'économie réelle, leur seul mandat est de perpétuer le système et de tout financiariser, même les besoins vitaux comme l'eau, quel qu'en soit le prix.

Le vrai risque serait donc économique et social ? L'exercice d'équilibriste va être de plus en plus compliqué, même pour des maîtres du « en même temps » et de la déformation du sens des mots.

Des illusions, désillusions

Il va falloir expliquer aux chômeurs qu'ils ont l'illusion d'être chômeurs, aux entrepreneurs en faillite qu'ils ont l'illusion d'être en faillite, aux neuf millions de pauvres en France qu'ils n'ont que l'illusion d'être pauvre...

Lorsque la population ne pourra plus se loger parce que les loyers seront hors de prix, que les gens ne pourront pas manger parce qu'ils n'auront pas de quoi se payer un repas, qu'ils ne pourront plus se déplacer – pour ceux qui auront encore un travail – parce que les prix de l'essence auront pris encore 20%, que le pays sera complètement désorganisé, et que les banques seront fermées tandis que les Bourses creuseront toujours l'écart entre les 0,1% et les autres...

... La situation risque de dégénérer rapidement.

Alors rentre-t-on dans une période de stagflation ? Malheureusement, je ne crois pas qu'on s'arrête là. On atteindra plutôt l'effondrement. On s'est trop enfoncés dans l'incompétence et la corruption.

Pour ce qui est de l'inflation, je pense qu'on passera directement à l'effondrement des monnaies, donc à l'hyperinflation.

Maintenant que vous connaissez l'épilogue de ce mauvais film, il faudra vous protéger de l'effondrement de la monnaie. Vous devez diversifier vos devises, acheter des métaux et des actifs réels dans des secteurs résilients, vous débancariser au maximum (dans des banques privées suisses pour ceux qui en ont les moyens, et par achat de métaux pour les autres), vous méfier de l'immobilier et en général de tout ce qui est à la portée des mauvaises intentions de ceux qui nous dirigent.

Je ne sais pas si cela sera suffisant face à des gens prêts à toutes les bassesses dans une illusion de démocratie mais, en tout état de cause, ce sera mieux que de rester dans le déni et de ne rien faire.

▲ RETOUR ▲

.Le pouvoir, la cupidité et le statut corrompent l'élite américaine

Bill Bonner | 6 Jul, 2021 | Journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Les journaux du dimanche ont tiré la sonnette d'alarme sur le "changement

climatique mondiale". Apparemment, les gens étouffent presque partout - de Dubaï au Canada.

Les journaux ont montré des cartes effrayantes, avec la plupart de l'hémisphère nord - comme l'enfer lui-même - coloré en rouge vif. Certains chroniqueurs affirmaient que de grandes parties de la Terre pourraient bientôt être inhabitables si aucune mesure n'était prise.

D'autres étaient persuadés que nous pourrions baisser le thermostat de la planète, si nous nous y mettions, c'est-à-dire si nous soutenions le programme de régulation climatique de l'élite.

"La transition écologique et solidaire", comme l'appellent les Français. "Le New Deal vert", c'est ainsi qu'on le décrit aux États-Unis.

Libération

Mais ici, en Irlande, il est difficile de s'inquiéter de la chaleur.

Le 4 juillet a été un jour d'été comme les autres, avec une température d'une soixantaine de degrés F et des averses qui donnent l'impression qu'il fait encore plus frais. Sur les cartes de l'apocalypse, l'Irlande était vert clair.

Presque toutes les familles irlandaises ont des parents - souvent très éloignés - en Amérique. La fête du 4 juillet est bien connue.

Même notre pasteur l'a mentionné dans son sermon à la messe de dimanche.

C'est le jour de l'indépendance de l'Amérique", a-t-il commencé, "le jour où ils célèbrent leur libération de la Grande-Bretagne". Et, bien sûr, nous avons reçu le message de ce côté-ci de l'Atlantique, aussi, que nous pouvions libérer l'Irlande de la Grande-Bretagne. Cela a pris 146 ans de plus.

"Et oui, nous pouvons nous libérer d'un gouvernement. Nous pouvons changer les personnes qui nous gouvernent - soit par la force des armes, soit simplement en votant pour un autre candidat.

"Mais nous ne pouvons pas changer qui nous sommes... ou les règles fondamentales selon lesquelles nous vivons. Ces règles n'ont jamais fait l'objet d'un vote... ni d'un combat. Vous pouvez les nier. On peut les ignorer. Mais on ne peut pas s'en libérer. Elles font partie de qui nous sommes... et de ce que nous sommes."

Vous pouvez ignorer les lois de l'économie, aurait-il pu ajouter. Mais vous ne pouvez pas ignorer les conséquences de leur ignorance.

Vous pouvez "imprimer" tout l'argent que vous voulez, par exemple. Vous pouvez manipuler les prix. Vous pouvez creuser des déficits de plusieurs milliers de milliards de dollars. Vous pouvez payer les gens pour qu'ils ne travaillent pas... et maintenir en vie les entreprises zombies avec de l'argent "stimulant".

La pensée de l'élite

L'élite d'une société est censée penser à ces choses. Au futur. Aux conséquences. Aux leçons du passé. À la facture d'électricité, lorsque vous laissez les lumières allumées... et à ce qui se passe lorsque vous faites un doigt d'honneur à un camionneur ou que vous dépensez tout votre argent en billets de loterie.

Les prolos peuvent exercer leurs muscles... en trimballant cette péniche et en soulevant cette balle... Mais les 10% doivent utiliser leur cerveau. Ils devraient être rationnels... conscients de l'histoire.

Ils sont censés diriger, pas suivre. Ils sont censés se souvenir des dangers et aider la société à les éviter. Ils devraient calmer la foule... et jeter de l'eau froide sur l'exubérance irrationnelle.

Ils sont censés faire le bien, et pas seulement le bien pour eux-mêmes. Ils sont censés penser aux conséquences.

L'abus de pouvoir

Ce qui nous étonne, c'est le peu de réflexion réelle que font les penseurs.

Dans l'ancienne Irlande, la loi Brehon établissait qu'il y avait cinq classes de personnes.

Les élites étaient les rois et les nobles, mais il y avait aussi des gens libres avec des biens... et les penseurs.

Les "ollambh", ou ollave, étaient la plus haute classe de penseurs... les "professeurs".

Un "shanachie" était un professeur d'histoire. Il était censé connaître les conséquences... et s'assurer que les rois s'en souviennent aussi.

L'ouvrage de Patrick Weston Joyce, *A Smaller Social History of Ancient Ireland*, explique :

En tant que Shanachie ou Historien, l'ollave était censé être spécialement instruit de l'histoire, de la chronologie, des antiquités et des généalogies de l'Irlande... Il devait connaître par cœur 350 récits historiques et romantiques. Il était censé connaître les prérogatives, droits, devoirs, restrictions, tributs, etc. du roi d'Irlande et des rois provinciaux. En tant qu'homme érudit, on attendait de lui qu'il réponde à des questions raisonnables et qu'il explique les difficultés. Une fois admis dans les rangs convoités, le guerdon était splendide ; car il était hautement honoré, avait de nombreux privilèges et recevait des récompenses et des cadeaux princiers.

M. Joyce semble alors avoir décrit l'arc de la vie de toutes les élites...

Mais comme on pouvait s'y attendre, elles abusaient souvent de leur position et de leurs privilèges par des exigences déraisonnables, de sorte que beaucoup d'entre elles, tout en étant admirées pour leur savoir, en vinrent à être craintes et haïes pour leur arrogance.

Le pouvoir corrompt

Ce que chaque groupe veut, c'est plus de pouvoir... plus de statut... et plus de richesse.

Une élite a le pouvoir. S'il n'est pas contrôlé, le pouvoir le corrompt. Elle devient arrogante. Ensuite, il est très difficile de résister à l'utilisation du gouvernement pour obtenir ce qu'elle veut.

C'est l'histoire, grosso modo, que nous suivons chaque jour - dans laquelle l'élite américaine, financée par de l'argent fictif, est devenue corrompue, incompétente et intéressée.

Au lieu de nous aider à nous souvenir des leçons du passé, elle veut nous faire oublier... et nous faire croire que les anciennes lois ne s'appliquent plus.

L'élite a cessé de penser, en d'autres termes.

Plus de preuves demain...

▲ RETOUR ▲



Les conditions sont réunies pour une répétition de la stagflation des années 1970 et de la crise de la dette de 2008

Nouriel Roubini 2 juillet 2021 The Guardian



Les signes avant-coureurs sont là pour l'économie mondiale et les banques centrales se retrouveront dans une situation impossible.

En avril, j'ai prévenu que les politiques monétaires et budgétaires extrêmement souples d'aujourd'hui, lorsqu'elles sont combinées à un certain nombre de chocs d'offre négatifs, pourraient déboucher sur une stagflation du type de celle des années 1970 (inflation élevée et récession). En fait, le risque est encore plus grand aujourd'hui qu'il ne l'était alors.

Après tout, les ratios d'endettement des économies avancées et de la plupart des marchés émergents étaient beaucoup plus faibles dans les années 1970, ce qui explique pourquoi la stagflation n'a jamais été associée à des crises de la dette. Au contraire, l'inflation inattendue des années 1970 a effacé la valeur réelle des dettes nominales à taux fixe, réduisant ainsi le fardeau de la dette publique de nombreuses économies avancées.

À l'inverse, lors de la crise financière de 2007-2008, les taux d'endettement élevés (privés et publics) ont provoqué une grave crise de la dette - avec l'éclatement des bulles immobilières - mais la récession qui a suivi a entraîné une faible inflation, voire une déflation pure et simple. Le resserrement du crédit a provoqué un choc macroéconomique sur la demande globale, alors qu'aujourd'hui les risques se situent du côté de l'offre.

Nous nous retrouvons donc avec le pire de la stagflation des années 1970 et de la période 2007-2010. Les ratios d'endettement sont beaucoup plus élevés que dans les années 1970, et un mélange de politiques économiques laxistes et de chocs d'offre négatifs menace d'alimenter l'inflation plutôt que la déflation, préparant le terrain pour la mère des crises de dette stagflationnistes au cours des prochaines années.

Les mêmes politiques laxistes qui alimentent les bulles d'actifs continueront d'alimenter l'inflation des prix à la consommation.

Pour l'instant, les politiques monétaires et budgétaires laxistes continueront d'alimenter les bulles d'actifs et de crédit, propulsant un train qui s'emballe au ralenti. Les signes avant-coureurs sont déjà visibles dans les ratios cours/bénéfices élevés d'aujourd'hui, les faibles primes de risque sur les actions, les actifs immobiliers et technologiques gonflés, et l'exubérance irrationnelle entourant les sociétés d'acquisition à vocation spécifique, le secteur de la cryptographie, les dettes d'entreprise à haut rendement, les obligations de prêts collatéralisés, le capital-investissement, les actions mêmes, et l'emballement du day trading de détail. À un moment donné, ce

boom culminera par un moment Minsky (une perte soudaine de confiance), et le resserrement des politiques monétaires déclenchera un effondrement et un crash.

Mais entre-temps, les mêmes politiques laxistes qui alimentent les bulles d'actifs continueront d'alimenter l'inflation des prix à la consommation, créant ainsi les conditions d'une stagflation dès l'arrivée des prochains chocs d'offre négatifs. Ces chocs pourraient résulter d'un regain de protectionnisme, du vieillissement démographique dans les économies avancées et émergentes, des restrictions à l'immigration dans les économies avancées, de la délocalisation de la production vers des régions à coûts élevés ou de la balkanisation des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Plus largement, le découplage sino-américain menace de fragmenter l'économie mondiale à un moment où le changement climatique et la pandémie de Covid-19 poussent les gouvernements nationaux à une plus grande autonomie. Si l'on ajoute à cela l'impact sur la production des cyberattaques de plus en plus fréquentes contre les infrastructures critiques, ainsi que la réaction sociale et politique contre les inégalités, la recette des perturbations macroéconomiques est complète.

Pour aggraver les choses, les banques centrales ont effectivement perdu leur indépendance parce qu'elles n'ont guère eu d'autre choix que de monétiser des déficits budgétaires massifs pour éviter une crise de la dette. Les dettes publiques et privées ayant explosé, elles se trouvent dans un piège à dettes. Avec la hausse de l'inflation au cours des prochaines années, les banques centrales seront confrontées à un dilemme. Si elles commencent à éliminer progressivement les politiques non conventionnelles et à relever les taux directeurs pour lutter contre l'inflation, elles risquent de déclencher une crise de la dette massive et une grave récession ; mais si elles maintiennent une politique monétaire souple, elles risquent une inflation à deux chiffres - et une stagflation profonde lorsque les prochains chocs d'offre négatifs apparaîtront.

Mais même dans le second scénario, les responsables politiques ne seraient pas en mesure d'empêcher une crise de la dette. Alors que la dette publique nominale à taux fixe dans les économies avancées peut être partiellement effacée par une inflation inattendue (comme cela s'est produit dans les années 1970), les dettes des marchés émergents libellées en devises étrangères ne le seraient pas. Nombre de ces gouvernements devraient faire défaut et restructurer leurs dettes.

Dans le même temps, les dettes privées des économies avancées deviendraient insoutenables (comme ce fut le cas après la crise financière mondiale), et leurs écarts par rapport aux obligations d'État plus sûres s'envoleraient, déclenchant une réaction en chaîne de défauts de paiement. Les entreprises fortement endettées et leurs créanciers fantômes imprudents seraient les premiers à tomber, bientôt suivis par les ménages endettés et les banques qui les financent.

Certes, les coûts réels d'emprunt à long terme peuvent, dans un premier temps, baisser si l'inflation augmente de manière inattendue et que les banques centrales sont encore en retard sur la courbe. Mais, avec le temps, ces coûts seront poussés à la hausse par trois facteurs. Premièrement, l'augmentation des dettes publiques et privées entraînera un élargissement des écarts de taux d'intérêt souverains et privés. Deuxièmement, la hausse de l'inflation et l'aggravation de l'incertitude feront augmenter les primes de risque d'inflation. Et, troisièmement, la hausse de l'indice de misère - la somme de l'inflation et du taux de chômage - finira par exiger un "moment Volcker".

Lorsque l'ancien président de la Fed, Paul Volcker, a augmenté les taux pour lutter contre l'inflation en 1980-82, le résultat a été une grave récession à double creux aux États-Unis et une crise de la dette et une décennie perdue pour l'Amérique latine. Mais maintenant que les ratios d'endettement mondiaux sont presque trois fois plus élevés qu'au début des années 1970, toute politique anti-inflationniste conduirait à une dépression plutôt qu'à une grave récession.

Dans ces conditions, les banques centrales seront condamnées si elles agissent et condamnées si elles n'agissent

pas, et de nombreux gouvernements seront semi-insolvables et donc incapables de renflouer les banques, les entreprises et les ménages. La boucle fatale des souverains et des banques de la zone euro après la crise financière mondiale se répétera dans le monde entier, aspirant également les ménages, les entreprises et les banques parallèles.

En l'état actuel des choses, ce naufrage au ralenti semble inévitable. Le récent revirement de la Fed, qui est passée d'une position ultra-doviste à une position plutôt doviste, ne change rien. La Fed est prise au piège de la dette au moins depuis décembre 2018, lorsqu'un krach boursier et un effondrement des marchés du crédit l'ont obligée à inverser son resserrement politique un an complet avant que Covid-19 ne frappe. Avec une inflation en hausse et des chocs stagflationnistes imminents, elle est maintenant encore plus prise au piège.

Il en va de même pour la Banque centrale européenne, la Banque du Japon et la Banque d'Angleterre. La stagflation des années 1970 rencontrera bientôt les crises de la dette de l'après-2008. La question n'est pas de savoir si mais quand.

Nouriel Roubini a été professeur d'économie à la Stern School of Business de l'université de New York. Il a travaillé pour le FMI, la Réserve fédérale américaine et la Banque mondiale.

Project Syndicate

▲ RETOUR ▲

Semi-conducteurs : un enjeu de souveraineté technologique

rédigé par [Ray Blanco](#) 8 juillet 2021

Etats-Unis et Europe sont extrêmement dépendants de l'Asie en matière de semi-conducteurs. Alors que la pénurie fait rage, le problème devient de plus en plus inextricable... et la solution – une question de survie économique comme de souveraineté technologique – ne sera ni rapide, ni simple.



Cela ne vous aura pas échappé, de nos jours, les [semi-conducteurs](#) sont partout. Presque chaque objet de notre quotidien, de notre voiture en passant par notre machine à café, contient des puces électroniques.

Et, à mesure que nos appareils électroménagers deviendront plus connectés – mais aussi « plus intelligents » –, la demande en puces augmentera.

C'est une excellente chose dans le cas de figure où cette demande peut être satisfaite. Cela l'est beaucoup moins quand elle ne peut pas l'être. Ce qui est le cas actuellement puisqu'il y a pénurie de semi-conducteurs... Une pénurie mondiale qui nous vient tout droit d'Asie, et qui contribue à asphyxier des pans entiers de notre économie.

En ce moment, dans le monde, on estime que 80% des puces sont fabriquées en Asie. Les Etats-Unis en sont extrêmement dépendants : 65% des entreprises américaines ne produisent pas leurs propres puces.

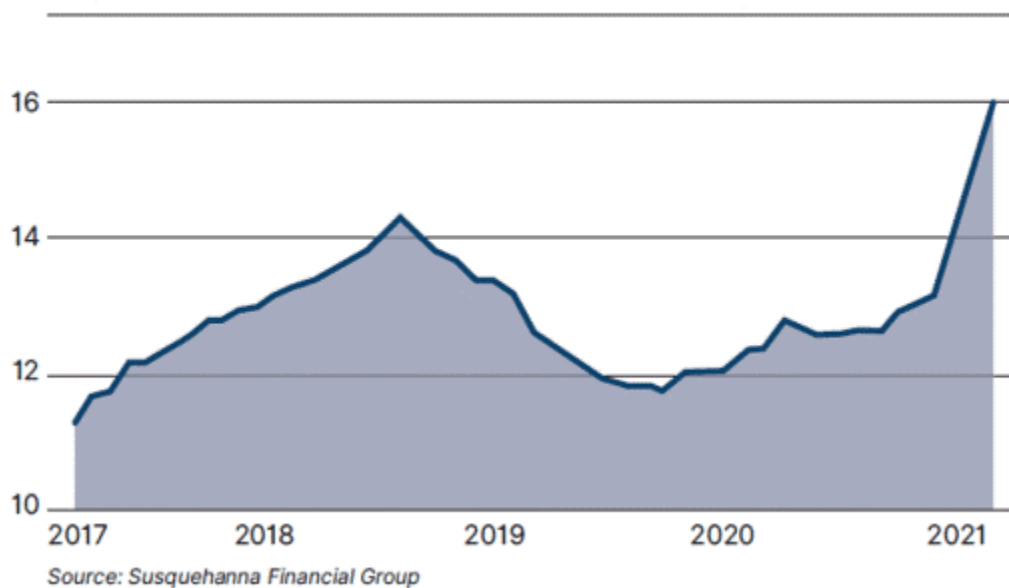
Heureusement, il y a une solution, face à ce gros problème. Mais elle ne sera ni rapide, ni simple.

Pourtant, c'est la seule façon de protéger notre mode de vie moderne...

Semi-conducteurs : des délais d'attente insoutenables

Pour mesurer l'ampleur de cette pénurie de puces, je vous propose de regarder ce graphique :

Délai d'attente sur les semi-conducteurs (en semaines)



Le délai d'attente, pour recevoir de nouvelles puces, est d'au moins 16 semaines

Comme vous pouvez le constater, actuellement, le délai d'attente moyen entre la commande et la réception de puces est de 16 semaines. Cependant, compte tenu de la complexité des chaînes d'approvisionnement, les entreprises ayant besoin de ces puces ne les auront peut-être pas avant sept ou huit mois.

N'oublions pas que le produit qui doit être livré aux Etats-Unis doit généralement parcourir tout le chemin depuis l'Asie (TSMC, à Taïwan, étant le plus grand fabricant de puces). Et pour les fabricants, cela ne signifie rien de bon...

Prenons le secteur de l'automobile, par exemple. Aujourd'hui, quasiment chaque voiture qui sort des chaînes de production a besoin, pour une raison ou pour une autre, d'une puce.

Qu'il s'agisse de faire fonctionner un GPS ou le Bluetooth, certaines fonctionnalités autrefois considérées comme de la technologie de pointe sont désormais des éléments banals que l'on trouve dans les véhicules modernes.

Par conséquent, des centaines de milliers de véhicules sont en attente de puces. Des entreprises telles que GM (General Motors) et Ford refusent de livrer aux concessionnaires des voitures n'étant pas complètement équipées.

La demande de puces et de voitures neuves étant forte, et l'offre de puces et de véhicules étant faible, cela engendre des hausses de prix inédites.

Alors que faire pour régler ce problème ? Fabriquer ses propres [semi-conducteurs](#).

La relocalisation : une question de souveraineté technologique

Les acteurs américains du secteur des puces électroniques s'appuient énormément sur les pays asiatiques pour faire fabriquer leurs semi-conducteurs.

Le principal motif, au départ, c'est bien évidemment que la main-d'œuvre asiatique est extrêmement bon marché, comparée à celle des Etats-Unis.

Mais, dans le cas de Taïwan et de la Corée du Nord, d'où énormément de puces viennent... l'écart salarial est en train de se refermer. Il est donc de plus en plus coûteux d'acheter des puces en Asie, ce à quoi il faut ajouter le coût d'un délai d'attente de huit mois.

La pénurie de puces met en danger les capacités de défense

De plus, cela menace la sécurité nationale. Les technologies militaires et aéronautiques s'appuient toutes sur des cerveaux informatiques avancées, pour les contrôler. Et ces cerveaux ont besoin d'être alimentés par des puces.

En cas de pénurie de puces, cela met en danger nos capacités de défense, en tant que nation.

Donc, si les entreprises américaines ne se mettent pas à produire des puces sur le territoire national... le gouvernement fédéral devrait intervenir et faire en sorte que cela vaille la peine de le faire.

Je pense notamment à des incitations fiscales pour produire sur le territoire : de la construction d'usines à la fabrication. Bien entendu, il pourrait s'écouler des années avant que les lois et les mesures ne soient appliquées.

Mais la chaîne d'approvisionnement est le principal problème, dans ce cas... et c'est un problème qui ne va pas disparaître de lui-même.

Les parts de marché de l'Asie, dans le secteur des puces, devraient augmenter au cours des années à venir, selon les prévisions, alors que celles des Etats-Unis ne feront que stagner.

Alors il faut agir rapidement. Pas seulement pour atténuer la crise des puces actuelles... mais pour protéger à jamais la chaîne d'approvisionnement des puces américaines.

▲ RETOUR ▲

Inflation : votre fille est muette parce qu'elle ne parle pas !

rédigé par [Bruno Bertez](#) 8 juillet 2021

Les autorités financières et politiques ont réussi à faire passer la pilule : leur vision d'une inflation « transitoire » est désormais largement acceptée. Dommage que les théories sur lesquelles elles basent leurs manipulations soient fausses...



Les démiurges ont réussi à faire passer la pilule de l'inflation ; elle est maintenant majoritairement [considérée comme transitoire](#) par les redistributeurs d'opinion.

Le combat contre les perceptions est gagné.

Le vrai combat n'est pas celui-là, cependant. Le vrai combat, c'est celui qui est mené contre les réalités... et ces réalités sont à venir. Elles ont à peine commencé de s'ébaucher – car l'inflation qui est à craindre n'est pas celle des décisions de mars 2020, non... c'est celle de la mutation subreptice de nos régimes.

A la faveur de la crise sanitaire et de la menace de crise financière, nous avons évolué vers des régimes producteurs de vraies hausses des prix des biens et services. A l'avenir, il y aura transmission.

Un nouveau régime se met en place avec un nouveau pivot aussi bien dans l'appréciation des politiques budgétaires que dans l'appréciation des missions des autorités monétaires.

La doctrine de l'inflationnisme et des dépenses déficitaires conçus comme remèdes à tous les problèmes a été étendue à tout : la diversité, le climat, le genre, l'inclusion, le militaire, etc.

Tensions sur les revenus

Tout cela est devenu redevable d'un financement monétaire prioritaire et sans limite. L'inflation, la vraie, celle qui est objective, est devant nous.

Il se dessine en effet une formidable tension sur les revenus, [sur les ressources](#) – et donc sur les prix que chacun veut fixer. C'est une certitude maintenant... mais ce n'est pas cette inflation qui est prise en compte par les marchés ; leur vue est trop courte pour qu'ils aient la capacité de l'apprécier.

L'inflation va revenir dans les grandes économies capitalistes. Les banques centrales devraient resserrer la politique monétaire, c'est-à-dire cesser d'injecter du crédit dans le système bancaire et augmenter les taux d'intérêt... mais [elles ne le feront pas](#).

Elles le savent car elles sont otages des marchés financiers et du système *shadow* bancaire.

Elles ont déjà commencé à ériger des constructions parallèles pour expliquer pourquoi elles ne luttent pas contre l'inflation : si un resserrement se produisait, cela provoquerait un effondrement des marchés boursiers et obligataires... des faillites pour de nombreuses entreprises plus faibles... du chômage... des troubles sociaux populistes... etc.

Une théorie dominante...

La théorie dominante actuelle pour expliquer et mesurer l'inflation est une théorie de circonstance ; elle n'explique rien, c'est une tautologie trompeuse, mais elle sert, elle est utile pour influencer les agents économiques peu sophistiqués.

Cette théorie est celle des « anticipations d'inflation ».

Voici comment elle se formule :

« A plus long terme, un déterminant clé des pressions durables sur les prix sont les anticipations d'inflation.

Lorsque les entreprises, par exemple, s'attendent à ce que les prix à long terme restent autour de l'objectif d'inflation de 2% de la Réserve fédérale, elles sont moins susceptibles d'ajuster les prix et les salaires en raison des facteurs temporaires évoqués précédemment. Si, toutefois, les anticipations inflationnistes se détachent de cet objectif, les prix pourraient augmenter de manière plus durable. »

Votre fille est muette parce qu'elle ne parle pas !

Si vous êtes logique, vous vous dites sans doute que ces attentes, ces mystérieuses anticipations doivent bien être basées sur quelque chose.

Les gens ne sont pas totalement stupides. Les attentes des entreprises et des ménages quant à l'augmentation plus rapide des prix doivent bien dépendre de certains constats, de certaines suppositions ou de certaines estimations sur la façon dont les prix évoluent et pourquoi. De plus, en bonne logique, les anticipations de hausse des prix n'expliquent pas les hausses de prix elles-mêmes.

... Qui est aussi fausse

Avec ces anticipations, nous sommes dans le rideau de fumée, dans la fausse logique, dans la tautologie de la fausse évidence – à peu près au même titre que s'agissant de l'autre inflation, la vraie celle-là : la hausse des prix des actifs financiers.

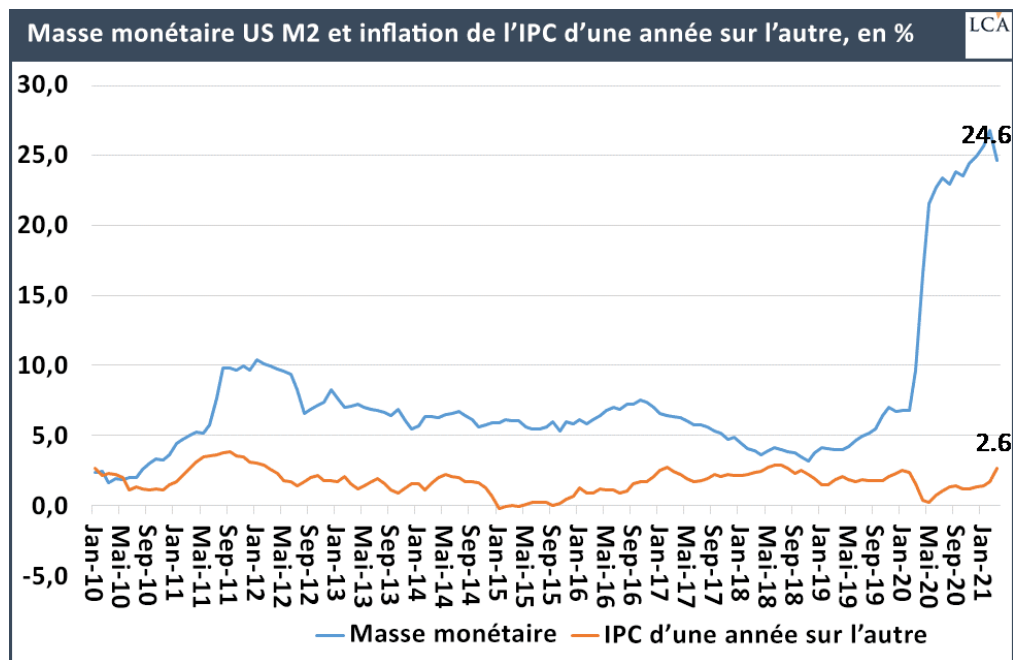
On voudrait nous faire croire que parce que les taux sont manipulés, quasi-nuls, sous prétexte de croissance lente, les actifs financiers devraient valoir plus cher que dans le passé, voire avoir des prix infinis.

La théorie de l'inflation produite par les anticipations d'inflation s'inscrit dans le cadre général des [apprentis sorciers](#) qui imposent la subjectivité comme moyen de fuir les conséquences réelles concrètes de leur gestion délirante.

On quitte l'objectivité, on impose le jeu des perceptions, on communique pour modifier les perceptions, on crée un monde imaginaire et on croit que le tour est joué. Hélas, rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme... et les problèmes non résolus reviennent toujours comme une vengeance.

On ne peut échapper à la loi de la finitude, à la loi de la valeur, même en truquant les livres de comptes.

Ci-dessous, les évolutions comparées de la masse monétaire et de la hausse des prix mesurée par l'IPC.



Les théories monétaristes sont fausses car elles partent d'une hypothèse erronée : elles croient que la masse monétaire détermine les prix des biens et des services.

Or c'est le contraire qui se produit : ce sont les variations des prix et de la production qui déterminent la masse monétaire.

▲ RETOUR ▲

La Chine : Géant fragile

Jim Rickards 6 juillet 2021



J'ai effectué de nombreuses visites en Chine au cours des trente dernières années et j'ai pris soin, lors de ces voyages, d'aller au-delà de Pékin (la capitale politique) et de Shanghai (la capitale financière).

J'ai visité Chongqing, Wuhan (l'origine de l'épidémie de coronavirus), Xian, Nanjing, de nouveaux sites de construction pour visiter les "villes fantômes", et des voyages dans la campagne agraire.

Mes voyages ont donné lieu à des rencontres avec des représentants du gouvernement et du Parti communiste et à de nombreuses conversations avec des Chinois ordinaires.

Ces voyages ont été complétés par la lecture d'un grand nombre d'ouvrages sur l'histoire, la culture et la politique de la Chine de 3 000 avant J.-C. à nos jours. Cette expérience me donne une perspective beaucoup

plus large sur les développements actuels en Chine.

En bref, mon expérience de la Chine va bien au-delà des médias et des têtes parlantes.

Une analyse objective de la Chine doit commencer par ses énormes atouts. La Chine possède le troisième plus grand territoire du monde, avec la plus grande population du monde (même si elle sera bientôt dépassée par l'Inde).

La Chine possède également le cinquième plus grand arsenal nucléaire du monde, avec plus de 280 têtes nucléaires. C'est à peu près la même chose que le Royaume-Uni et la France, mais bien loin derrière la Russie (6 490) et les États-Unis (6 450). La Chine est le plus grand producteur d'or au monde, avec environ 500 tonnes métriques par an.

Les réserves de change de la Chine (y compris l'or) sont les plus importantes au monde.

Selon ces diverses mesures de la population, du territoire, de la puissance militaire et de la production économique, la Chine est clairement une superpuissance mondiale et la présence dominante en Asie de l'Est. Pourtant, ces statistiques spectaculaires cachent autant qu'elles révèlent.

Le revenu par habitant de la Chine est inférieur à 12 000 dollars par personne, contre un revenu par habitant d'environ 64 000 dollars aux États-Unis. Autrement dit, les États-Unis ne sont que 38 % plus riches que la Chine sur une base brute, mais ils sont 500 % plus riches que la Chine sur une base par habitant (bien sûr, les retombées économiques massives du coronavirus auront un impact).

L'armée chinoise est de plus en plus forte et sophistiquée, mais elle n'est toujours pas à la hauteur de l'armée américaine en ce qui concerne les porte-avions, les ogives nucléaires, les sous-marins, les avions de chasse et les bombardiers stratégiques.

Plus important encore, avec un PIB par habitant inférieur à 12 000 dollars, la Chine est carrément coincée dans le "piège du revenu moyen" tel que défini par les économistes du développement.

Le passage d'un revenu faible (environ 5 000 dollars par habitant) à un revenu moyen (environ 10 000 dollars par habitant) est assez simple et implique principalement une réduction de la corruption, des investissements étrangers directs et une migration des campagnes vers les villes pour occuper des emplois de type assemblage.

Le passage d'un revenu moyen à un revenu élevé (environ 20 000 dollars par habitant) est beaucoup plus difficile et implique la création et le déploiement de technologies de pointe et la fabrication de biens à forte valeur ajoutée.

Parmi les économies en développement (à l'exclusion des producteurs de pétrole), seuls Taiwan, Hong Kong, Singapour et la Corée du Sud ont réussi cette transition depuis la Seconde Guerre mondiale. Toutes les autres économies en développement d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie du Sud et du Moyen-Orient, y compris des géants comme le Brésil et la Turquie, restent bloquées dans les rangs des revenus moyens.

La Chine reste tributaire d'emplois de type "assemblage" et ne semble pas en mesure de faire partie des pays à revenu élevé.

Pour échapper au piège des revenus moyens, il faut plus qu'une main-d'œuvre bon marché et des investissements dans les infrastructures. Il faut une technologie appliquée pour fabriquer des produits à forte valeur ajoutée. Cela explique pourquoi la Chine s'est tant attachée à voler la propriété intellectuelle américaine.

La Chine n'a pas fait preuve d'une grande capacité à développer elle-même des technologies de pointe, mais elle

s'est montrée très efficace pour voler ces technologies à ses partenaires commerciaux et les appliquer par le biais de son propre système d'entreprises d'État et de "champions nationaux" tels que Huawei dans le secteur des télécommunications.

Mais les États-Unis et d'autres pays sévissent contre le vol de technologies par la Chine et cette dernière ne peut pas générer la technologie nécessaire par le biais de sa propre recherche et développement.

En bref, et malgré l'énorme croissance annuelle de ces vingt dernières années, la Chine reste fondamentalement un pays pauvre avec une capacité limitée à améliorer le bien-être de ses citoyens bien au-delà de ce qui a déjà été réalisé. Et cela a de sérieuses implications pour le leadership de la Chine...

L'économie chinoise ne consiste pas seulement à fournir des emplois, des biens et des services. Il s'agit de la survie du régime du Parti communiste chinois, qui est confronté à une crise existentielle s'il ne parvient pas à tenir ses promesses.

C'est un régime illégitime qui ne restera au pouvoir que tant qu'il fournira des emplois et une augmentation du niveau de vie du peuple chinois. L'impératif primordial des dirigeants chinois est d'éviter les troubles sociaux.

Si la machine à fabriquer des emplois en Chine se grippait, comme ce fut le cas lors de l'épidémie de coronavirus, Pékin craint que des troubles populaires n'apparaissent à une échelle potentiellement bien plus grande que les manifestations de la place Tiananmen en 1989. Il s'agit d'une menace existentielle pour le pouvoir communiste.

Le président Xi Jinping pourrait rapidement perdre ce que les Chinois appellent "le mandat du ciel".

Ce terme décrit la bonne volonté intangible et le soutien populaire dont les empereurs ont eu besoin pour gouverner la Chine au cours des 3 000 dernières années.

Si le Mandat du Ciel est perdu, un dirigeant peut tomber rapidement. Même avant la crise, la Chine a connu de graves problèmes économiques structurels qui la rattrapent enfin.

La Chine est si lourdement endettée qu'elle a atteint le point où une dette supplémentaire ne produit pas de croissance. L'ajout de dettes supplémentaires aujourd'hui ralentit l'économie et remet en question la capacité de la Chine à assurer le service de sa dette existante.

La Chine est également confrontée à un système bancaire insolvable et à une bulle immobilière. Jusqu'à la moitié des investissements de la Chine sont en pure perte. Ils créent des emplois et utilisent des matières premières comme le ciment, l'acier, le cuivre et le verre. Mais le produit fini, qu'il s'agisse d'une ville, d'une gare ou d'une enceinte sportive, est souvent un éléphant blanc qui restera inutilisé. Le paysage chinois est jonché de "villes fantômes" qui sont le résultat du gaspillage d'investissements et du modèle de développement défectueux de la Chine.

En fait, la Chine est confrontée à un dilemme dont elle ne peut sortir. La Chine a stimulé la croissance par des crédits excessifs, des investissements en infrastructures gaspillés et des systèmes de Ponzi.

Les dirigeants chinois en sont conscients, mais ils ont dû maintenir la machine à croissance à haut régime pour créer des emplois pour les millions de migrants qui quittent la campagne pour la ville et pour maintenir les emplois des millions d'autres qui sont déjà dans les villes.

Les deux façons de se débarrasser de la dette sont la déflation (qui entraîne des amortissements, des faillites et du chômage) ou l'inflation (qui entraîne un vol du pouvoir d'achat, semblable à une augmentation des impôts).

Les deux alternatives sont inacceptables pour les communistes car ils n'ont pas la légitimité politique pour supporter le chômage ou l'inflation. L'une ou l'autre de ces politiques provoquerait des troubles sociaux et libérerait le potentiel révolutionnaire.

La Chine est également confrontée à de graves problèmes démographiques qui limiteront sa croissance future...

En 1980, la Chine a institué la politique de l'enfant unique dans le but de contrôler la croissance démographique. Mais l'annonce de 1980 consistait en fait à officialiser une politique existante. Les Chinois ont une préférence culturelle pour les garçons par rapport aux filles. Ainsi, lorsque la politique de l'enfant unique a été mise en œuvre, les Chinois ont utilisé des tests prénataux pour déterminer le sexe et ont ensuite avorté les filles.

À un niveau plus rudimentaire, les familles gardaient des seaux d'eau à côté des lits d'accouchement de sorte que si une fille naissait, elle pouvait être noyée immédiatement. On estime qu'entre 20 et 30 millions de petites filles ont été tuées de cette manière, ce qui a entraîné un excédent équivalent d'hommes par rapport aux femmes.

Ces hommes en surnombre ne trouveront jamais d'épouses en Chine. Comme les femmes peuvent être sélectives en matière de maris, il s'ensuit que les 30 millions d'hommes excédentaires seront les moins talentueux et les plus pauvres de la société chinoise. Cette cohorte est très encline aux comportements antisociaux, notamment à l'abus d'alcool et de drogues et à la violence.

La bombe à retardement démographique est en train d'exploser. Les enfants manquants d'il y a trente ou quarante ans sont les travailleurs d'âge mûr manquants d'aujourd'hui. L'économie chinoise a connu une forte croissance entre 1995 et 2010, principalement en raison de l'exode rural et de l'essor des emplois manufacturiers de type assemblage.

Aujourd'hui, la migration est terminée, les emplois de type assemblage se déplacent vers le Viêt Nam et l'Inde, et le manque de technologie à haute valeur ajoutée a laissé la Chine coincée dans le piège des revenus moyens à croissance lente. La Chine aurait pu surmonter cette situation grâce au poids des travailleurs à bas salaires, mais ceux-ci n'existent plus.

La Chine perdra plus de 100 millions de travailleurs au cours des dix prochaines années en raison du vieillissement, des départs à la retraite et de l'absence de remplaçants en âge de travailler. La Chine essaie maintenant de réparer les dégâts démographiques avec une nouvelle "politique des trois enfants".

Mais il est trop tard. Les désastres démographiques mettent trente ans ou plus à se créer et il faut trente ans ou plus pour les guérir. Au cours des trente prochaines années, la pénurie de travailleurs en Chine sera un frein à la croissance.

▲ RETOUR ▲

Se préparer à un monde qui n'existera jamais

Bill Bonner | 7 Jul, 2021 | Journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - *Aujourd'hui, nous continuons à penser à la pensée, et au fait que les penseurs en font peu.*

Plus tard dans la semaine, nous verrons comment ils empêchent les autres de parvenir à leurs propres conclusions.

Le Financial Times, tout comme The Economist et The Wall Street Journal, est une lecture incontournable pour l'élite économiquement instruite. Les princes et les décideurs politiques du monde entier l'ont sur leur bureau. Ils y puisent une grande partie de leurs informations et de leurs opinions.

Ici, dans la petite ville de Youghal, en Irlande... la station-service locale a un seul exemplaire du FT, qu'elle met de côté pour nous. Le seul autre endroit en ville qui propose le journal est le magasin de cartes, où l'exemplaire unique reste sur l'étagère.

Nombre des opinions exprimées dans le FT témoignent d'une réelle réflexion, notamment sur les questions de marchés, d'investissements et de finances personnelles. Notre amie Merryn Somerset Webb, par exemple, chroniqueuse régulière, est toujours une source de bons conseils et de réflexions pratiques.

Une récompense énorme

Mais lorsque le "papier rose" aborde la politique économique, la réflexion s'arrête. Comme nous le verrons, les gens en viennent à penser ce qu'ils doivent penser quand ils doivent le penser.

Et l'élite d'aujourd'hui doit penser cela :

- a. Ils font ce qu'il faut, et
- b. Beaucoup de problèmes d'aujourd'hui disparaîtraient si on leur permettait d'en faire plus.

La récompense pour ce genre de pensée éclairée est énorme.

La plus grande élite du monde est probablement constituée des 400 premières familles américaines - moins de 1 % de 1 % de 1 % (0,00025 %) de la population américaine.

Il y a quarante ans, leur richesse était égale à environ 2 % du PIB. Aujourd'hui, elles en possèdent dix fois plus - près de 20 %, soit un gain d'environ 4 000 milliards de dollars.

Mais nous ne faisons confiance à aucune statistique à moins de les inventer nous-mêmes. Et notre propre estimation est que les 10 % les plus riches de la population - en gros, ceux qui possèdent la plupart des biens en capital - ont gagné environ 30 000 milliards de dollars au cours de ces mêmes quatre décennies.

Nous obtenons ce chiffre en comparant la valeur des actifs des ménages (actions, obligations, immobilier, épargne) au PIB. Grosso modo, les actifs des ménages étaient égaux à environ quatre fois le PIB... de la fin de la

Seconde Guerre mondiale au début des années 1980.

Après cela, les actifs ont grimpé en flèche. Aujourd'hui, ils représentent sept fois le PIB. Cette différence est d'environ 60 000 milliards de dollars, dont plus de la moitié est allée aux 10 % les plus riches - pour un gain d'au moins 30 000 milliards de dollars.

Manipulation des élites

Alors, d'où vient toute cette nouvelle richesse ? Pas de la vente de plus de biens et de services à l'homme du peuple. Le PIB a continué à progresser comme si de rien n'était.

Et pendant cette période, devinez de combien le salaire du travailleur typique a augmenté en termes réels. Aucune. Ses revenus corrigés de l'inflation sont à peu près les mêmes aujourd'hui qu'à l'époque où les gens écoutaient Rod Stewart à la radio en chantant "Do ya think I'm sexy ?".

Alors, comment se fait-il que les riches d'aujourd'hui soient tellement plus riches que les riches d'alors ?

C'est le genre de question à laquelle on pourrait penser que les penseurs devraient réfléchir. Ici, au Journal, nous y avons répondu, du moins à notre propre satisfaction : la Réserve fédérale a fait monter le prix des actifs. Les riches possèdent des actifs. Ergo, les riches sont devenus plus riches.

Mais cette réponse remet en question le "a" (ci-dessus), amenant les gens à se demander s'il n'y avait pas quelque chose de surnois dans le système de fausse monnaie.

Au lieu de cela, sans jamais vraiment comprendre le problème, l'élite propose "b"... des solutions qui impliquent davantage de manipulation par l'élite elle-même.

Le passé est le passé

Une nouvelle preuve de ce phénomène est apparue le week-end dernier, avec une colonne de Rana Foroohar dans le FT. Mme Foroohar célèbre le dernier geste de l'administration Biden, tournée vers l'avenir, avec ce titre :

L'Amérique se dote (enfin) d'une stratégie industrielle

Une politique industrielle] ne consiste pas à désigner des gagnants, mais simplement à apporter un soupçon de prévoyance stratégique et à long terme dans la manière dont l'économie américaine est gérée. Dans un monde où nous devons rivaliser avec des géants gérés par l'État, comme en Chine, qui pensent sur des horizons de 50 ans, le capitalisme trimestriel n'est tout simplement plus adapté (même s'il ne l'a jamais été).

C'est bien pensé, non ? Se préparer, planifier, comploter pour l'avenir... même 50 ans à l'avance.

Améliorer la vie sur la planète Terre semble être un objectif louable. Mais cela dépend de la partie la plus incertaine du spectre temporel. Les améliorateurs ne peuvent rien faire pour le passé. Il s'est déjà produit.

Les guerres... les politiques et les programmes de mort... les meurtres de masse, les famines imposées par le gouvernement, les déportations, les nettoyages ethniques, les dépressions (toutes causées par l'élite)...

...tous font partie de l'histoire. Rien ne peut être fait à leur sujet maintenant.

Alors passons à autre chose.

Planification de l'avenir

Dans notre vie privée, nous sommes toujours en train de planifier l'avenir. Nous plantons des arbres, nous rédigeons des testaments, nous souscrivons des assurances. L'avenir est la seule partie de notre vie sur laquelle nous pouvons agir.

Dans la politique privée, en planifiant notre propre avenir, nous savons au moins ce que nous voulons. Nous avons une idée assez précise de l'endroit où nous allons et des moyens dont nous disposons pour y parvenir.

Et si nous finissons ailleurs, c'est notre propre faute pour ne pas avoir mieux planifié.

Mais prévoir pour les autres... pour une nation de 330 millions d'habitants ? C'est une toute autre chose.

Que veut l'ouvrier métallurgiste au chômage ? Et sa femme ? Que voudront-ils dans 50 ans ? Et l'immigrant du Bangladesh... que veut-il ?

Et quel sera le prix du pétrole demain ? Dans un an ? Dans dix ans ? Qu'en est-il du taux de natalité ? Combien de personnes auront le COVID-19 ? COVID-20 ? Combien utiliseront encore le courrier électronique ? Amazon existera-t-il encore ? Livrera-t-il par drone ?

Qui le sait ? Pas Mme Foroohar. Ni quiconque qui affirme que cette planification stratégique aidera à "faire avancer les objectifs en matière de climat et d'équité."

Objectifs d'élite

Mais de quels objectifs s'agit-il ?

Quelle surprise... ce sont les objectifs de l'élite d'aujourd'hui ! C'est ainsi que l'embrouille devient plus claire. La planification n'a rien à voir avec l'adaptation à l'avenir (les planificateurs n'ont aucun moyen de savoir ce qu'il apportera).

Elle a plutôt pour but de plier l'avenir dans leur direction... pour créer le genre de monde que les planificateurs veulent, maintenant.

Demain, nous nous pencherons sur le triste monde que l'élite d'il y a 50 ans aurait pu planifier pour nous... si elle y avait pensé.

▲ RETOUR ▲